

LA REVUE DU CAIRE

ORGANE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉCRIVAINS

DE LANGUE FRANÇAISE

(Section d'Égypte)

SOMMAIRE

| | Pages. |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------|
| DONALD COSTER..... | Derrière les lignes allemandes 327 |
| MAHMOUD TEYMOUR..... | Un homme redoutable..... 341 |
| GÉRAUD JOUVE..... | Mon séjour chez les Nazis (<i>suite</i>)..... 359 |
| GASTON WIET..... | Responsabilités (<i>fin</i>) 387 |
| ALEXANDRE PAPADOPOULO.. | Un Philosophe entre deux défaites (<i>suite</i>) 414 |

ÉGYPTE : 7 PIASTRES

LIBRAIRIE HACHETTE

CAPITAL 110 MILLIONS DE FRANCS



Le plus grand choix de volumes,
revues et journaux français
et en toutes autres langues



Dépositaires des ouvrages

LAROUSSE



Succursales ou Dépositaires
dans toutes les principales
villes du Proche-Orient



La Librairie Hachette est acheteuse
de tous les exemplaires n° 1 de la *Revue du Caire*

Compagnie Centrale d'Éclairage
par le Gaz et par l'Électricité

LEBON & C^{IE}

LE CAIRE >< ALEXANDRIE

Force Motrice Électrique
Tarifs Réduits pour Industries

Vente à tempérament et location
de chauffe-bains à gaz et d'appareils

Appareillage en tous genres

GAZ ET ÉLECTRICITÉ

Cokes calibrés - Brai (Pitch)
Goudron brut et deshydraté
Huiles minérales dérivées
du goudron - Naphtaline

KELVINATOR



- **Glacières électriques**
de toutes dimensions
- **Armoires et Chambres**
frigorifiques
- **Appareils à conditionnement d'air**

VISITEZ LES MAGASINS D'EXPOSITION

The **Tractor & Engineering Co. S.A.E.**

(Inc. MOSSÉRI, CURIEL and Co.)

LE CAIRE
140, Rue Emad-el-Din

R. C. 8419

ALEXANDRIE
7, Rue de la Gare du Caire

R. C. 8123

LA REVUE DU CAIRE

DERRIÈRE LES LIGNES ALLEMANDES ⁽¹⁾.

Lorsque nos deux ambulances entrèrent de nouveau dans Amiens, la ville était un enfer ardent. Une maison sur deux était en flammes, les rues obstruées par des poteaux télégraphiques, des camions renversés, des chevaux morts, des cratères de bombes. L'une après l'autre, les vagues de bombardiers allemands vrombissaient au-dessus de nos têtes, déversant leurs œufs autour de nous. Il n'y avait pas trace de défense anti-aérienne.

Nous arrivâmes enfin à notre but, l'hôpital de Châteaudun, juste au moment où éclatait le pire bombardement. L'hôpital reçut un coup direct et le médecin chef ordonna la descente générale dans l'abri.

Nous y descendîmes en foule de 150 : femmes, enfants, médecins, infirmières et soldats, dans une chambre petite, humide et sans fenêtres. Au dehors, le bombardement continua interminable, dans un bruit à faire éclater nos oreilles. Même dans l'abri, on sentait le choc des éclatements d'obus comme de grands coups dans la poitrine.

Et soudain ce fut le silence. Je ne puis vous dire quel sentiment extra-terrestre nous causa l'impression de ce silence complet après une heure d'enfer. On pouvait entendre ce

⁽¹⁾ *Reader's Digest*, décembre 1940.

silence, presque le voir : il contenait un bruit assourdi qui était le battement de nos cœurs. A la fin il fut rompu par le martèlement de lourdes bottes au-dessus de nos têtes. Pendant des minutes terriblement longues, nous retenions notre respiration, attendant qu'une grenade soit jetée dans notre abri. Comme rien n'arrivait, je décidai tout à coup que si j'avais à être tué, je désirais l'être en plein jour. Aussi je grimpai les escaliers jusqu'au dehors.

La lumière du jour fut un choc après l'obscurité de l'abri. Je marchai dans la cour et là, pour la première fois, je vis l'uniforme gris vert allemand. Le fusil d'un soldat était braqué sur une ligne de prisonniers français tournés vers le mur.

Je ne parle pas un mot d'allemand mais j'agitai ma carte d'identité de Genève tandis que je marchai vers lui. Il tourna son fusil contre moi et sembla se demander s'il allait presser sur la gachette ou non. Mais la réponse, au moins pour le moment, fut négative. Il prit ma carte, essaya de la déchiffrer, puis secoua la tête et me considéra un moment. King, qui parlait un peu allemand, s'approcha alors et demanda qu'on nous conduisit à un officier. Le soldat acquiesça, appela une autre sentinelle pour prendre sa place et nous mena vers la grande route, 50 mètres plus loin. Là nous fûmes accueillis par le plus terrifiant spectacle que j'aie jamais vu.

C'était la fameuse colonne motorisée allemande qui entrait en ville.

Vous avez peut-être vu des photographies d'une Panzer Colonne, mais vous n'avez pas vu son cortège sans fin. Vous ne l'avez pas vue arriver en vrombissant à 70 kilomètres à l'heure. Des tanks géants avec leurs officiers debout sur la tourelle, inspectant l'horizon à l'aide de jumelles ; des tanks miniatures, des autos blindées avec leurs mitrailleuses pointant hors des fentes, des canons anti-avions motorisés, braqués vers le ciel et leur équipage prêt à tirer, des camions blindés avec des rangées de soldats alertés, crispés sur leurs

fusils. Des canons de tous calibres, sur roues ou sur chenilles, des canots à moteur, des canots de caoutchouc montés sur roues, des engins contre l'incendie et des ateliers de réparations, sur roues. Des camions de pétrole, camouflés et prêts, au moindre signe de résistance, à se disperser parmi les champs et à prendre leurs positions de défense ou d'attaque. Au-dessus du convoi, des avions de reconnaissance.

Près de l'endroit où nous nous trouvions, les Français avaient jeté une pitoyable barrière de bois à travers la route que les colonnes avaient aplatie comme une boîte d'allumettes ; avec un choc de désespoir, vous sentiez alors qu'aucune invention antérieure des hommes ne pouvait laisser prévoir cette monstruosité inhumaine qui avait déjà rasé la moitié de l'Europe.

Notre sentinelle allemande agita le bras pour arrêter un officier conduisant une auto blindée. Il stoppa sur le côté de la route et sauta, la main sur la poignée du revolver. Après un long regard glacial, tel celui du naturaliste examinant un étrange nouvel insecte, il nous demanda en bon français la raison pour laquelle nous l'avions arrêté.

Je répondis que nous étions des ambulanciers américains demandant la permission de retourner avec les blessés civils à notre quartier général de Beauvais. La réponse fut de nous pousser dans le camion blindé. Il repartit en vrombissant le long de la route avec le restant de la colonne.

Presque assurément nous sommes les premiers étrangers à avoir jamais défilé dans une Panzer Colonne. Mais je ne pensais pas à cela à ce moment-là. Je pensais que nous étions prisonniers de l'armée la plus dénuée de scrupules du monde entier, destinés à Dieu sait quoi.

Les hommes de cette division étaient tous de 20 à 25 ans, extraordinairement bien physiquement. Ils nous donnèrent alors et plus tard, quand nous eûmes l'occasion de leur parler, l'impression de savoir exactement ce qu'ils faisaient et le fai-

sant avec précision, force et rapidité, sans être gênés par aucun scrupule. Un exemple de ces qualités est que les rues d'Amiens étaient parfaitement familières aux conducteurs, à leur première entrée dans la ville. Nous apprîmes, plus tard, un détail plus impressionnant. Tous les hommes de chaque unité appartenaient au même groupement sanguin, ce qui fait que les transfusions pouvaient être faites sur le champ de bataille sans examen préalable. Leurs chants de marche étaient composés de façon que la cadence de la musique aidât le rythme de la respiration, allégeant ainsi la fatigue. Les officiers étaient à peine de quelques années plus âgés que les soldats : les vétérans d'avant Hitler avaient des postes bien moins importants dans la colonne de 2^e ligne. Évidemment, l'avant-garde était la crème de l'armée, fraîche, confiante, et sans scrupules.

Nous arrivâmes bientôt en dehors d'une grande ferme qui était occupée par le général et nous fûmes conduits à l'intérieur. Gisant sur le plancher, le propriétaire de la ferme ; une balle lui avait traversé l'estomac mais il vivait encore.

Le général était un géant prussien, large brute de six pieds. Il nous écouta avec une impatience polie. Mais ou notre français ou le sien était défectueux, car il nous prit pour des médecins américains et griffonna un ordre pour que nous fussions affectés à l'hôpital de Châteaudun, que nous étions chargés de mettre dans un ordre rigoureux pour l'employer comme « Hôpital Germano-Américain ». Nous y fûmes expédiés immédiatement avec notre premier patient, le fermier blessé.

Les Allemands avaient déjà commencé à réunir les blessés et à les envoyer à l'hôpital. Chacun était étiqueté comme un colis, avec la date, le lieu et la nature de sa blessure, et les détails sur les soins déjà donnés.

Par où devons-nous commencer ? Nous n'avions eu aucune nourriture depuis le sandwich de la veille et aucun sommeil

depuis l'avant-veille. Mais il y avait quelque chose de trop menaçant dans la voix du général pour discuter son ordre. Je demandai de la main-d'œuvre à un Allemand qui me mena vers une file de prisonniers français et m'en laissa choisir quelques-uns pour m'aider.

A ce moment-là tous nos blessés étaient des civils. Le seul signe de résistance militaire que nous ayons vu consistait en deux canons de 75, de chaque côté de la route avec deux artilleurs français morts auprès de chacun d'eux.

Vers huit heures du soir, les Allemands nous dirent qu'une bataille avait été livrée aux abords de la ville et que nous devions nous préparer à l'arrivage de blessés. Ils ordonnèrent à un chauffeur de nous conduire au champ de bataille dans un camion capturé. C'était un vrai champ de bataille mais heureusement il faisait trop sombre pour en mesurer l'étendue. Une compagnie de jeunes Tommies avait attaqué la Panzer Colonne comme des moustiques attaqueraient une locomotive, et ils avaient été « nettoyés ». Parmi les morts et les grièvement blessés, nous ne trouvâmes pas un seul Allemand. Le fait était courant que les Allemands qui tombaient étaient immédiatement ramassés et envoyés en Allemagne pour les cacher de leurs camarades et maintenir leur moral.

Éreintés comme nous l'étions cette nuit-là, nous ne pûmes quand même pas dormir. Les Français, s'apercevant un peu tard qu'Amiens était une position clé, menaient un continuel bombardement d'artillerie. Peu après l'aurore, un officier allemand nous réveilla avec l'information qu'il y avait encore beaucoup d'Anglais à rechercher aux faubourgs de la ville. Cette fois-ci nous vîmes le carnage à la lumière du jour.

Deux compagnies d'Anglais protégeant la retraite avaient été surprises par la colonne motorisée. Ce qui m'impressionna le plus, en voyant ce champ de bataille, tandis que ma gorge se serrait, était sa ressemblance absolue avec les peintures de champs de bataille déjà vues.

Sous un ciel brûlant et sans nuages, s'étendait une immense prairie d'herbes hautes, littéralement couverte de cadavres, de blessés anglais et de bétail tué ou blessé. Les jeunes Tommies avaient été massacrés par les tanks car ils n'avaient pas d'artillerie et seulement quelques mitrailleuses légères en supplément à leurs fusils. Ils étaient aussi efficaces contre le blindage des tanks que des fusils à air comprimé et leur seule chance était de réussir un coup adroit par la fente qui laissait passer les canons.

Comme la veille, nous ne pûmes découvrir un seul Allemand tué ou blessé. Parmi ces trois cents Anglais, nous en trouvâmes encore 25 ou 30 en vie. Tout le reste avait été tué. Beaucoup de blessés avaient été ensuite écrasés par les tanks, leur corps aplati comme des galettes. Les autres, attrapés dans le croisement de la mitraille avaient été coupés en deux avant de tomber. Une décharge de ces canons sur cinq ou six consistait en une balle traçante qui traversait les corps comme un tisonnier incandescent.

C'était difficile de retrouver tous les blessés dans l'herbe haute. Le soleil était haut sur nos têtes quand nous ramassâmes le dernier. Je dois dire que les Allemands nous aidaient à rentrer ces hommes et les soulageaient avec de l'eau ou des cigarettes. Même les Allemands étaient impressionnés par le fait qu'aucun des Tommies, quelle que soit sa souffrance, ne laissait échapper une plainte : « Très brave, dit un des Allemands, mais très très stupide. » Je portais à ce moment-là une paire de beaux gants de cuir et je chargeais un Tommy sur mes brancards, quand un officier allemand, me prenant pour un Anglais, vint derrière moi, et m'arracha les gants des mains. Sans réfléchir, je repris mes gants avec colère. Dans l'espace d'une seconde son revolver menaçait ma poitrine. Je montrai mon brassard et expliquai « Amerikanish ». L'officier sursauta, me salua, me serra la main et partit.

Ceci fut la seule fois que ma nationalité fut traitée avec un

peu plus de sérieux qu'un mépris amusé. Les Allemands semblaient considérer notre présent comme un inoffensif tonneau vide. Souvent ils répondaient à notre « Amerikanish » par « Ah ! nous ne voyons jamais des vôtres de notre côté ». A peine avions-nous achevé notre ouvrage sur ce champ de bataille que nous fûmes envoyés à l'autre extrémité de la ville pour trouver de nouveaux patients pour notre hôpital. Nos uniformes ressemblaient malheureusement à celui des Anglais. Le nouveau médecin militaire ne nous jeta qu'un regard et nous envoya, sous bonne escorte, au commandant. Le commandant était le plus dur et le plus borné des officiers allemands que nous ayons jamais rencontrés. Soit qu'il ne comprît rien, soit qu'il ne voulût rien comprendre, King et moi, fûmes chargés dans un camion de prisonniers et envoyés à un autre hôpital connu sous le nom de « Nouvel Hôpital ». Là, l'officier allemand demanda nos passeports américains. Nous les avons déposés à notre quartier général à Paris, de crainte qu'ils ne tombassent entre les mains des Allemands qui auraient pu les utiliser pour le travail de leur 5^e colonne.

Aussi nous arrêta-t-il de nouveau et nous réordonna de commencer immédiatement à mettre l'hôpital en ordre. Le « Nouvel Hôpital » avait été terriblement bombardé et le peu de blessés restés après la retraite française complètement démoralisés. Les braves infirmières faisaient de leur mieux, mais il n'y avait en tout que quatre médecins ; deux très jeunes chirurgiens, un dentiste et un vieux dermatologue de 70 ans. Ceux-ci étaient submergés par la besogne qui leur incombait. La situation était si désespérée que notre travail en devenait vraiment varié : brancardier, anesthésiste, infirmier porteur d'eau, et même assistant du chirurgien. Il y avait une terrible pénurie de matières premières, mais pire que tout était le manque d'eau.

Dans toute la ville, il n'y avait plus d'électricité, ni d'eau, potable ou non. Beaucoup de vieillards affaiblis, incapables de fuir la cité en ruines, venaient chaque jour à l'hôpital implorer

seulement un verre d'eau. Même alors nous devions refuser car nous en avions à peine assez pour faire bouillir les instruments chirurgicaux et permettre au chirurgien de se laver les mains. Notre source la plus proche était un petit ruisseau situé à près de quatre kilomètres d'où l'eau devait être apportée à bras d'homme. Les vieillards qui venaient à nous devaient braver le danger de centaines de chiens à demi fous de soif qui erraient dans les rues. Ces bêtes, jadis de doux et fidèles compagnons, étaient devenues des brutes féroces. Elles étaient partout, léchant les blessés pour calmer leur soif. Les jours suivants, les blessés se multipliant, les conditions de l'hôpital devinrent pires encore. Les Allemands avaient groupé toute leur artillerie et leur défense contre avions dans l'enceinte de l'hôpital, à l'abri de grandes croix rouges, formées avec les tuiles tombées des toits de l'hôpital. Ces pièces d'artillerie devinrent rapidement l'objectif de régulières attaques des alliés. Nos docteurs devaient opérer quand les explosions d'artillerie ébranlaient tout le bâtiment. Vous vous imaginez combien c'était reposant pour les blessés qui tous étaient anglais ou français.

Les Allemands avaient imposé le black-out sur toute la ville avec avertissement que toute lumière filtrant dans l'obscurité serait punie d'abord par un coup de fusil dans la fenêtre, ensuite par l'envoi d'une grenade dans la chambre. Ils nous le prouvèrent une nuit, lorsqu'un coup de fusil brisa la fenêtre de la salle d'opérations insuffisamment masquée par une couverture. L'hôpital était si plein que les opérations duraient toute la nuit à la lumière d'une lampe électrique ou d'une lanterne. Nous nous relayions, tenant la lanterne au-dessus de la table d'opération, priant Dieu que les vapeurs de l'éther n'exploient pas. Cette salle d'opérations du Nouvel hôpital était la plus abominable chose que j'aie jamais rêvé. Pas une vitre n'était restée aux fenêtres. Les couvertures que nous mettions pour le black-out empêchaient toute aération si bien

que l'odeur toujours présente de la gangrène dominait tout. Les murs et le sol étaient ignobles, puisqu'il n'y avait ni eau ni désinfectant pour les nettoyer.

Le corridor était toujours plein de cas urgents. Quelques blessés nous suppliaient de leur accorder le verre d'eau que nous n'avions pas, d'autres restaient désespérément muets. La confusion et la hâte étaient si grandes qu'une fois, après avoir porté un nouveau patient sur la table, le chirurgien, après un regard, me demanda si je ne savais pas encore reconnaître un vivant d'un mort. Les Allemands ne faisaient rien pour alléger les conditions sous lesquelles nous travaillions, bien que leurs critiques soient des plus sévères. Un jour, un médecin chef allemand fit une inspection et me chargea d'informer notre médecin chef que si le lendemain à midi l'hôpital n'était pas dans un ordre parfait, il serait envoyé dans un camp de concentration. L'officier m'emmena dans un bâtiment qu'il avait réquisitionné pour quelques-uns de leurs blessés afin de me montrer le contraste. Eux, évidemment, avaient d'amples provisions de médicaments, bandages, désinfectants, anesthésiques, vaccins antitétaniques et antigangréneux, sans mentionner les douzaines de camions pour transporter l'eau et la nourriture. Par-dessus le marché ils avaient réquisitionné la plupart de nos lits que nous avons dû remplacer par des litières de paille. Je demandai en vain un camion pour transporter l'eau du ruisseau si éloigné. Tout ce que j'obtins fut une charrette cassée et un vieux cheval boiteux. Cela pour alimenter un hôpital de 500 blessés.

Un de nos médecins français était un vieux spécialiste des rayons X, et il construisit un appareil de fortune avec un vieux moteur portatif. Cet appareil était une providence, car cela épargnait le temps de rechercher les éclats d'obus. Après deux jours, les Allemands vinrent le chercher pour un de leurs postes de secours. Nos deux infirmières les plus capables nous furent également enlevées et nous quittèrent les larmes aux

yeux pour travailler dans un poste de secours allemand.

Je ne sais comment, mais en travaillant désespérément la nuit, nous fûmes à même de faire front à l'inspection allemande. Mais j'étais dans une amère colère. La seule remarque que nous reçûmes pour nos efforts fut que les Français étaient par nature un peuple abject comparé aux Allemands.

On ne doit pas oublier naturellement que dans la dernière guerre, avec les lignes établies, il était relativement simple d'envoyer les ennemis blessés à l'arrière où ils recevaient les soins appropriés. Mais dans la guerre éclair, les prisonniers, si on désirait les soigner, devaient l'être sur place. Le séjour des Allemands à Amiens fut relativement long pour un standard de guerre éclair. Mais, même ainsi, Amiens était une flèche isolée, toujours entourée de défenses françaises. Dans ces circonstances, les prisonniers étaient dans un grand danger.

C'était très difficile pour certains de nos blessés de le comprendre. Le souvenir de la dernière guerre, où un hôpital était synonyme de repos et de soins, leur restait dans la mémoire et ils ne pouvaient pas saisir la raison des épouvantables conditions de leur hôpital, secoué comme il l'était par l'artillerie allemande et les bombes françaises.

Le moral de nos quelques Anglais nous stupéfiait. Jamais une plainte lorsqu'ils étaient étendus grièvement blessés, sans eau et sans le médicament approprié, avec les canons tirant et les obus explosant à la distance d'un pas de l'endroit où ils étaient couchés, et surtout, partout, cette inoubliable odeur de gangrène. Je me souviens de l'un d'eux, en particulier, le capitaine Cook, du Royal Sussex. Il était resté deux jours couché sur le champ de bataille, et quand je vins le chercher, son bras droit était si criblé de balles que je craignais qu'il ne se détachât du corps. Finalement vint son tour d'être amputé. Il n'y avait plus de brancard de libre pour le transporter en haut. Il marcha alors avec son bras valide accroché autour de mon épaule. Nous passâmes devant un groupe de soldats français, se lamen-

tant sur tout ce dont on pouvait se lamenter dans notre pauvre essai d'hôpital. Le capitaine Cook leur jeta un regard écrasant et me dit d'une voix claire : « Que veulent-ils de nous ? Faut-il leur envoyer notre flotte jusque dans la Seine pleine de sang pour les réconforter ? »

Jamais, non plus, je n'oublierai la remarque d'un autre Anglais épouvantablement blessé par un tank. Quand je lui demandai son impression sur la fameuse Panzer Colonne, il répondit : « Magnifique à regarder, mais terrible à recevoir. »

Un matin nous vîmes un spectacle inouï : une femme non pas vêtue d'un uniforme maculé et raidi de sang, mais d'une robe nette et bleue. Nous lui parlâmes et ni nos barbes hirsutes, ni nos vêtements dégoûtants ne parurent l'effrayer. Elle était Belge, dit-elle, et avait reçu la permission des autorités allemandes à Bruxelles, de conduire la première voiture depuis le bombardement dans Amiens, afin de vérifier le nombre des blessés belges pour la Croix-Rouge.

Quand devait-elle rentrer ?

— Cet après-midi.

— Avez-vous un peu de place dans votre auto ?

— Peut-être, mais les Allemands vous laisseront-ils partir ?

— Je peux toujours essayer.

Nous nous hâtâmes vers le commandant.

D'abord sa réponse fut un non catégorique, mais nous exposâmes nos arguments si rigoureusement, et mentîmes avec tant de conviction sur la pression que ferait le consulat d'Amérique à Bruxelles quand il entendrait parler de notre situation, qu'à la fin il céda. A 3 heures de l'après-midi nous nous empilâmes, croyant rêver, dans le siège arrière de la petite Ford de M. et M^{me} Alfred Chambon. Une vieille brosse à dents était tout notre bagage personnel.

Quand nous vîmes les adieux déchirants des infirmières et des docteurs, nous commençâmes à nous demander s'il était juste de les laisser. Mais plusieurs médecins français, récem-

ment faits prisonniers, avaient été envoyés à l'hôpital, si bien que nos services n'étaient plus aussi indispensables.

A huit heures, le même soir, après avoir traversé des paysages d'universelle désolation, nous vîmes la première voiture de maître, non pas démolie, mais roulant normalement : nous étions à Bruxelles.

A l'Ambassade flottait le drapeau américain. M. et M^{me} Chambon nous laissèrent loger une nuit chez eux, notre première nuit, depuis trois semaines, sans bombardement. Le lendemain l'Ambassadeur Cudahy nous écouta et nous dit de nous considérer sous sa protection. Il nous suggéra délicatement, sans trop s'approcher de nous, de faire quelques achats et nous prêta 200 livres que nous dépensâmes en savon, rasoir et vêtements.

Bruxelles semblait à peine endommagée par les bombes allemandes et nous entendîmes la surprenante histoire de son occupation. La veille du jour où les Allemands y entrèrent, une immense croix gammée apparut dans le ciel écrite en fumée par les avions. Au petit jour, le lendemain, les habitants virent 2.000 parachutistes descendre des nuages. Comme ils atterri-ssaient, on entendit le tir des mitrailleuses. Ce ne fut que plus tard que les défenseurs s'aperçurent que 200 parachutistes seulement étaient des soldats et les 1.800 autres des mannequins de paille. Le tir des mitrailleuses n'était que l'explosion des pétards que les soldats tiraient à l'atterrissage. Vinrent ensuite des bombes sifflantes qui ont pour effet de faire croire à chacun que le projectile tombe directement sur lui.

Maintenant les Allemands travaillaient dur à restaurer la vie normale. Le pétrole était introuvable, ce qui rendait la circulation dans les rues à peu près nulle, mais tous les magasins et tous les restaurants étaient ouverts. Les Krediten Mark allemands avec une valeur arbitraire de 10 francs belges étaient en circulation et celui qui les refusait envoyé en prison. Il y avait peu de légumes mais on trouvait de la viande. Les Belges

épuisait leurs stocks à n'importe quel prix, de crainte de se les voir confisquer militairement.

Les soldats allemands avaient toujours une politesse spectaculaire. Si jamais une dame montait en voiture, une douzaine d'Allemands se précipitaient pour refermer la portière. Dans les magasins, où les Allemands achetaient d'immenses quantités de linge, pour les envoyer chez eux, les vendeuses étaient traitées avec grande courtoisie. Une petite minorité y voyait la propagande nazie, mais l'immense majorité était impressionnée par cette façon d'agir, cet ordre et cette politesse.

Après deux semaines à Bruxelles, une occasion arriva de rentrer à Paris avec M. Kennan de l'Ambassade américaine à Berlin. Halle, Mons, Cambrai, Péronne, Roye, Senlis, partout la même scène de bombardement et de désolation. Des cratères de bombes, des ponts détruits, des maisons en ruines. Et surtout des amas de tanks français abandonnés, des camions de munitions, des canons, des uniformes dont les Allemands n'avaient guère besoin pour augmenter leur stock. Nous fûmes arrêtés trois fois près de Paris, mais le passeport et l'excellent allemand de M. Kennan nous facilita le passage. Il ne faisait pas encore nuit et nous pûmes voir la gigantesque croix gammée surmontant la Tour Eiffel et dominant toute la ville.

Ici, comme à Bruxelles, les Allemands étaient scrupuleusement polis. Mais juste pour nous rappeler leur présence, les bombardiers vrombissaient à basse altitude au-dessus de la ville. Paris était désert, bien que les Parisiens rentrassent peu à peu. Les Allemands essayaient d'égayer la ville par des concerts populaires où tous les fameux airs allemands étaient joués par des musiciens à casque d'acier, devant un auditoire payé. Le couvre-feu était retardé à dix heures et deux clubs de nuit avaient ouvert aux Champs Élysées. Ils étaient pleins de fumée et patronnés par un apache parisien de 18 ans qui s'exhibait sous les yeux stupéfaits d'Allemands tondus. Chaque jour arrivait une masse de ces touristes venant d'Allemagne

par trains spéciaux. Ils étaient partout, emplissant les meilleurs hôtels, dévalisant les magasins, photographiant et prenant des notes sur des calepins. Des camions chargés de soldats faisaient la tournée des monuments. Le téléphone marchait mais on entendait aussitôt le déclic de l'écouteur du quartier général.

Un jour je rencontrai un membre de notre section d'ambulance retenu à Paris avec une cheville cassée. Il me regarda sans y croire. Un officier français lui avait dit avoir rencontré sur le bord de la route notre voiture n° 20, complètement en pièces, avec quatre cadavres auprès d'elle. Je ne fus pas au regret quand l'ambassadeur nous annonça qu'un arrangement était fait pour notre retour en Amérique. Et je revis ce que j'avais parfois désespéré de revoir : un bateau en partance pour New-York.

Donald GOSTER.

UN HOMME REDOUTABLE.

(CONTE.)

Mon ami Férid s'était mis à remuer pour moi la poussière de ses souvenirs. Il me conta l'histoire suivante :

Mon oncle m'avait fait appeler un matin à l'issue de son petit déjeuner. Il était assis sur sa longue banquette, les jambes repliées, pelotonné dans ses coussins, il fumait et buvait son café à lentes gorgées. Dès que je me présentai, il me pria de m'installer à côté de lui :

— Écoute, Férid, me dit-il, je commence à vieillir, tu le sais, mes forces diminuent, et je ne me sens plus capable de surveiller les travaux des champs. Acceptes-tu de me remplacer, ce qui me permettrait de prendre du repos.. ? Je suis le doyen de la famille et tu es le seul représentant jeune qui lui reste.

J'allais répondre, mais il ne m'en laissa pas le temps et poursuivit :

— Tu ne perdras pas ton poste au ministère. Je te demande seulement de me consacrer les jeudis et vendredis de chaque semaine, que tu passeras à la campagne.

*
* *

Quelques jours après cette conversation, je succédais à mon oncle à la *Daira* et commençais avec une énergie farouche à diriger les travaux de ses terrains de culture, sans rien changer aux instructions détaillées rédigées par lui pour la bonne marche de ses affaires.

On me présenta un jour l'état des traitements des employés de la ferme. Le scribe me lisait les noms un par un : pour chacun d'eux je demandais des éclaircissements et il me fournissait les renseignements voulus. Quand il arriva au nom du cheikh Hamida Baz, sa bouche dessina une grimace gouailleuse :

— Qu'y a-t-il ? lui dis-je.

— Oh ! rien.

— Quelle est la fonction du cheikh Hamida Baz ?

— C'est un des gardiens de la ferme.

Il avait accompagné ces mots d'un nouveau rictus dédaigneux. Je me passai la main sur le front comme pour faire ressortir une anecdote oubliée, et je me répétais tout bas :

— Le cheikh Hamida Baz. Le cheikh Hamida Baz...

Tout à coup je fixai le secrétaire :

— Ne serait-ce pas ce grand bandit qui s'est rendu fameux par une série de crimes ?

— Lui-même.

— Et vous le nommez gardien, vous le logez à la ferme, vous lui versez un traitement mensuel...

— C'est un fait, Monsieur.

— Depuis quand occupe-t-il ces fonctions ?

— Depuis dix ans...

J'allai sur-le-champ trouver mon oncle : il était, selon son habitude, accroupi sur sa moelleuse banquette, enveloppé de son ample manteau rouge, la tête couverte d'un bonnet blanc en laine, frangé d'or. Il s'appêtait à humer une prise et étalait sur ses genoux son grand mouchoir de Méhalla, lorsqu'il me vit entrer :

— Quel bon vent t'amène ? me dit-il.

— Oh ! oui, mon oncle, les nouvelles sont bonnes...

J'étais venu vous entretenir du cheikh Hamida Baz...

D'un coin de son mouchoir, il essuyait ses yeux et son nez :

— Le cheikh des surveillants du village ?

— Oui.

— Songerais-tu à lui donner de l'augmentation ?

— Au contraire... j'ai plutôt l'intention de m'en débarrasser.

Le sourire de mon oncle s'était empreint d'une certaine gravité. Il toussa légèrement :

— Veux-tu donc, me dit-il, que le domaine soit mis au pillage ?

— Où sont donc alors les gardiens de l'ordre ? Celui-ci encourage les maraudeurs à prélever une dîme sur les cultivateurs.

Mon oncle avait tiré son chapelet, avec les grains duquel il joua un instant, silencieux :

— Fais comme tu voudras, conclut-il.

Un éclair passager brilla dans le regard qu'il me lança :

— Mais n'oublie pas une chose, poursuivit-il, tu es responsable de tout vol qui se produirait sur le domaine.

Je le quittai, en proie à des sentiments contradictoires. Le soir, je retrouvai mon oncle à table : il buvait à petits coups et s'interrompit :

— Eh ! bien, Férid, qu'as-tu décidé au sujet de ton ami le cheikh Hamida Baz ?

— Je le garde. Il pourra circuler à sa guise dans le domaine et prélever à son aise un impôt sur notre caisse.

Mon oncle essuya ses moustaches blanches, où perlaient quelques gouttes :

— As-tu donc oublié, dit-il, la fameuse bagarre de Kafr Atik, le village voisin du nôtre, au cours de laquelle un agent de police fut tué ?

— J'en ai un vague souvenir.

— Tu avais alors neuf ans. Tu étais venu passer tes vacances avec nous... C'était par une nuit obscure et glaciale. Tu dormais dans ton lit et tu avais été réveillé en sursaut par le bruit d'un coup de feu. Tu t'étais précipité en chemise de nuit pour savoir ce qui arrivait et tu t'étais blotti sous mon manteau.

— Les cris des hommes et les hululements stridents

des femmes se mêlaient d'une façon étrange au vacarme du vent...

— Nous étions partis vers le village, précédés de notre domestique Mardjan, qui éclairait notre marche avec une lanterne sourde. L'intendant, les gardes et tous les employés étaient réunis et se consultaient ; une intense frayeur se lisait sur leurs visages... Spontanément ils avaient convenu que l'assassin était quelqu'un du pays.

Mon oncle plongea ses doigts dans sa tabatière et s'attarda à bourrer ses narines de tabac... Il appuya sa tête au dos de la banquette, ferma légèrement les paupières et reprit son récit :

— Le *mamour* fit cerner le village. On perquisitionna dans toutes les maisons et l'on procéda à des arrestations.

— A-t-on pu trouver le meurtrier ?

— On ne réussit à inculper aucun individu, bien que tout le monde ait été convaincu que le héros de l'affaire était le cheikh Hamida Baz.

*
* * -

Mon oncle s'était tu, le visage assombri. Je m'en allai dans ma chambre, réfléchissant à cet événement, ainsi qu'aux incidents du même genre qui s'étaient produits depuis lors et que j'avais entendu conter par les villageois quand j'allais les voir durant mon enfance, en compagnie de mon oncle... Tous les désordres provoqués par ce cheikh Hamida Baz servaient de thème aux causeries nocturnes et, en les écoutant, je ne sais quelle compassion se mêlait à ma crainte, ma nuit se déroulait en cauchemars terribles, pleins de visions terrifiantes, au milieu desquelles se dressait la silhouette dramatique d'un professionnel du crime, qui faisait irruption près de mon lit en brandissant au-dessus de ma tête une hache acérée, déjà teinte de sang.

J'aurais pu facilement voir ce cheikh Hamida, mais

je n'avais jamais cherché à le rencontrer, au contraire, je m'étais arrangé pour l'éviter, me contentant de me renseigner sur son compte de temps à autre. Puis mes études m'avaient éloigné du domaine, car j'étais parti pour plusieurs années en Europe. Les histoires de ce bandit sanguinaire m'étaient sorties de la mémoire et j'en étais arrivé à oublier cet homme complètement...

*
* *

Un mois s'était passé depuis cet entretien avec mon oncle, et je me trouvais en inspection au village, ma première visite depuis que j'avais pris l'affaire en mains.

Là-bas, je ne découvrais aucun changement appréciable, la vieille demeure à un étage était telle que je l'avais quittée, et devant sa façade on voyait le même jardin aux arbres étiques. A la porte, notre domestique Mardjan m'accueillait avec son visage affable et radieux.

Après avoir pris quelques heures de repos, je me rendis à la maison communale pour voir l'intendant. Je l'interrogeai à brûle-pourpoint :

— Et le cheikh Hamida Baz... comment va-t-il?

— Très bien.

— Veux-tu l'appeler?

Pendant qu'on l'envoyait chercher, je m'assis sur la banquette de pierre attenante au mur de la maison, et recouverte d'un tapis de laine rouge : je bus mon café, essayant de reconstituer l'aspect du cheikh tel que je me l'imaginai... un gaillard d'assez belle taille, bien musclé, de mauvaise mine, à la démarche pesante, inspirant la terreur sur son passage.

Le messenger reparut, suivi d'un individu à l'extérieur débile, tout décharné, à la bouche renfoncée. Avec son allure très spéciale, il s'approcha de moi et s'inclina sur ma main pour la baiser :

— Votre serviteur Hamida Baz, me dit-il.

L'homme s'installa par terre. Il fut pris d'une quinte de toux opiniâtre, avec des soubresauts dans tout le corps, à le faire éclater en morceaux...

Lorsqu'il eut repris contenance, je lui dis :

— Comment vas-tu, cheikh Hamida ?

— Comme un roc, mon Bey, tant que nous bénéficions de votre présence.

Je considérai un instant, avec un étonnement singulier, ce squelette chancelant, tout disloqué. Je fis apporter un café et tendis à l'individu une cigarette. Il l'accepta en me remerciant, mais ne l'alluma pas : il tira de sa poche une boîte de tabac dans laquelle il la plaça avec soin. Puis il prit une pincée de son propre tabac et commença à rouler une cigarette :

— Tu n'aimes peut-être que ton tabac ? lui demandai-je.

C'est avec un sourire paisible qu'il me répondit :

— Je garde votre cigarette pour ma mère.

Je lui en tendis une autre :

— Voici pour toi, à condition que tu la fumes.

Ce qu'il fit. En même temps, il humait son café à petites gorgées, l'air heureux.

— Ton coin est-il calme ? lui demandai-je.

Cette question lui fit lever la tête et il me lança des regards incandescents : on aurait dit deux tisons ardents couvant sous la cendre. Il me répondit sur un ton qui n'admettait pas de réplique :

— Vous imaginerez-vous, par hasard, qu'un bandit oserait s'exposer à quelque chose tant que je suis vivant ?

J'aurais bien voulu montrer un sourire ironique, mais mes lèvres me trahirent, tant les paroles de l'homme me pénétraient jusqu'au fond du cœur, telles des flèches affilées.

Le cheikh Hamida Baz, après ces quelques mots, s'attardait à bavarder : il me donnait des informations sur sa famille, dont la généalogie se rattachait, dans le plus lointain passé, à la tribu de Keis.

— Ainsi, lui dis-je, tu es Arabe ?

— Mon plus vieil ancêtre est arrivé comme guerrier avec les premiers conquérants...

— C'est extraordinaire.

— Plus tard, notre tribu s'est établie dans la moudirieh de Charkieh. C'est sur nous qu'on comptait pour les expéditions militaires et pour mater les troubles... L'histoire est pleine de nos actions d'éclat ; elle mentionne nos faits d'armes, relatant l'héroïsme des jeunes comme des vieux.

Les bêtes étaient sellées, prêtes à être montées.

— Tu déjeuneras avec nous, lui dis-je... Au revoir.

Il me rendit mon salut en portant la main à sa tête.

Le cheikh Hamida Baz déjeuna avec moi et je passai en sa compagnie un moment agréable, car il me narra des épisodes et des récits fantastiques : sa conversation avait du brio et il avait la langue bien déliée. Il me dit son affection pour sa mère, sa tendresse pour sa belle-fille, qu'il avait adoptée après le décès de sa femme. Celle-ci n'avait pas laissé de garçon vivant et il éprouvait pour cette belle-fille un véritable sentiment de père. Il prenait soin d'elle avec bonté et son amour paternel était vraiment touchant.

*
* * *

Je revins au Caire par le train du soir et trouvai, au retour, mon oncle installé comme à l'ordinaire sur sa confortable banquette ; à côté de lui traînait sa tabatière en argent. Sans préambule je lui déclarai :

— Eh ! bien, je l'ai vu, l'homme, et je me suis entretenu avec lui.

— Quel homme ?

— Notre ami, le cheikh des gardes.

— Quelle bravoure ! me répondit-il dans un sourire.

— Je songeais que nous donnons un traitement mensuel à cet individu de rien pour veiller à la sécurité géné-

rable, alors qu'il n'est pas capable de chasser une mouche de son visage. Vraiment, j'avais toutes les peines du monde à ne pas éclater de rire...

Mon oncle fronça quelque peu les sourcils :

— En ce cas, pourquoi diable n'as-tu pas supprimé son traitement ?

— Oh ! simplement par pitié pour ce pauvre bougre.

*
* * *

Je réclamai le cheikh Hamida lors de ma seconde tournée au domaine : on m'apprit qu'il était parti à Kafr el-Tabbal pour assister au mariage de sa belle-fille. Le domestique Mardjan me conta qu'il avait dépensé pour la dot et la noce une somme considérable, même pour un riche.

— Nous lui disions : « Pourquoi tout cela, cheikh « Hamida ? » Et c'est avec surprise qu'il nous répondait : « N'est-ce pas ma fille unique, la prune de mes yeux, « la joie de mon cœur ? Si je ne fais pas de folies pour « elle, pour qui en ferais-je, grand Dieu ? »

— As-tu vu sa belle-fille ?

— Bien sûr. A mon idée, elle ne vaut pas une piastre.

— Comment donc ?

— Elle ressemble à une souris galeuse, petite et maigre, avec une laideur à faire fuir le diable en personne... Elle est vouée au mal et on lit le vol dans ses yeux.

— Et qui épouse-t-elle ?

— Son beau-père a choisi pour elle un de ses plus sûrs acolytes... D'ailleurs elle ne pouvait être demandée en mariage que par un homme de cette trempe, un hors-la-loi.

*
* * *

A la suite de plusieurs visites consécutives au domaine, de solides liens d'amitié se nouèrent entre le cheikh Hamida et moi. Je l'invitais souvent à déjeuner, ou bien

je lui offrais une tasse de thé, car j'avais appris qu'il éprouvait pour cette boisson une véritable passion. Que de longues soirées avons-nous passées ensemble jusqu'à une heure tardive de la nuit, avec une bouilloire et une théière ! J'écoutais le cheikh Hamida me narrer ses aventures extraordinaires ou me débiter des chansons populaires de la campagne, si belles, ou encore me citer des proverbes du terroir, d'une verve si drue. Il lui arrivait parfois de bredouiller, sa langue s'embarrassait au milieu des vers de la poésie classique, qu'il prononçait avec un accent risible... Au cours de ses récits, il se gardait bien de s'étendre sur les faits dont il avait été le héros, il se contentait alors de vagues allusions. Mais combien de fois m'avait-il chanté dans la langue classique originale — du moins le prétendait-il — les exploits épiques de sa tribu de Keis ! Et il terminait toujours, en se frappant la poitrine de son poing :

— Nous sommes les plus nobles parmi les arabes. Nous représentons le type le plus pur de l'héroïsme...

*
* *

Les journées s'enfuyaient... et l'époque de la moisson arrivait, m'obligeant à me rendre en personne au domaine pour surveiller les travaux. Nous étions à la fin du printemps. Les paysans commençaient la récolte des blés : déjà les aires étaient pleines de tiges dorées aux lourds épis. Un après-midi, l'intendant m'apporta deux cents livres dans deux sacs de toile : je les entreposai dans une armoire de ma chambre à coucher, que je me contentai de fermer à clef. Je comptais partir le lendemain.

Après le dîner, je passai une partie de la nuit à parcourir les journaux et des revues. Je me serais bien dispensé de me plonger dans ces feuilles copieusement mensongères si le cheikh Hamida Baz s'était trouvé présent au domaine cette nuit-là. Mais à la question que je lui posai, Mardjan me répondit avec un air étrange,

car ses lèvres tremblaient convulsivement et deux plis se creusaient de part et d'autre de sa bouche :

— Il est parti à Kafr el-Tawil pour une de ses expéditions... Seigneur, pourvu qu'il ne revienne plus !

— Qu'est-ce que ce radotage ? répondis-je en faisant semblant de rire. Est-ce que l'individu n'a pas abandonné depuis longtemps cette vie misérable ?

— Je vous jure, Monsieur, qu'il ne cessera qu'à l'article de la mort.

— Mais a-t-il la force physique voulue pour continuer aujourd'hui ces brigandages ?

— Ces gaillards-là voient leurs forces décuplées par la protection du diable...

Il était près de minuit. En me retirant dans ma chambre je dis à Mardjan :

— Comment va sa belle-fille ? Est-elle heureuse en ménage ?

— On la dit tout à fait contente... Elle est revenue au village passer quelques jours avec la mère de Hamida.

— Comment ? Elle vient lui rendre visite et il la quitte pour partir en expédition, comme tu dis ?

— N'oubliez pas, Monsieur, que nous sommes au moment de l'année où l'on encaisse de l'argent...

Laissant Mardjan, j'entrai dans ma chambre. Je me dirigeai vers l'armoire pour prendre quelque chose et je fus très étonné d'en trouver la porte ouverte. J'étendis aussitôt la main sur les deux sacs de monnaie. Rien ! Je m'acharnai à fouiller le meuble de fond en comble, mais sans aucun résultat. J'appelai donc Mardjan et le mis au courant du vol. Le visage contracté, ses lèvres tremblant de plus en plus, il me demanda :

— Êtes-vous certain d'avoir placé les deux bourses dans l'armoire ?

— Malheureux, je les ai mises moi-même. Y avait-il dans la chambre une cachette plus sûre ?

— Je vous jure, Monsieur, que je n'ai pas quitté la maison.

— Mais tu dors si profondément que ta salive dégouline sans que tu t'en aperçoives... Les bandits t'ont surpris pendant ton sommeil et ont pris l'argent.

Mardjan se lacérait le visage. Il sortit en courant prévenir l'intendant. Je réfléchissais, cherchant à me mettre moi-même en contradiction, à tromper ma certitude : « N'aurais-je pas rangé les deux sacs à une autre place ? » Je retournai le dessus de lit, je fouillai sous les coussins et dans tous les coins, bref je ne négligeai rien, aucun endroit, sans effectuer de minutieuses recherches, même le buffet de cuisine, le tout sans succès.

*
* *

Un violent vacarme se fit entendre à la porte. Je sortis et aperçus l'intendant en tenue de nuit, entouré des gardes et des employés du domaine, au grand complet.

— Un vol a eu lieu, leur dis-je, c'est un fait évident... Nous devons essayer de mettre la main sur les coupables au plus vite, mais je crains qu'ils n'aient pu s'enfuir.

L'intendant ordonna de cerner le domaine et prescrivit à chacun de rester à sa place. Nous nous rendîmes ensemble dans la pièce de réception pour délibérer :

— Avant tout, me dit-il, j'ai confiance dans une ancienne coutume campagnarde. Il faut y recourir avant de rendre compte au *merkez* et déclencher ainsi une enquête officielle. En pareille occurrence, j'ai souvent obtenu un résultat.

— Quelle est-elle ?

— Nous allons inviter les habitants du domaine à se concerter et à rapporter de plein gré les deux sacs. Nous les menacerons des pires châtimens s'ils persistent à

ne pas découvrir les objets volés. La méthode consiste à récupérer la somme sans identifier le voleur : de chaque maison une personne sortira, porteuse d'un couffin plein de terre, qu'elle ira vider seule dans l'aire communale. Le voleur a donc la possibilité de mettre les deux sacs dans son couffin, de les emporter à l'abri des regards et d'en verser le contenu à cet endroit. Quand tout sera fini, que chaque homme aura déchargé son panier, nous irons inspecter le tas de terre et y accomplirons les recherches voulues.

— Soit... Commençons tout de suite.

*
* *

Nous nous dirigeâmes vers les habitations, escortés par des porteurs de torches. Le ciel était serein, et les étoiles y brillaient comme des yeux perçants et investigateurs. Une douce brise humide soufflait sur nos visages, grâce à quoi nos cœurs inquiets semblaient trouver une apaisante tranquillité... Le domaine entier s'était éveillé et un murmure confus nous entourait. Chaque famille se tenait devant sa porte, s'entretenant avec méfiance de l'incident de la nuit... Les femmes étaient accroupies avec leur marmaille, enveloppées dans leurs robes noires, la lueur vacillante des torches leur donnant l'aspect de fantômes. Les hommes s'étaient rassemblés à l'écart, par petits groupes, parlant en confidence, comme honteux.

Des bandes de poules sortaient des maisons, hébétées, lorgnant de tous côtés, comme s'interrogeant sur le motif secret de cet éveil inopiné. Lorsqu'elles se furent rendu compte que l'affaire ne les concernait pas, elles partirent en gloussant à leur besogne habituelle, gratter la terre avec leurs pattes et leur bec. Les toits se renvoyèrent les appels de coqs isolés, croyant qu'ils s'étaient laissé gagner par le sommeil et qu'ils étaient en retard pour lancer leur salut matinal. Des chiens efflanqués,

se montrèrent, la queue entre les jambes, nous guettant avec des regards peureux et stupides...

L'intendant passa dans les rangs des habitants du domaine pour leur expliquer ce qu'il attendait d'eux, ici avec des menaces, là par des paroles conciliantes. Il termina sa tournée et revint vers nous, se préparant à patienter tranquillement. Les femmes et leurs maris se retirèrent dans leurs maisons, et le chef des gardes se mit en surveillance : il s'avança vers la première porte et frappa. Quelques instants après, une femme en sortit portant un couffin sur la tête, s'en alla seule vers l'aire communale et revint avec son panier vide à la main. Le gardien-chef parcourut les ruelles vers une seconde demeure, puis une troisième, une quatrième... et ainsi de suite jusqu'à la dernière maison : de celle-ci sortit une jeune fille chétive et maigre, portant une couffe sur la tête, qui prit la même direction que ses compagnes. Mardjan se pencha de mon côté et me dit :

— Celle-là, la connaissez-vous ?

— Non.

— C'est Zahr el-Ward, la belle-fille du cheikh Hamida.

Quelques minutes plus tard, Zahr el-Ward revint avec son panier délesté de son contenu.

Avertis par le chef des gardes de la fin de l'opération, nous nous dirigeâmes vers l'aire.

Le garde se pencha sur le tas qu'il retourna de fond en comble, fouillant la terre avec minutie, il ne trouva rien... Il avait les yeux convulsés et sa grosse moustache poudreuse remuait dans tous les sens. Il répéta d'un ton rageur :

— Ah ! mais, ils vont voir... ils vont voir.

Puis il hurla, s'adressant à Mardjan :

— Toi, mon gars, apporte-moi le gourdin.

Mardjan courut au siège de la daïra pour rapporter le bâton qui servait à fustiger les délinquants. Il se dépêcha tellement qu'il trébucha après quelques pas et tomba la face contre terre...

*
* * *

De retour au centre, l'intendant commença l'enquête. Il acquit la conviction que le voleur était un jeune homme, qu'on avait aperçu rôdant sur le toit de la maison voisine de celle où le larcin avait été commis. Vraisemblablement, le garçon avait escaladé le mur et avait pénétré dans la maison par les fenêtres, ou encore par la porte du balcon, puis avait pu s'esquiver sans être remarqué. Les gardiens n'y avaient pas prêté attention, croyant avoir affaire à quelqu'un qui ramassait du bois sur le toit, ce qui a lieu souvent.

L'intendant murmura :

— Je soupçonne Ménoufi Atallah... Il a la silhouette d'un jeune homme et en possède l'agilité. Ajoutons que son passé n'est guère honorable...

Finalement, il cria :

— Qu'on m'amène Ménoufi Atallah!...

Le chef des gardes répéta le nom.

Puis j'entendis Mardjan vociférer de toutes les forces dont il était capable en pareille circonstance :

— Ménoufi Atallah, tout de suite!...

Et chacun de renouveler l'appel, l'un après l'autre, debout, sans quitter sa place; le cri se répercuta de maison en maison jusqu'à celle de l'interpellé, où il s'immobilisa.

... Peu de temps plus tard parut Ménoufi Atallah, un petit bonhomme souffreteux, de la taille d'un jeune garçon. Son visage maussade et troublé laissait toutefois apparaître une certaine assurance. Lorsqu'il arriva près de nous, ses lèvres remuaient dans un tremblement rapide :

— Je suis innocent, dit-il, Monsieur l'intendant... Je suis innocent.

Je me penchai vers l'intendant et lui murmurai tout bas :

— A le voir, il n'a pas l'air d'un criminel.

— Ne vous fiez pas aux apparences, Monsieur... Ces paysans cachent sous une mine d'aspect tranquille des instincts pleins de ruse et de dissimulation.

Puis il apostropha Ménoufi Atallah :

— Avoue la vérité et rends la somme volée, sinon je vais te caresser la plante des pieds.

L'homme sollicita humblement notre bienveillance et argua que son innocence pouvait être établie par des preuves convaincantes. Mais l'intendant s'obstinait :

— Je t'ai dit d'avouer la vérité et de rendre la somme.

Et j'entendis notre domestique Mardjan lui dire, tout en préparant minutieusement le gourdin :

— Avoue donc, animal, cela vaudra mieux pour toi.

Mais Ménoufi Atallah continuait à nous implorer et à affirmer son innocence. L'intendant perdit patience :

— Étendez-le à terre, hurla-t-il.

Les gardes se précipitèrent pour se saisir de sa personne, lorsqu'un cri sortit de la porte :

— Attendez, mes amis, attendez !

Nous nous étions tous retournés en direction du cri : le cheikh Hamida Baz s'avavançait vers nous, appuyé sur sa canne. Il nous salua et dit :

— J'ai l'impression que j'arrive à temps.

Et s'adressant à moi :

— Le cœur du croyant est son meilleur guide, mon Bey. Je vous le jure. j'ai entendu une voix intérieure pendant que je me trouvais à Kafr el-Tawil : « Va à Chandawil : il y a là-bas un accident. » Je n'ai pas hésité et suis venu au plus vite. A peine avais-je mis les pieds dans le village que j'ai été mis au courant...

L'intendant lui coupa la parole :

— Qu'as-tu l'intention de faire ?

Le cheikh Hamida Baz eut un sourire mystérieux. Je vis ses membres se raidir, ses prunelles scintiller comme braise ardente, et c'est avec un accent terrible qu'il proféra ces mots :

— L'argent vous sera rendu...

— Mais...

— Monsieur l'intendant, j'ai dit que l'argent vous serait rendu...

Était-ce là sa voix normale, cassée, entrecoupée de soupirs? J'en étais tout bouleversé, et je m'imaginai qu'une autre personne venait de parler... Un lourd silence enveloppait le village : les rumeurs s'étaient apaisées et tout vacarme avait cessé, comme si une force magique dominait l'endroit. Tous les regards convergèrent vers le cheikh Hamida, attirés comme par un aimant. Ce dernier dit à Ménoufi Atallah :

— Rentre chez toi!

L'homme obéit.

Le cheikh Hamida se tourna vers l'intendant :

— Je vais ordonner aux femmes d'aller porter leur panier au champ communal... Re commençons l'opération une seconde fois... Allons.

Nous reprîmes notre promenade à travers le village. Le cheikh Hamida passa devant chaque demeure, expliquant aux habitants la décision prise. Il n'oublia pas sa propre maison. Il cheminait avec une souplesse extraordinaire et une énergie peu commune, et sa voix retentissait comme le grondement d'un lion furieux.

Les femmes repartirent en procession comme la fois précédente, défilant devant le cheikh Hamida en observation à l'entrée du domaine. Il les scrutait avec des regards pénétrants : on aurait dit des flèches pointues qui allaient sonder le fond des cœurs. Le tour de sa belle-fille Zahr el-Ward arriva : elle sortit portant son panier, passa devant lui, pendant qu'il l'épiait comme il l'avait fait pour les précédentes. La malheureuse chancela et faillit tomber, mais elle ramassa tout son courage, se redressa et continua sa marche... Ses pieds avaient-ils buté sur quelque chose? Ou bien...

Je voyais le visage du cheikh Hamida à la lueur des torches : les muscles de sa face semblaient disjoints, la couleur changeait. Le vieillard frappait le sol de sa canne,

semblant absent, plongé dans de profondes réflexions.

Zahr el-Ward revint avec son panier vide et le cheikh Hamida nous fit signe d'aller au champ. Nous partîmes. L'intendant commença à fouiller dans le tas de terre. Soudain il cria d'une voix étouffée :

— On a rendu la somme... on a rendu l'argent...

Et il exhibait les deux sacs, qu'il me rapporta au plus vite. Le cheikh Hamida me dit alors sur un ton rude, cependant que son visage exprimait une dure sévérité :

— Le Bey me ferait un grand plaisir en vérifiant pour voir si le compte y est.

Je comptai les pièces : la somme était au complet. Je serrai les mains du cheikh avec effusion...

Le village s'emplit des hululements joyeux des femmes, en signe d'action de grâces, et je revins à la maison au milieu d'un bruyant cortège.

Seul avec Mardjan, je lui dis :

— Que penses-tu de tout cela ?

Il essuya sa salive et fronça les sourcils, ce qui, de sa part, était l'indice d'une sérieuse conviction :

— Ne vous avais-je pas dit, Monsieur, qu'il avait un pacte avec les démons ?

Le lendemain matin, je n'avais pas encore dormi tout mon saoul, lorsque j'entendis cogner à ma porte. Étonné, je me levai d'un bond, pour savoir ce qui se passait. L'intendant était devant moi, la face décomposée, les yeux hors de la tête :

— Un crime affreux a été commis au domaine, me dit-il.

— Un crime ?

— Oui. Zahr el-Ward a été trouvée égorgée, baignant dans son sang.

— La belle-fille du cheikh Hamida ?

— Elle-même.

— Qui est l'assassin ?

— On ne sait pas. Nous voulions interroger la mère

du cheikh Hamida, mais elle est incapable de répondre : elle est devenue folle.

— Et le cheikh Hamida ? Où est-il passé ?

— Il est parti à Kafr el-Tawil dès l'aube. Je viens d'apprendre à l'instant qu'un vol important a été commis dans ce village et qu'on soupçonne le cheikh Hamida.

Je considérais Mardjan. Ses lèvres charnues tremblaient et laissaient filtrer un sourd murmure, analogue au grognement du chameau : une légère écume accompagnait ce gargouillement.

J'allai m'asseoir sur ma banquette et les scènes diverses de la nuit repassèrent devant mes yeux : l'image la plus précise et la plus fréquente était celle de Zahr el-Ward, cette fille anémique, de l'apparence frêle d'un jeune éphèbe. Je la voyais passer avec son couffin, trébuchante, prête à tomber et pouvant à peine soutenir le regard inquisiteur de son beau-père. Ensuite je revoyais la mine rébarbative et embarrassée de ce dernier quelques instants plus tard, puis encore le visage de cette fille, et je me la représentai égorgée, baignant dans son sang, enveloppée dans un linceul, et, à côté d'elle, cette vieille folle...

Mahmoud TEYMOUR.

Traduit de l'arabe par Gaston Wiet.

MON SÉJOUR CHEZ LES NAZIS

(SUITE).

ALFRED ROSENBERG, LE PAPE DU NAZISME.

Comme Hitler l'Autrichien, Rosenberg, le Balte, est un homme des confins du germanisme, un homme venu de ces Marches où les races, les langues et les civilisations s'affrontent et se mêlent sans jamais s'assimiler. Bien au contraire, et il y a là une constatation qui dépasse le phénomène allemand, les hommes des confins d'une civilisation, d'une race ou d'une nation expriment toujours ces éléments sous leur forme la plus absolue, la plus intransigeante. C'est le cas en Allemagne, par exemple, pour Nietzsche, dont le nom trahit les origines polonaises. C'était le cas, en Pologne, pour presque tous les chefs pilsudskistes, à commencer par Joseph Pilsudski, hobereau polonais de Lithuanie en passant par les Slavek, Prystor, anciens présidents du conseil, tous hommes des confins orientaux du polonisme, en lutte contre la russification. C'était aussi le cas de leurs adversaires politiques, les nationaux-démocrates, disciples de Dmowski, Polonais des confins occidentaux en lutte contre la germanisation. Même phénomène en France avec Poincaré et la pléiade d'hommes d'État et de militaires de Lorraine et d'Alsace, en Roumanie avec les Transylvains, pour ne citer que quelques exemples.

Alfred Rosenberg, le Balte, est devenu le maître à penser du National-Socialisme. Il a fourni à Hitler la substance des thèmes développés dans *Mein Kampf* et il en tire quelque vanité, bien qu'il ne puisse étaler comme il le voudrait cette contribution à la Bible nazie. Le Pape nazi, comme on l'appelle en Allemagne, ne pêche en effet pas par modestie et j'ai souvent entendu répéter qu'il osait parfois dire la vérité à Hitler. Cette manie, jointe à la prétention d'avoir inspiré la Bible nazie, l'ont rendu insupportable à la cour d'Adolf Premier. Celui-ci le voit le plus rarement possible, car il n'aime guère recevoir de leçons et l'autre n'aime guère qu'en donner. D'où un conflit latent qui n'éclate pas parce que les rencontres sont devenues extrêmement rares.

Cependant, lorsque Hitler, à la veille de l'agression contre la Pologne, fit alliance avec les Soviets, jetant d'un coup au rebut tout l'arsenal idéologique de l'antibolchévisme, Alfred Rosenberg, se sentant menacé dans son monopole de droit et de fait, éleva vigoureusement la voix. Il osa maudire le Führer et, s'il avait été réellement le Pape du nazisme, il aurait prononcé sans nul doute, une excommunication majeure. Néanmoins, ses protestations furent assez véhémentes pour parvenir aux oreilles du Führer et c'est celui-ci qui prononça l'interdit contre le Pape nazi. Pendant plusieurs mois, le nom de Rosenberg disparut de l'actualité et son anniversaire, au début de janvier 1940, ne fut même pas mentionné par le *Völkischer Beobachter* dont il est pourtant l'éditeur.

Aujourd'hui, l'interdit est partiellement levé. On a fait parler de nouveau Rosenberg, à diverses occasions, sans éclat, et il a pu prendre la parole, en décembre 1940 au Palais Bourbon, à Paris, pour opposer la révolution nazie, communautaire et populaire, à la révolution française de 1789, individualiste et bourgeoise. Rosenberg eut, à Paris, un auditoire en service commandé composé de quelques centaines d'officiers et de soldats de l'armée d'occupation.

On peut concevoir l'amertume d'une telle rentrée en scène lorsqu'on connaît le personnage au teint bilieux, respirant la suffisance et la présomption. Il fait profession de mépriser le verdict et les applaudissements des masses, mais il aspire à être adulé et je n'ai jamais vu telle satisfaction inscrite sur un visage et contenue avec autant de peine que lorsqu'il était reconnu et salué par la foule, dans le sillage du Führer, au congrès nazi de Nuremberg.

J'ai eu le malheur d'encourir le courroux fulgurant du Pape nazi, ce qui me priva de rencontres ultérieures. Lors d'un déjeuner, me trouvant à sa gauche, je réussis à retenir son attention en le mettant sur l'histoire des Papes qu'il prétendait connaître à fond. J'ai tout lieu de croire qu'il ne se vantait pas, car j'eus ensuite de la peine à le ramener à un thème plus actuel. A brûle-pourpoint, je lui demandai si l'intention du Troisième Reich était d'opérer, comme en France, la séparation de l'Église et de l'État. Il me toisa dédaigneusement avant de me répondre, d'un ton péremptoire et sans réplique : « Voilà bien une conception libérale : séparer l'Église de l'État ! C'est, en effet, le dernier mot de la sagesse des démocraties libérales et tout ce qu'elles pouvaient inventer. Quant à nous, nous ne concevons même pas la possibilité d'une telle séparation qui impliquerait que nous abandonnons aux Églises un domaine quelconque en dehors de notre contrôle. Nous voulons le contrôle complet de l'Église par l'État, l'absorption de l'Église par l'État, l'État devenu Église », et ce disant, Rosenberg détachait chaque syllabe d'un ton agressif.

Survint une pause, au cours de laquelle je pus digérer cette réponse catégorique, cependant que Rosenberg s'entretenait avec un journaliste italien, son voisin de droite. Je dois avouer que cette algarade m'était restée sur le cœur. Aussi, ce fut de l'air le plus innocent, sur le ton le plus conciliant et avec beaucoup de précautions oratoires que je repris la conversation avec le Pape nazi.

Je réussis à l'intéresser assez, par des considérations historiques sur les systèmes successifs d'éducation en France, pour lui glisser le compliment suivant : « Monsieur le Reichsleiter (tel est son titre officiel), il me semble, sans forfanterie, que nous autres Français, nous avons fait, en ce qui concerne l'éducation de la jeunesse, quelques expériences concluantes qui, peut-être, vous manquent. Nous avons eu, vers 1852, une certaine loi Falloux qui mettait toute l'éducation de la jeunesse sous le strict contrôle de l'Église. J'ai même l'impression que ce contrôle était plus totalitaire que le vôtre. Voyez ce qu'il en est sorti : une génération de parpaillots, de libres penseurs, de francs-maçons et de mal pensants qui n'ont rien eu de plus pressé que de faire la séparation de l'Église et de l'État et d'introduire les lois laïques. En passant, ils ont expulsé les ordres religieux, fermé et même brûlé les couvents, dispersé les religieux, conduit les inventaires. Depuis 1905, notre jeunesse a été élevée presque entièrement selon l'idéal laïque. Nouvelle expérience, non moins concluante. Il sort de ces écoles laïques, je peux vous l'assurer, Monsieur le Reichsleiter, une génération qui est la mienne et qui, même si elle n'est pas croyante, est hantée par le désir de la foi. » Le Reichsleiter donnait des signes croissants d'impatience, aussi me hâtais-je, tant qu'il m'écoutait encore, de lui lancer ma pointe, sans fioritures ni précautions cette fois : « Vous me faites l'effet, sauf votre respect, Monsieur le Reichsleiter, de ces poules couveuses auxquelles les paysannes malignes donnent à couver simultanément des œufs de poules et des œufs de canes. Vous n'ignorez sans doute pas que les canes sont de très mauvaises couveuses, et que cette pratique est courante dans les campagnes. La pauvre poule, elle, ne sait ce qu'elle a couvé que lorsque les petits sortent de leur coquille et que les uns courent vers la mare tandis que les autres restent sur la terre ferme. Alors, la couveuse, le plus souvent épouvantée, sait où sont les poussins et où sont les canetons. » Je ne

pus en dire davantage. Déjà le Reichsleiter me tournait le dos, jetant par-dessus son épaule cette réflexion : « Nous faisons attention aux œufs que nous donnons à couvrir à nos poules. »

Depuis, je n'ai revu le Pape nazi que dans de grandes réunions où il officiait et où j'étais perdu dans la foule des mécréants. J'eus toutefois, une fois encore, le malheur de marcher sur ses plates-bandes, comme on dit. Malm'en prit, car je faillis être expulsé d'Allemagne.

Je n'évoque cet incident que parce qu'il illustre assez bien une expérience constante de la vie journalistique et une des faiblesses du régime nazi. Tout pays, tout régime, surtout les pays neufs et les régimes nouveaux ont leurs cors aux pieds particulièrement sensibles et sur lesquels il ne faut point trop appuyer. Un journaliste digne de ce nom doit les repérer immédiatement et se comporter en conséquence. Pour le Troisième Reich qui, à cette époque, était engagé dans une lutte impitoyable et sourde contre les Églises confessionnelles, tout en faisant profession publique de respecter les cultes et la liberté de conscience, cette question était le cor aux pieds le plus sensible qu'on puisse concevoir et j'eus la malchance, ne le sachant pas, de l'irriter dangereusement. Il y avait, à cette époque, en Allemagne, à l'ombre des grands pasteurs, comme Martin Niemöller, qui défendaient l'indépendance de la foi, des laïcs et des prêtres qui protestaient ouvertement contre la nouvelle discipline imposée aux Églises par l'État. Il y avait aussi des sectes protestantes et catholiques du genre des « chrétiens allemands », directement soutenues par les nazis, qui essayaient d'affaiblir la résistance des grandes Églises confessionnelles en jetant la confusion parmi les fidèles. Il y avait encore les zélateurs nazis, les illuminés qui voulaient nettoyer le christianisme germanique de tous les apports soi-disant corrompus et factices du judaïsme et de la latinité. Un de ces zélateurs, dont je ne retrouve pas le nom parce que mes notes sont restées aux mains des

Allemands, quelque part en Europe, assiégeait vers le mois de juin 1938, les personnalités et les collectivités nazies de mémoires, de tracts, de dissertations sur la germanisation nécessaire des cultes et des rites chrétiens. C'était, il m'en souvient, un ingénieur de Lubeck et j'eus d'abord connaissance de sa littérature et de ses prédications par des fonctionnaires nazis qui avaient reçu quelques-uns de ses tracts.

Selon cette nouvelle doctrine, il était notamment interdit de se mettre à genoux, la genuflexion contrevenant à l'orgueil germanique et témoignant d'une propension funeste à l'humilité, témoignage de restes judaïques dans le christianisme. Mes informateurs m'assuraient que Hitler, Himmler, Frick, Göring et d'autres avaient reçu ces tracts. Cependant, l'exalté continuait à prêcher son christianisme régénéré et il prit même la parole, publiquement, à Lubeck, dans une église protestante, un dimanche, devant la foule assemblée. Un de ses émissaires vint me trouver dans mon bureau et me remit tout un paquet de circulaires, de tracts et de dissertations. J'aurais pu croire qu'il s'agissait d'un agent provocateur de la Gestapo si je n'avais été informé par de nombreux fonctionnaires nazis de la prédication antérieure du rénovateur chrétien allemand. Je ne doutais pas un seul instant que le mouvement était toléré, sinon même favorisé, par les autorités nazies. Sur la base des renseignements ainsi rassemblés, je consacrai à la nouvelle doctrine une assez longue dépêche, en analysant les divers points du programme de l'illuminé de Lubeck. Cette information fit le tour de la presse mondiale, mais je n'eus pas le loisir de m'en louer longtemps car, un jour plus tard, j'étais convoqué au Ministère des Affaires Étrangères. En même temps paraissait un démenti allemand affirmant que les opuscules analysés par le correspondant de l'Agence Havas étaient l'œuvre d'un fou.

Le Ministre Aschmann, alors chef des Services de presse de la Wilhelmstrasse, siégeait dans le bureau où je fus

introduit. Il était entouré de quelques fonctionnaires de son service et assisté par le chef de la Presse étrangère au Ministère de la Propagande. En tout une demi-douzaine de messieurs que je connaissais par des contacts quotidiens mais qui, ce jour-là, arboraient un air grave et distant et constituaient une sorte de conseil de guerre. « Monsieur, commença le ministre, vous êtes depuis six mois à Berlin et nous vous connaissons comme un journaliste trop averti pour supposer que vous avez pu donner une telle information sans vous rendre compte de l'effet qu'elle pourrait produire. Vous avez essayé de discréditer la lutte que nous menons en Allemagne pour la régénération des Églises. De plus, vous avez été victime, sans doute par inconscience, d'un détraqué. Vous avez manqué aux devoirs de l'hospitalité et je me vois dans l'obligation de vous adresser un avertissement sévère qui équivaldrait à une expulsion immédiate en cas de récidive. Vous ne pouvez ignorer que l'individu dont vous avez reproduit les divagations est un fou notoire qui, depuis deux mois, inonde les bureaux du parti et même les personnalités du régime de ses élucubrations. La police a mis fin aujourd'hui même, à ses extravagances. Il a été arrêté et sera soumis à un examen médico-légal. »

Lorsque cette harangue fut terminée, je remerciai le ministre des précisions qu'il avait bien voulu me fournir et lui demandai s'il m'était permis de faire deux simples observations sur le fond. Il acquiesça d'un signe de tête. Je demandai alors : primo, pourquoi cet homme qui prêchait au vu et au su de tout le monde des idées jugées subversives, — puisqu'on me faisait grief de les avoir reproduites, — avait pu formuler, pendant deux mois, et exposer librement son point de vue. « L'auriez-vous laissé faire ainsi, inonder les bureaux de tracts, prêcher publiquement, s'il avait soutenu, par exemple, des thèses communistes ? Secundo : En comparant très attentivement ce que vous voulez bien appeler aujourd'hui les élucubrations d'un fou avec les thèses exposées ces derniers

temps dans vos journaux sur les mêmes thèmes et aussi par les sectes de chrétiens-allemands qui jouissent de la faveur spéciale du parti, on arrive à la conclusion que ce fou, si fou il y a, est en tout cas bien dans la ligne du parti. Je n'ai pas eu le temps de pousser la comparaison avec les écrits du Reichsleiter Rosenberg, mais je suis certain par ce que je connais de ses œuvres, qu'on aurait trouvé aussi de nombreux points de contact entre sa doctrine et celle de l'exalté de Lubeck.»

Il se produisit dans l'assistance un certain brouhaha. Le ministre reprit la parole pour me rappeler que j'étais frappé d'un avertissement formel. Je quittai la salle du conseil et je n'entendis plus jamais parler de cette affaire ; mais l'alerte avait été chaude et, pendant plusieurs semaines, les bureaux des ministères de la Propagande et des Affaires Étrangères me boudèrent.

En même temps qu'il persécute les confessions et les Églises qui ne se soumettent pas au dogme nazi, le Troisième Reich tient à se faire délivrer par l'opinion étrangère un brevet formel de tolérance. Des dizaines de journalistes étrangers ont été témoins, avec moi, de l'arrestation arbitraire, par la Gestapo, du pasteur protestataire Niemöller, au sortir d'un procès devant le tribunal de Berlin-Moabit qui venait de l'acquitter. Outre ce groupe de journalistes, trois ou quatre cents fidèles de sa paroisse de Dahlem attendaient leur pasteur vénéré, en dépit du filtrage sévère de la police. Et il y avait quelque courage de leur part, à attendre ainsi un homme poursuivi par la haine du régime. Cela n'empêche pas la Gestapo d'emmener arbitrairement le pasteur et de publier un communiqué déclarant qu'on avait dû le soustraire aux menaces justifiées de la population.

J'ai vainement essayé, quant à moi, de faire comprendre aux nazis combien cette ironie hypocrite nuisait au bon renom de l'Allemagne. Certains osaient encore prétendre, en dépit de notre témoignage formel, d'observateurs neutres, que cette foule de fidèles que nous avons vue,

nous, attendant son pasteur avec la ferveur des âmes simples, voulait lui faire un mauvais parti.

Les plus violentes discussions que j'ai soutenues en Allemagne ont toujours roulé sur des faits de ce genre. On restait confondu devant un tel excès de mauvaise foi et, aujourd'hui encore, lorsque je me remémore l'Allemagne nazie, sa façade de casernes et d'usines, la grisaille de ses cités surpeuplées, je suis surtout repris par le dégoût de cette hypocrisie officielle.

UN «VIEUX DE LA VIEILLE», JULIUS STREICHER.

Vers la mi-septembre 1940 me parvint d'Allemagne la nouvelle, apportée par un ami sûr, que Julius Streicher, l'obsédé antisémite, avait été exécuté. On ne put apprendre de façon certaine, même dans les milieux dirigeants allemands s'il avait été « suicidé » ou s'il s'était suicidé. La nouvelle, répandue à l'étranger, fut aussitôt démentie par les postes allemands de radio qui daignèrent cependant concéder que Julius Streicher, Gauleiter de Franconie, avait été relevé de son poste et se trouvait en villégiature dans sa villa. Mais je sais que Streicher n'est plus et que le monde a perdu avec lui un spécimen digne des jardins zoologiques. Depuis longtemps, il agaçait le Führer tout-puissant auquel il ne craignait pas de rappeler que si lui, Hitler, avait la carte numéro 7 du parti, lui, Streicher, possédait le numéro 2. Gœring, obsédé par la réalisation du plan de mobilisation économique, avait pris en grippe ce « pantin » qui entravait parfois les oukases les plus impérieux. Lorsque Gœring, au début de la guerre, se mit à constituer les offices de l'économie de guerre (Reichswirtschaftsämter), il nomma à leur tête, dans tous les districts nazis, le Gauleiter afférent. Il ne faillit à cette règle qu'en Franconie, fief de Streicher, qui

se vit ainsi brimé et porta aussitôt ses plaintes véhémentes au Führer. Il fallait contenter ce gêneur ou l'écartier brutalement. Ce fut la deuxième solution qui l'emporta. Göring, avec l'aide de Himmler, qui redoutait la concurrence de l'organisation antisémite de Streicher, fit opérer par la Gestapo une descente dans les locaux du « Sturmer », à Nuremberg. On y trouva un matériel intéressant, peut-être placé là à dessein. Dénonciations, prévarications, extorquations de fonds, toutes pratiques courantes dans le Troisième Reich et tolérées depuis sa fondation fournirent la base d'une accusation sans précédent contre Streicher. Le tribunal suprême du parti se réunit sous la présidence de Rudolf Hess. Ce matériel lui fut soumis. Le tribunal conclut à l'éloignement de Streicher devenu une tache intolérable pour le parti. On lui mit dans la main un revolver. Je ne sais pas s'il pressa lui-même la gâchette ou bien si un des sbires de la Gestapo lui rendit ce service amical. Streicher n'est plus et, comme la presse nazie a négligé de lui consacrer les nécrologies attendues, nous allons essayer de remplir cette regrettable lacune.

Julius Streicher, je vous revois, avec votre crâne chauve, redressant fièrement votre petite taille, en dépit d'un embonpoint commençant, jetant de tous côtés des regards qui voulaient révéler un chef. Je n'oublierai jamais la conversation de trois heures que vous avez bien voulu m'accorder un soir. Comme vous étiez furieux d'avoir pu être accusé, lors de la dernière guerre, d'avoir violé une institutrice française dans le Nord de la France ! Je dus regarder les photographies jaunies que vous me montriez à toute force. « Une *mochetée* pareille, pensez donc, me disiez-vous ; et on ose m'accuser d'une telle action. J'ai aujourd'hui cinquante ans bien sonnés, ajoutiez-vous en redressant le buste, et vous pouvez me regarder, me comparer avec beaucoup de chefs nazis qui n'ont guère plus de trente ans. En fait de puissance sexuelle, je supporte encore la comparaison. je vous prie de le croire ! » Pendant

plus d'une heure, je dus subir vos récriminations et vos preuves sur ce thème. J'ai gardé de cette heure le souvenir d'un obsédé sexuel qui ne pouvait détourner sa pensée d'un thème trop habituel. A plusieurs reprises, j'essayais, sans succès, de vous amener à parler de votre sujet favori : la lutte contre la coalition judéo-maçonnique, mais j'avais sous-estimé vos préoccupations sexuelles. Aujourd'hui, en y réfléchissant, je me demande si vos poursuites sadiques contre les Juifs, si votre croyance forcenée en la coalition mondiale judéo-maçonnique, ne procédaient pas de la même source trouble que vos obsessions sexuelles.

Enfin, je réussis à vous amener où je voulais vous avoir : au problème juif. Vous comprenez, Monsieur Streicher, que je ne voulais pas manquer cette occasion et vous excuserai mon insistance. Je vous dis que le fait pour un peuple de 80 millions de Germains de s'inquiéter outre mesure de la présence et de la menace de quelque 800.000 juifs nous étonnait, nous autres étrangers. Nous n'étions pas loin de considérer ce souci du problème juif comme une marque de faiblesse de la race germanique. Comment pouvez-vous vous sentir menacés de pollution, que dis-je ! de contamination, par un élément racial constituant à peine le centième de la population totale de votre Empire nouveau ? On comprend à la rigueur que 30 millions de Polonais se soient émus de l'existence, sur leur territoire, de trois millions et demi de juifs, mais quel aveu de faiblesse de votre part que donner à penser que 800.000 juifs pouvaient mettre en danger la pureté raciale et l'existence nationale de 80 millions d'Allemands. Vous m'écoutez avec une impatience croissante et c'est avec des gestes tranchants de la main que vous me répondîtes ce qui suit, que je rapporte le plus fidèlement possible, afin d'honorer votre mémoire : « Qui vous a donné ce chiffre de 800.000 Juifs en Allemagne ? Les statistiques ? Vous savez bien que c'est la dernière forme du mensonge. Croyez-moi, car je suis mieux informé, il y a en Allemagne plus de trois millions de Juifs et beaucoup portent l'uni-

forme brun.» Je ne pus réprimer ici un mouvement de surprise et un geste traduisant l'incrédulité, à tout le moins le doute. Vous ne daignâtes point vous en apercevoir et je vous entendis continuer en ces termes : « Oui, cher Monsieur, beaucoup se cachent sous l'uniforme nazi. Si je vous le dis, c'est que je le sais et, si je le sais, c'est que les Juifs, voyez-vous, moi, je les sens.» Ce disant, vous renifliez fortement l'air et je craignis un instant que votre odorat ne vous ait décelé la présence d'un Juif dans les environs. J'exprimais alors l'étonnement, que j'avais auparavant manifesté par des gestes, mais je fus interrompu avant d'avoir pu le traduire complètement : « Oh, si on s'en tenait aux actes de l'état civil, j'aurais naturellement tort, mais la race se perpétue jusqu'aux générations reculées et, pour la retrouver, il n'y a que le flair et, pour le flair, il n'y a que moi ! Je vois à votre mine que vous n'êtes pas convaincu. Je vais donc vous raconter une petite anecdote qui vous fera comprendre, mieux que de longues paroles, toute ma pensée.

« Un jour, je devais faire un discours à Ludwighshafen. J'arrive à la gare. Le Gauleiter, un vieux copain du parti, était averti et je pensais le trouver à la gare sur le quai. Au lieu de celui que j'attendais, que vois-je s'avancer vers moi, un sourire fendant sa figure plate ? Une véritable trogne de Juif, en uniforme du parti ! A peine m'a-t-il repéré qu'il me salue, puis me débite son petit couplet. Le Gauleiter n'ayant pu venir me saluer à la gare, selon son désir, étant retenu par des affaires urgentes, il a été chargé de le faire en son lieu et place. J'écourte la cérémonie et le laisse là, me promettant bien de dire son fait à son chef, mon ami. Lorsque je le rencontrai, un peu plus tard, il réitéra ses excuses de n'avoir pu venir me saluer à mon arrivée. Entre nous, lui dis-je, point n'est besoin de s'excuser. Le travail pour le parti passe avant tout et je ne vous en veux pas, mais pourquoi diable m'avez-vous envoyé cette trogne de Juif pour me saluer à votre place ? — Vous voulez dire mon aide de camp ? —

Précisément. — Comment pouvez-vous supposer une telle chose ? — Il n'y a pas de supposition : c'est une certitude. — Mais, mon cher, cet homme que vous qualifiez de Juif est l'un de mes meilleurs collaborateurs et il sort d'une honorable famille d'artisans allemands. Nous connaissons son « pedigree » ; c'est impossible, toute sa famille est protestante.

— Protestant ou catholique, lui dis-je pour en finir, je m'en moque ; moi, je vous dis que ce type-là est un Juif. Moi je les sens. Le Gauleiter ami essaya encore de me convaincre et je fis semblant de céder à ses arguments, pour avoir la paix. Pourtant, je tenais à en avoir le cœur net. Vous savez que j'ai un peu partout en Allemagne ma police privée qui n'est pas trop mal faite. Je racontai l'incident à mes limiers, habitués à des enquêtes de ce genre et ils se mirent aussitôt à l'œuvre. Quelques jours plus tard, le résultat de l'enquête confirmait toutes mes affirmations. Oui, ce type était bien inscrit dans les registres de l'état-civil comme le fils Untel, honorable artisan protestant, fils, lui-même, de non moins honorables protestants. Du côté de la mère, tout était aussi parfaitement en ordre, au moins sur le papier. Mais, écoutez l'histoire réelle. La mère avait été servante chez un Juif en ville. Le Juif avait abusé d'elle et lorsque la chose menaça de s'ébruiter, il fit à la femme une dot qui lui permit d'épouser un brave artisan allemand qui avait besoin d'argent pour s'établir. Celui-ci reconnut le fils du Juif devant les autorités, comme le sien propre. Sur le papier tout était en règle. Mais à moi, voyez-vous, on ne la fait pas, car les Juifs, moi, je les sens... et de loin !» Je pris, pour éviter tout retour polémique, un air convaincu. Je vous demandai, ensuite, si vous voulez bien vous le rappeler : « Monsieur le Gauleiter, comment pouvez-vous tolérer la présence de Juifs dans le parti ? » En haussant les épaules et balayant l'air d'un geste large, et écartant mon incompréhension naïve des nécessités politiques, vous me répondîtes : « Si on se mettait à sus-

pecter les actes de l'état-civil et à rechercher au delà, ça irait trop loin. Cela créerait trop de trouble dans le parti.» Je sentis que ce sacrifice vous coûtait cher, que vous auriez eu plaisir à prouver que ce bon docteur Joseph Gœbbels, que vous n'aviez jamais pu « sentir », avait des ascendances juives. Le parti, je l'espère, rendra un jour hommage à cette abnégation que vous avez faite de votre flair. Quant à moi, il me reste à rendre hommage à votre indépendance.

Dans votre parti, peut-être à cause des Juifs qui s'y étaient faufileés trop nombreux, c'était une qualité rare. Tous, de Gœbbels aux généraux, en passant par les anciens chefs du parti, se complaisaient dans le byzantinisme le plus écœurant envers le Führer. Vous seul, avec Rosenberg peut-être, Julius Streicher, vous faisiez exception. Le Führer n'était pour vous, titulaire de la carte numéro 2, que le titulaire de la carte numéro 7. Vous ne lui avez jamais caché votre opinion, surtout lorsqu'il ne vous la demandait pas, et peut-être pas assez car, sinon, j'aurais aujourd'hui le privilège de pouvoir reprendre cette conversation et de juger encore de votre flair.

Je me rappelle que votre *Sturmer* fut saisi à Berlin, par ordre du Führer, parce que vous aviez publié une circulaire confidentielle du Ministre des Finances, enjoignant aux officiers provinciaux de délivrer des devises pour quelques étudiants juifs admis à suivre les cours d'une école rabbinique spéciale en Suisse. Je suis persuadé que le Ministre des Finances n'avait donné cette autorisation que parce qu'elle lui rapportait le décuple, en devises, de ce qu'il octroyait aux bénéficiaires de cette prétendue libéralité. Mais, vous, Streicher, vous n'étiez pas accessible à cet argument et je me rappelle que je me fis rabrouer pour l'avoir mis en avant et que vous jugiez ce ministre comme un traître à la cause nazie. Votre emportement se tourna contre le Führer qui couvrit le ministre en faisant saisir d'autorité votre journal. Je vous rencontrai à Berlin, quelques jours après cette saisie.

Vous étiez venu vous en expliquer avec le Führer en personne et j'ignore s'il vous avait reçu, car il n'aime guère fournir d'explications, ni même en recevoir. Vous me dites, en tout cas, qu'il avait dû entendre les vôtres et fort véhémentes, si j'en juge d'après votre récit. Il y avait là, lorsque vous fîtes ce récit plusieurs hauts fonctionnaires qui brûlaient certainement de vous compromettre en rapportant, toutes chaudes encore, vos paroles. Mais vous ne vous en souciez guère et je vous entends encore criant à tue-tête : « Formellement, le Führer a peut-être raison. La circulaire que j'ai publiée était confidentielle ; je le savais bien, parbleu ! Et je savais aussi que je n'avais pas le droit de la reproduire dans mon journal. Vue de cet angle, la sanction était méritée mais (et vous fîtes ici une pause prolongée en allongeant le « mais » jusqu'à en faire une sorte de bêlement), du point de vue de la doctrine, de la pureté du parti et des convictions, c'est le Führer qui a tort, c'est moi qui vous le dis et je le lui ai dit. »

Sans doute, Julius Streicher, avez-vous eu trop souvent raison en face du Führer et c'est pour cela que vous avez dû boire la ciguë.

Streicher n'aimait guère les journalistes ; il avait pour cela ses raisons et me les a exposées. Il avait reçu, une fois, chez lui, à Nuremberg, pour une quinzaine de jours, un journaliste suédois qui passait pour un grand ami du nazisme et qui était recommandé par les plus hautes autorités du parti. Comme l'étranger préparait un livre sur le Troisième Reich et que Streicher espérait y figurer en bonne place et sous un jour avantageux, il avait traité l'auteur *in spe* de son mieux, mettant les petits plats dans les grands et lui faisant faire bonne chère. Il me narra ensuite sa fureur d'avoir lu le premier reportage de cet ingrat : « Songez qu'il m'a dépeint menant une vie de Sardanapale, banquetant du matin au soir, vidant bouteille sur bouteille, moi qui le traitais en hôte de marque et, pour lui rendre la vie agréable et lui donner la meil-

leure idée de notre pays et de notre hospitalité, avais renoncé à mes menus frugaux, à ma sobriété proverbiale dans le parti. Je ne veux plus jamais recevoir de journalistes dans ma maison. Cet individu m'a fait une réputation d'ivrogne, moi qui ne bois que de l'eau, qui me nourris de laitages et de légumes. Bien sûr, j'ai dans ma cave de bonnes bouteilles pour les amis. Bien sûr, lorsque je reçois, je ne condamne pas mes invités à mon ordinaire spartiate.»

Je crains pourtant que Streicher n'ait eu d'autres déboires avec les journalistes. Quant à moi, qui n'ai pas eu l'honneur d'être traité royalement chez lui, je me sens à l'aise pour rapporter ses propos. Lorsque je quittai Berlin à la déclaration de la guerre, Streicher n'était plus que l'ombre de sa grandeur passée. Le *Sturmer*, son journal, qui avait fait sa gloire et sa fortune, avait perdu toute sa clientèle. D'une part, les Juifs, décimés ou apathiques ne le lisaient plus guère, d'autre part, il subissait la concurrence des revues illustrées nazies qui contentaient le goût de libertinage des nazis. Pendant longtemps, le *Sturmer*, dans les débuts de la vertu du Troisième Reich, avait eu le monopole absolu des obscénités racontées sous prétexte de compromettre les Juifs. Mais, depuis que le Führer s'était laissé dire que les récits grivois agrémentés de photos et les spectacles légers avaient une influence heureuse sur la courbe des naissances, le Troisième Reich, abandonnant sa pruderie initiale, versait dans le dévergondage le plus officiel. Les expositions nazies auraient fait rougir des dragons. Le Führer se rendait presque tous les soirs à « L'Admiralpalast » où il lorgnait attentivement les danseuses nues qui étaient ensuite invitées dans sa loge. Il en fit venir plusieurs à Berchtesgaden dont une, une Américaine, qui avait d'abord harcelé les journalistes étrangers de ses plaintes contre l'administration nazie qui lui refusait le paiement en devises de son salaire. Lorsque le Führer l'eut distinguée, elle retira toutes ses plaintes.

Le monopole du *Sturmer* ainsi brisé, il ne lui restait plus, comme lecteurs fidèles que les Juifs. Il fallait les voir, assis par brochettes sur les bancs le long de la Sprée, lisant le journal qui les accusait, eux et leurs congénères, de toutes les insanités, de tous les crimes. Il fallait voir comme ils se moquaient doucement de Julius Streicher et de sa prose, supputant ce que tel article avait pu rapporter à son auteur, riant sous cape avec des clins d'œil entendus. Streicher perdit ses derniers clients avec les pogromes du 10 novembre 1938. Dès ce moment, les Juifs furent trop misérables pour se soucier de ce que pensait d'eux le *Sturmer*.

Je revis Streicher quelques mois plus tard. On voyait bien que sa boutique ne rendait plus. Son œil avait perdu son éclat. Il était encore cascadeur et provoquant mais une certaine tristesse flottait autour de sa personne.

Aujourd'hui il n'est plus, mais, comme il n'est pas encore officiellement « suicidé », le *Sturmer* paraît toujours avec son nom, sous son nom.

GOEBBELS,

LE BOUC ÉMISSAIRE DU TROISIÈME REICH.

Le personnage de Gœbbels tient de Sganarelle et de Savonarole, du valet bouffon et du zéléteur ; il frise le ridicule et le sublime ; il est méprisé et haï. Je n'ai rencontré, en Allemagne, personne qui l'aimât. Il est considéré comme le génie du mal incarné et il paraît nécessaire à la cosmogonie nazie comme le diable Lucifer est indispensable aux simples pour rendre compte des turpitudes et des imperfections de la création.

Gœbbels est le bouc émissaire du Troisième Reich, le tout-à-l'égout du régime, l'explication de tout ce qui arrive de mauvais, plus encore que la Gestapo. Si, le 10 novembre 1938, on a battu les Juifs et, par hasard

et par malheur, hors programme en quelque sorte, des centaines de Juifs ont été tués et pillés, la faute en est à Gœbbels et toute l'Allemagne nazie s'en lave les mains. Qu'importe qu'on ait la preuve que l'ordre de déclencher ce pogrome est venu directement de Berchtesgaden et que la Leibstandarte (compagnie S. S. affectée à la garde personnelle du Führer) a participé à l'opération ! Pour tout le monde, Gœbbels est responsable ! Lorsqu'il apparaît que la réaction à l'étranger risque de compromettre le « bon renom de l'Allemagne », c'est sur Gœbbels qu'on rejette toute la responsabilité des « excès ». « Encore ce boiteux », s'écrie Gœring devant ses collaborateurs. Publiquement, le maréchal déplore que l'opération du 10 novembre, qu'il ne réprovoie pas, ait abouti à la destruction sans profit de biens allemands, par quoi il entend les milliers de vitres, de meubles, de marchandises détruits par les S. S. aidés par les jeunesses hitlériennes. Maintenant, le pli est pris en Allemagne nazie. Lorsque Hitler ou quelque grand du régime font un impair, c'est Gœbbels « le mauvais génie », qui en supportera l'impopularité. « C'est moi qui pète et c'est lui qui pue » !

Si Gœbbels n'existait pas, le régime devrait l'inventer. Il réalise l'unanimité dans la haine qu'il inspire. J'ai cherché en vain à savoir pourquoi il est tant haï. J'ai obtenu bien des explications mais aucune ne m'a satisfait. Il s'en dégage néanmoins quelques éléments. Gœbbels est devenu, à son corps défendant, un principe symbolique, comme une de ces forces mauvaises dont parle Goethe dans le *Faust*, « qui veulent toujours le mal et dont l'effort tourne au bien », pour la plus grande gloire du démiurge Hitler, vainqueur des forces mauvaises. Gœbbels est haï parce que dans ce parti nazi, hostile à tout ce qui touche à l'esprit et peut-être suspecté d'intellectualisme, il est le seul chef ayant une formation intellectuelle sérieuse. Pourquoi donc s'est-il fourvoyé dans ce parti ? Par ambition sans doute, mais surtout parce que lui-même ne se sentait pas à égalité avec les authentiques intellectuels

qu'il avait connus dans sa jeunesse. Gœbbels est mû par un double complexe : celui de son infirmité physique, celui de son infériorité intellectuelle en face de grands artistes qu'il lui a été donné de fréquenter. Il a voulu faire carrière dans les lettres et la philosophie, mais il s'est senti rejeté par le groupe de Bonn auquel il avait tenté de s'agréger.

Au moment où Gœbbels vint à Bonn, comme étudiant, le grand poète rhénan Stefan George y tenait sa cour. Stefan George, disciple attardé de Mallarmé, traducteur allemand des poésies de Verlaine, Baudelaire, Rimbaud, Mallarmé, ciseleur de la langue allemande, abscons et hermétique comme son maître, régnait à Bonn sur un groupe très exclusif de poètes, d'écrivains, d'artistes et de critiques.

Gœbbels fut amené dans ce cercle par son maître Gundelfinger, *alias* Gundolf, qui révolutionnait alors la critique littéraire allemande par ses fortes études sur Gœthe et Shakespeare. J'ai fait scandale, au Ministère de la Propagande, à Berlin, en rappelant les débuts du Ministre Gœbbels accomplis sous l'égide du professeur juif Gundelfinger.

Selon ce qu'on sait de cette époque de la vie de Gœbbels, ses contacts avec le groupe Stefan George furent précaires et Gœbbels, n'ayant pas réussi à s'imposer, quitta Bonn ulcéré, pestant contre les intellectuels, les « artistes de l'asphalte », les littérateurs sans conscience patriotique. Ce départ fait pendant aux déboires de l'artiste-peintre Hitler à Vienne. Gœbbels a retiré de ce séjour à Bonn assez de vernis et de virtuosité verbale pour être décrié, dans les milieux nazis, comme un intellectuel ; les intellectuels, de leur côté, l'ont trouvé trop ambitieux et trop raisonneur pour l'admettre sur le pied d'égalité dans leur cercle restreint.

La tragédie de Gœbbels a commencé. En un style qui sent parfois la bonne école, il va partir en guerre contre ceux qui ne l'ont pas reconnu, dans l'espoir de se faire

reconnaître par les nazis qui suspectent toujours ses tendances intellectualistes.

Évoquant Savonarole, le moine zélé, par sa tournure physique, sa figure, sa virulence oratoire, Gœbbels exorcise désormais, devant les masses nazies, l'esprit juif d'abord, puis l'esprit tout court, coupable des maux de l'Allemagne. Malgré sa violence, malgré ses talents oratoires, sa diction parfaite, soigneusement étudiée et copiée sur les grands orateurs catholiques de l'Ouest, Gœbbels ne parvient pas à établir une véritable communion avec l'auditoire de brutes nazies qui n'ont pas besoin, quant à elles, qu'on exorcise l'intellectualisme.

Racialement, Gœbbels est un pur Rhénan. Il vient de ce pays que Stefan George, son maître en poésie, exaltait et célébrait comme l'unique dépositaire de la tradition latine en Allemagne. Stefan George se réclame, en Allemagne, de la latinité jusqu'à écrire (cf. le poème intitulé *Porta Nigra*) qu'il préfère aux plus grands héros germaniques, même à Herrmann-le-Chérusque, les petits garçons de Trèves qui se donnaient aux soldats de César sous la Porta Nigra Stefan. George affirme que la civilisation finit là où s'arrête la culture de la vigne et du froment, rejetant ainsi les trois quarts de l'Allemagne dans la barbarie. Voici le maître, vénéré un temps, de l'iconoclaste germanique Gœbbels.

Malgré de très beaux yeux noirs dont il a tendance à exagérer l'éclat et le despotisme, malgré un profil très fin et parfois illuminé d'esprit, Gœbbels ressent très violemment la disgrâce de la nature qui l'affligea d'un pied bot. Lorsqu'il fait la connaissance d'un étranger, Gœbbels le fixe de ses yeux noirs s'appliquant à détourner les regards du nouveau venu de ses infirmités. N'ayant pas réussi dans la littérature, il a tenté sa chance dans la politique, sous le signe de l'anti-intellectualisme et du racisme. Il n'a pas eu de peine à paraître intellectuel dans les réunions des reîtres rustiques qui constituaient la première clientèle nazie.

Je l'ai connu lors de ses débuts à Berlin. Il enflammait ses auditoires du Sportpalast qui goûtaient le contraste de ce masque intellectuel, de ce corps débile, de ce visage presque sémitique avec les violentes éruptions contre les Juifs et les intellectuels de l'asphalte. Souvent on le nommait « Gœbbeles », d'une terminaison juive, pour souligner son allure de prophète d'Israël.

Les foules berlinoises, puis les foules allemandes ont acclamé l'orateur Gœbbels. Il a été fêté comme peu de chefs nazis sans que, de ces triomphes, ait jamais germé le moindre grain d'amour.

Méprisé et haï, dans le parti et dans le peuple, Gœbbels, devenu puissant, s'est tourné avec une passion exacerbée vers les femmes, leur commandant de combler ce vide. Sa violence amoureuse, dont j'ai eu quelques échos, ne s'explique guère que par l'action des deux complexes que j'ai notés plus haut. J'ai entendu des actrices allemandes de cinéma raconter comment Gœbbels leur faisait la cour. L'une d'elles, toute jeune encore, avait eu coup sur coup trois grands succès dans des films de l'*UFA*. Devenue une vedette à la mode, elle s'indignait de ne toucher que 1000 marks par mois, comme par le passé, et demandait que ses appointements soient portés à 4.000 marks. Ses plaintes parvinrent à Gœbbels, Ministre de la Propagande, grand maître du cinéma allemand, qui la manda aussitôt à son bureau ministériel. Il se montra infiniment compréhensif et alloua d'emblée à l'artiste 5.000 marks par mois. Puis il s'entretint longuement avec elle des questions touchant le cinéma, en chef responsable qui prend conseil des techniciens. Tout cela sans qu'une parole déplacée vienne troubler cette harmonie. En prenant congé de l'artiste qui se confondait en remerciements, Gœbbels lui exprima tout le profit et le plaisir qu'il avait eus à l'entendre et aussi le vœu de reprendre cette fructueuse conversation sur le cinéma allemand. Quelques jours plus tard, la jeune actrice est appelée au téléphone, du Ministère de la Propagande. Le Ministre lui fait dire qu'il

l'attendra le lendemain, à 15 heures, et que son automobile viendra la prendre à domicile pour la conduire au rendez-vous. A l'heure dite, l'auto est là, mais ce n'est pas celle du Ministère ; c'est l'auto personnelle de Gœbbels et le chauffeur, au lieu de s'engager vers le centre de la ville où se trouve le ministère, prend la route de Postdam et dépose la visiteuse devant la villa du Ministre à Schanenwerder (l'Île des Cygnes). A peine est-elle introduite auprès de Gœbbels que celui-ci essaie de la prendre dans ses bras et de l'embrasser. Elle se récrie, rappelant qu'elle est venue pour reprendre et poursuivre une intéressante conversation sur le cinéma allemand, mais Gœbbels l'interrompt brutalement : « Ne faites pas la bégueule, ma petite ! Il y a des milliers de femmes qui vous envieraient. » Je n'ai pas cherché à savoir la fin de la scène... l'actrice affirma qu'elle réussit à se dégager et qu'elle parcourut un long chemin à pied avant de trouver un taxi pour rentrer à Berlin.

Les démêlés domestiques du couple Gœbbels défrayaient constamment la chronique en Allemagne et le Führer, du haut de son Olympe bavarois, dut intervenir à plusieurs reprises pour éviter un scandale public. Madame Gœbbels se réfugia même en Suisse, vers la fin de l'année 1938. Cette fugue ayant fait beaucoup de bruit, les photographes officiels furent appelés à Berchtesgaden et montrèrent à toute l'Allemagne le couple Gœbbels, réconcilié, encadrant le Führer qui venait d'intervenir une fois de plus. J'ai raconté par ailleurs combien Gœbbels a su tirer parti de sa nombreuse progéniture pour se maintenir dans les bonnes grâces du Führer qui aime à faire venir, à la Chancellerie, les enfants de ses proches collaborateurs. Cependant, tous les six mois environ, le bruit court en Allemagne que la disgrâce de Gœbbels est un fait accompli, J'ai tenté de faire comprendre pourquoi le « diable boiteux », « l'avorton » exécré est nécessaire au régime et doit survivre à toutes les crises. Hitler le sauva personnellement de la purge terrible du 30 juin 1934, alors que

Gœring et ses hommes recherchaient l'avorton pour lui faire un mauvais parti.

Outre cette nécessité d'ordre presque métaphysique qui fait de lui un élément indispensable du Troisième Reich, Gœbbels a su se rendre très utile dans la propagande intérieure et extérieure. Il est ingénieux et mal-faisant, ce qui lui permet de noter diaboliquement le point faible de l'adversaire. Il a perfectionné la technique et l'esprit de la Propagande. Partant de l'expérience soviétique, elle-même inspirée des méthodes de la réclame commerciale aux États-Unis, Gœbbels, interprétant les principes de Hitler dans *Mein Kampf*, a construit une machine de propagande propre à étonner le monde et à séduire les Allemands.

Comme le peuple allemand, Gœbbels est obsédé par le problème de l'amour. Pourquoi l'Allemagne, qui aime ses voisins jusqu'à les absorber, est-elle ainsi méconnue, calomniée ? Pourquoi l'étranger continue-t-il à suspecter les intentions des nazis ? Incapable de modifier ces données d'un jour à l'autre, Gœbbels et la propagande allemande excellent à en corrompre l'interprétation. Là où on ne peut nier franchement, on tourne la question. La technique des démentis à la Gœbbels est illustrée par la boutade suivante, recueillie dans les salles de rédaction nazies : « Il n'est pas vrai que je me sers du soutien-gorge de ma femme en guise de hamac, mais il est exact que ma femme utilise mon hamac comme soutien-gorge ! »

L'ANGLOMANE ANGLOPHOBE, JOACHIM VON RIBBENTROP.

L'homme est guindé, poseur et tient énormément à ne pas passer inaperçu. Il affecte les manières de la bonne société anglaise et rage d'y avoir recueilli plus de rebuffades que d'encouragements. Ribbentrop, qu'on appelle

couramment en Allemagne « Ribbensnob » est anglomane, mais ses insuccès londoniens en ont fait un anglophobe enragé. Dès ses premières manifestations publiques, ce trait de snobisme apparaît. Représentant d'une grande firme de champagne allemand, puis sociétaire de la même firme après avoir épousé la fille du patron, Ribbentrop essaie de pénétrer, à la suite de son champagne, dans les ambassades qu'il fournit. Il essuie, de la part d'un ambassadeur de France un peu collet monté, une réplique assez grotesque, digne de la comédie-bouffe. L'ambassadeur, sollicité à plusieurs reprises d'inviter son marchand de champagne, l'éconduit finalement en arguant qu'il n'est pas dans ses habitudes de recevoir ses fournisseurs.

Après la guerre, en 1919, Ribbentrop suit le mouvement. Il est d'abord démocrate, puis socialiste, puis national-allemand. Enfin, lorsque la fortune sourit aux nazis, à partir de 1932, il se rapproche d'eux.

Durant la première période, comme il est de bon ton et aussi avantageux pour un placier en champagne de fréquenter les salons juifs, on y trouve Ribbentrop. Il joue la comédie chez la femme du banquier Goldschmidt. Il y rencontre d'ailleurs le comte von Dørnberg, aujourd'hui chef du Protocole du Troisième Reich. Grâce soient rendues à M. von Dørnberg, la providence des journalistes étrangers en Allemagne qui, avec ses deux mètres de taille et ses cheveux rouges, nous servait souvent de fanal, dans les réceptions officielles, pour retrouver les personnages qu'il fallait avoir vus.

Ribbentrop est alors philosémite et il n'y perd pas, car on boit ferme chez les banquiers juifs à cette époque. Ribbentrop reste philosémite lorsque, devenu un grand personnage nazi, il ne craint pas de s'enrichir des dépouilles d'une firme juive concurrente dont les propriétaires, pourtant, lui avaient rendu de nombreux services. Lorsque l'étoile des démocrates pâlit, Ribbentrop ajoute un peu de rouge et devient social-démocrate. Puis ceux-ci baissent dans son estime et Hugenberg et ses Junkers

sont en hausse. Ribbentrop, dans la clientèle féodale et industrielle de Hugenberg, trouve matière à de fructueux placements de champagne. Ayant fait d'excellentes affaires à la faveur de ses changements d'opinion, il éprouve le besoin de se faire anoblir. Le malheur a voulu qu'il soit né sans particule, mais une de ses tantes est veuve d'un Ribbentrop anobli par l'Empire. Comme elle n'a pas d'enfants, notre Joachim se fait adopter et le tour est joué : le voici von Ribbentrop. Les affaires vont de mieux en mieux ; il peut épouser la fille du fabricant de champagne Heinkel, son patron, qui l'introduit dans les milieux bancaires et industriels rhénans. Il y fait la connaissance du banquier Schröder de Cologne qu'il fera connaître à Hitler au moment où le Führer, après quelques échecs électoraux, a besoin de grands fonds pour lancer une campagne retentissante.

Le passage de Ribbentrop au national-socialisme est facile et profitable. Ribbentrop, qui a de l'entregent, à l'encontre de nombreux partisans du Führer, fait figure de diplomate averti dans ce milieu de reîtres. Lorsque Hitler prend le pouvoir, il nomme Ribbentrop ambassadeur pour les questions relevant du désarmement. Il ouvre un bureau dans la Wilhelmstrasse, juste en face du Ministère des Affaires Étrangères dont il ambitionne déjà la direction. Il n'y parviendra qu'en 1938, après avoir dévissé péniblement le baron von Neurath.

A quoi doit-il cette ascension ? Certainement pas à ses succès londoniens, ni à sa popularité dans les larges couches du parti : pour les nazis de vieille date, Ribbentrop restera longtemps un inconnu et toujours un parvenu. Il ne peut non plus revendiquer la paternité de l'idée d'une diplomatie nouvelle, par et pour les masses ; cette diplomatie mise en œuvre, pour notre perte, en France, par Abetz, l'un des meilleurs auxiliaires du bureau Ribbentrop. Non, ce qui lui vaut la faveur dont il jouit depuis plusieurs années, sans grandes éclipses, auprès du Führer, c'est ce complexe que nous avons ana-

lysé en parlant de Hitler, cette peur panique qui s'empare du Führer de tous les Allemands lorsqu'il pense à l'Empire britannique et à la puissance anglaise. Ribbentrop est le seul homme qui puisse libérer Hitler de cette peur paralysante.

Hitler le fait venir, l'écoute et le congédie lorsque la suggestion du spécialiste des choses d'Angleterre a fait son œuvre.

J'ai eu l'occasion, à de nombreuses reprises, de m'entretenir avec Ribbentrop, mais je ne pourrais rien rapporter de ces conversations qui soit digne d'être noté. On sentait chez le ministre des Affaires Étrangères du Troisième Reich le souci constant d'éviter tout sujet d'actualité, toute allusion même, susceptible de fournir une indication. Par contre, Ribbentrop était intarissable sur ses brillantes relations d'affaires avec l'aristocratie française ou anglaise, sur les paysages de France, sur les vins et la cuisine de France. « Connaissez-vous, me demandait-il le plus souvent, la comtesse X, le comte Z, la princesse Y? Ce sont mes très bons amis et je ne vais jamais en France sans leur pousser une visite. Comme j'aime la France, comme je connais bien votre beau pays! » Cela durait ainsi autant de temps qu'il le fallait pour n'avoir pas à aborder d'autres sujets. On conviendra que le journaliste ait eu lieu de se plaindre. J'ai connu dans ma carrière d'autres ministres des Affaires Étrangères qui savaient éconduire les journalistes sans les blesser et les entretenir sans commettre d'indiscrétions, mais aussi sans leur donner l'impression de fuir tous les sujets brûlants.

Une seule fois, je réussis à extorquer à Ribbentrop une indication intéressante et même importante. Je dînais à sa droite, à une soirée donnée par un petit groupe de journalistes. Ribbentrop arriva en retard, se mit à table sans dire un mot et, contrairement à son habitude, il ne me débita pas de fadaïses sur le comte Z ou la princesse Y. Je remarquai qu'il paraissait extrêmement fatigué et préoccupé. Je le lui dis sur un ton badin. C'était le 10 mars

1939 et on parlait, dans la ville, de préparatifs contre la Tchécoslovaquie. Toutefois, bien qu'il n'y eût aucun doute sur les intentions des nazis, personne encore ne soupçonnait que la Tchécoslovaquie, déjà dépecée à Munich, serait annexée le 15 mars. Je rentrais d'un bref séjour à la montagne et je n'étais pas encore dans le bain de l'actualité. Ribbentrop avalait son repas en silence. « Excellence, lui dis-je, vous me paraissez très surmené. Seriez-vous malade ? » Levant les yeux de son assiette, d'une voix blanche de somnambule, Ribbentrop me répondit : « Je viens de passer deux nuits de suite avec le Führer. »

Je n'en crus d'abord pas mes oreilles. Je n'obtins plus aucune réponse de lui jusqu'à la fin du repas. Il s'éloigna aussitôt, suivi de ses aides de camp qui revinrent peu après nous rejoindre. Je m'approchai alors de l'un de ses collaborateurs que je connaissais plus intimement et, brutalement, à brûle-pourpoint, je lui demandai : « Depuis quand votre ministre passe-t-il ses nuits avec le Führer ? Pourquoi ne m'avez-vous pas dit que leurs relations étaient si intimes ? » L'homme crut que je faisais quelque allusion grossière. Il se récria violemment mais je le laissai dire et lui rétorquai que je tenais ce détail de la bouche même de Ribbentrop. Je feignis d'en avoir appris davantage et j'allai ainsi, d'aide de camp en aide de camp, de fonctionnaire en fonctionnaire, toujours colportant mon histoire à double sens et complétant de proche en proche cette révélation initiale jusqu'à ce qu'un des fonctionnaires présents m'ait lâché le grand secret : les troupes de la Wehrmacht avaient l'ordre d'entrer en Tchécoslovaquie, le 15 mars, à 6 heures du matin. Les événements prouvèrent la justesse de ce renseignement. Sauf sur un point, à Morawska-Ostrava — dont la Mairie fut occupée le 14 mars dans l'après-midi, de peur que les Polonais ne prévinsent l'avance allemande — la date qui m'avait été donnée fut confirmée par le déroulement des opérations.

Je cours à l'Ambassade de France où je réveillai l'Ambassadeur, mais il me semble qu'à Paris on ne prit pas le renseignement trop au sérieux. Mon agence elle-même ne publia ma dépêche que le 12 mars, vigoureusement édulcorée. Gœring, interrogé le 12, je crois, par l'Ambassadeur d'Angleterre, protesta des intentions pacifiques de l'Allemagne envers la Tchécoslovaquie, allant jusqu'à invoquer la garantie donnée par le Reich après Munich.

La lutte que j'ai relatée entre Gœring et Ribbentrop au sujet de la politique extérieure, se poursuit toujours. Ribbentrop a pris sa revanche de l'éloignement momentané dont il avait tellement souffert au moment de l'accord de Munich. C'est lui qui a recueilli le bénéfice de l'accord germano-soviétique du 23 août 1939. Il en a profité pour écarter un autre dirigeant nazi qui menaçait de marcher sur ses brisées, j'entends Rosenberg, le Balte, qui est condamné à rester dans l'ombre et dans une semi-disgrâce, tant que le Troisième Reich sera forcé de ménager les Soviets. Ainsi, bien que le Führer ait eu l'occasion aujourd'hui de méditer sur la faiblesse prétendue de l'Angleterre et sur l'état de décomposition avancé de l'Empire britannique, la faveur de Ribbentrop reste entière, son nom étant lié aux accords avec les Soviets que l'Allemagne nazie, malgré toutes ses rancœurs, ne peut se permettre d'attaquer ou même de froisser.

Géraud JOUVE.

(à suivre.)

RESPONSABILITÉS.

(SUITE.)

L'inventeur du char, le général Étienne, déclarait en décembre 1915 : « Je regarde comme possible la réalisation de véhicules à tracteurs mécaniques permettant de transporter à travers tous les obstacles et sous le feu, à une vitesse supérieure à 6 kilomètres à l'heure, de l'infanterie et du canon. » En regard de cette opinion autorisée, le grand public s'attendait, lui aussi, à des merveilles, témoin cette réflexion d'un journaliste en octobre 1918 : « On ne saurait donner l'impression que doivent produire sur le champ de bataille ces machines étranges, en apparence invulnérables, qui, sur le terrain de manœuvre, vont, viennent, renversent, écrasent, plongent, pivotent, escaladent, avec une souplesse et une vitesse déconcertantes. »

Dans une étude précédente (1), nous avons rappelé l'avis singulier d'un général sur les tanks. A l'aide d'un autre ouvrage, nous allons pouvoir examiner la doctrine officielle des militaires à la veille de la guerre. Les appréciations que nous voulons passer en revue ne sont pas d'un genre nouveau, mais puisque nous avons été vainqueurs dans le conflit

(1) *Une page d'histoire.*

de 1914, on se les communiquait en riant. « Vous nous parlez d'artillerie lourde, déclarait en 1909, le représentant de l'État-major de l'armée, lors d'une séance de la commission du budget de la chambre. Dieu merci ! nous n'en avons pas. Ce qui fait la force française, c'est la légèreté de ses canons. » Et en 1910, le commandant de l'École de Guerre, au retour d'une démonstration donnée par des avions militaires, s'écrie : « Tout ça, c'est du sport ! Pour l'armée, l'avion, c'est zéro. »

Un article de vulgarisation, paru en mars 1936, montre que l'État-major français ne veut pas donner au char un rôle essentiel. Les Allemands, y est-il dit, envisagent le problème sous l'angle de l'offensive ; ils prévoient l'emploi du char en lourdes masses destinées à porter un coup décisif à l'ennemi. Pour les Français, l'engin mécanique est organe d'appui direct de l'infanterie, et il ne semble pas que l'on songe pour l'instant à l'emploi massif de chars contre un puissant dispositif ennemi, comme les Allemands l'enseignent. Sur les mobilités mêmes du char, en France, on fait des réserves, car mobilité sous-entend espace. Or, dans l'avenir, dit-on, l'espace fera de plus en plus défaut, du moins au cours des guerres européennes.

En l'année 1939, quelques mois avant la guerre, paraissait à la librairie Berger-Levrault, la maison d'édition militaire par excellence, un livre intitulé *Une invasion est-elle encore possible?* L'auteur, le général Chauvineau, ancien directeur de l'École militaire du Génie, obtint pour son étude une préface du maréchal Pétain, et Maurois nous assure que l'ouvrage était très lu dans les milieux de l'armée.

Or le général Chauvineau méprise les chars, à cause de la « fragilité mécanique bien connue d'un matériel de guerre qui passe à l'atelier de réparation plus de temps qu'au combat ». Sa sévérité contre ceux qui placent leur espoir dans les chars n'a pas de bornes : « Après la Grande Guerre, on

a cru, ou plutôt on a laissé croire que le char avait puissamment contribué à nous donner la victoire, alors que rien n'est plus faux. Le char, inapte à détruire, n'a rien à voir dans une affaire où la destruction joue le premier rôle. Il existe dans l'emploi des chars une tendance qui ne peut être passée sous silence : elle vise à la formation de grandes unités mécanisées, à base de chars, susceptibles de briser les fronts et de s'enfoncer rapidement et profondément à l'intérieur du pays ennemi, pour y jeter le trouble, y détruire les communications et les centres vitaux, susceptibles en un mot d'agir isolément. On entend même dire que ces raids de chars pourraient amener rapidement la décision de la guerre. » Le général Chauvineau ne ménage pas ses sarcasmes ironiques aux malheureux fous émettant des hypothèses qui se sont trouvées vérifiées à notre détriment. L'auteur affirme, sur un ton badin, que le défenseur a contre les chars « plusieurs tours dans son sac ». La destruction des chars ne coûte au défenseur que quelques obus à dépenser. « Lorsque les chars interviennent dans les deux camps, ils n'ont d'autre effet que d'augmenter les malaises dont souffre l'offensive. » Mais, on le sait, ils n'existaient pas dans les deux camps. Pourquoi ? « Ceux que le char menace n'ont pas accusé immédiatement une inquiétude correspondante aux redoutables effets de cet engin, *par inertie d'abord*, ensuite parce qu'on sait que son prix de revient lui coupe les ailes. Aujourd'hui les ennemis du char ont singulièrement grandi. Son prix de revient est, de tous, le plus redoutable. » Le général Chauvineau n'ignore pas que les Allemands ont des chars et il se sert de cela encore pour refuser sa confiance au char : « En France, avant 1934, la lutte contre les chars nous préoccupait peu ; nous admettions avec candeur que l'Allemagne exécuterait les clauses de Versailles qui lui interdisaient d'en construire. A partir de 1934 toutefois, réveillés par les armements allemands, nous avons travaillé pour

rattraper le temps perdu dans le domaine des moyens anti-chars, ce qui fera sûrement baisser notre ferveur antérieure.» Ce résultat, paraît-il, ne fut pas complètement obtenu, ce qui désespère le général Chauvineau : « Nos officiers continuent, dit-il, à parler de guerre de mouvement et nous construisons des chars offensifs. C'est qu'il est bien difficile d'arrêter une lourde machine, quand elle est lancée, et qu'une bureaucratie grandissante a la main sur tous les leviers de commande.» Et naturellement, le maréchal Pétain, dans sa préface, est dédaigneux : « Chers, les chars sont rares et relativement lents à mettre en place. »

C'est pourtant en France que le tank a été inventé, et les Français ont eu de belles hardiesses aussi en matière d'aviation. Nous ne voulons mentionner qu'un seul fait. Aux grandes manœuvres de 1931, on utilisa un avion commercial de transport, embarquant un détachement spécial de troupes, qui eut pour mission d'opérer des actions destructives sur les voies de communication situées en arrière des lignes ennemies. Une deuxième expérience, après la complète réussite de la première, permit au détachement de surprendre et d'attaquer à l'improviste un régiment d'infanterie. Le général Weygand assistait comme arbitre à ces manœuvres : on aimerait savoir quelles conséquences en ont pu tirer les services de l'aviation militaires.

Le général Chauvineau n'a pas non plus une extrême confiance dans l'avion, tout ou moins dans l'avion allemand : « Un duel aérien franco-allemand serait normalement à l'avantage des Français. » Il estime, tout net, que « les 3.000 à 4.000 avions, que l'Allemagne, par exemple, serait capable d'entretenir en temps de paix, ne sauraient produire, dans les quelques semaines du début d'une campagne, les effets obtenus par les masses d'artillerie qui ont jeté pendant quatre ans leurs projectiles sur notre territoire. »

D'ailleurs, on avait avoué au grand public une certaine

impuissance. Ne lit-on pas dans l'*Illustration*, en décembre 1935, qu'en face des progrès de construction d'avions en Allemagne, la France ne saurait se lancer dans une entreprise aussi coûteuse? Et l'auteur anonyme préconise de faire admettre par l'Allemagne la conclusion d'un pacte de limitation des forces aériennes.

*
* *

Nous avons le devoir d'ajouter que le général Chauvineau part de l'idée de la défensive assurée par un front continu et il estime que seuls, les « habitués du Café du Commerce » peuvent exagérer l'importance du matériel. Ce matériel « permettrait facilement au pays qui l'aurait pris comme Dieu et qui l'adorerait trop exclusivement de terminer la guerre... en se faisant battre en trois semaines. Cela nous dicte notre conduite en face de la course des armements des autres. Ce que nous ferons? Mais, nous les regarderons courir ». Maurois a donc admirablement résumé ce débat : « L'État-major, *par erreur de doctrine militaire*, n'avait pas commandé les avions, les chars, les canons anti-chars et anti-aériens qui nous auraient été indispensables. »

Le général Chauvineau est d'une sérénité majestueuse : « Nous savons que l'Allemagne ne peut rien contre nous et que nous ne pouvons rien contre elle. L'Allemagne ne pourra plus se débarrasser de la France en quatre semaines. » Toutefois c'est d'une façon pudique, dans une note en bas de page, que nous lisons : « Une instruction sur le combat, rédigée en 1921, a été révisée en 1936. Mais la nouvelle rédaction s'est contentée de rendre définitives les prescriptions provisoirement établies contre l'armée allemande du traité de Versailles, alors que, depuis le 16 mars 1935, nous savions que nous aurions affaire à 4 à 5 millions de soldats. »

Ainsi nous devons nous défendre contre l'Allemagne, ne pas attaquer, et le maréchal Pétain écrit dans la préface, ce qui s'est révélé être une contre-vérité : « La défensive est devenue si puissante qu'il faut à l'assaillant une énorme supériorité pour se lancer à l'attaque. » Les militaires se laveront mal aussi de cette accusation lancée par Fabre-Luce : « Nous nous sommes engagés à attaquer l'Allemagne pour protéger le statut de pays lointains, sans armes, sans frontières naturelles et sans homogénéité. Mais cela n'empêche pas nos techniciens militaires d'organiser une armée défensive. »

Avec un front continu la France pouvait être tranquille, d'autant plus qu'il pouvait être toujours et vite renforcé.

« De petits ouvrages bétonnés peuvent être si rapidement construits, dit Chauvineau, que, pendant le temps nécessaire à l'ennemi pour prendre une ligne, l'armée défensive a le temps d'en construire une seconde. » Et le maréchal Pétain insistait dans la préface : « La France, nation armée, doit éviter de débiter par une offensive stratégique : l'outil militaire, l'armée issue de la nation ne le permet pas. Ce serait le plus souvent jouer le sort du pays sur un coup de dés. » Quel est donc le responsable de ce qui s'est passé ? « Gamelin, écrit Fabre-Luce, a pris le parti le plus hasardeux, et cette décision reflète l'illogisme fondamental de la politique française : on construit de coûteux ouvrages, on néglige le matériel offensif, et puis l'on déclare la guerre et l'on sort pour aller se battre en rase campagne. » L'armée française, peu mobile, destinée à se battre sur une ligne fortifiée, fut précipitée dans une aventure presque désespérée. Elle fut attaquée, avant même d'avoir pris position, par des divisions concentrées aux points décisifs, sans jamais opposer aux attaques de l'ennemi qu'une fraction de ses forces disponibles. C'est le cri général : « Ce qui paraît le comble de l'humaine folie, écrit Maurois, c'est d'avoir passé huit

mois à construire des blokhous et d'abandonner, dès le premier signe de l'ennemi, toute cette fortification bâtie à grand'peine et à grands frais, pour aller livrer en rase campagne la plus hasardeuse des batailles de rencontre.» Pourtant, on l'a dit, la rareté du sang français était devenue une donnée essentielle de notre politique militaire et Gamelin avait déclaré à Maurois : « La France est un pays à faible natalité, qui a déjà subi des pertes effroyables au cours de la dernière guerre. Elle n'aurait pas la force de supporter une nouvelle saignée. La guerre qu'elle peut faire doit être une guerre scientifique, où tout sera si exactement prévu que les pertes seront presque nulles.» Encore un dilemme : est-ce le général Gamelin qui a spontanément donné l'ordre de marcher en Belgique ? Si c'est une recommandation gouvernementale, pourquoi le généralissime n'y a-t-il pas résisté ?

Ajoutons ce dernier détail sur l'armée Corap, qui formait le pivot de l'aile marchante vers la Belgique et la Hollande. « Cette armée, dit Gordon Waterfield, était faible. Son chef avait supplié à plusieurs reprises le quartier général de lui fournir plus de matériel pour construire des défenses et plus d'armes pour ses troupes. Toutes les fois qu'il recevait des correspondants de guerre, le général Corap avait toujours la même plainte à la bouche : manque de matériel. »

Pour en finir avec les militaires, voyons comment le général Chauvineau envisageait l'avenir diplomatique. Si les militaires ont trouvé développée dans son livre, paru en 1939, leur doctrine officielle de la paix et de la guerre, on conçoit qu'ils n'aient pas jugé bon d'armer la France. Le général Chauvineau estime d'abord, sur un ton tranchant, que « jamais Rome n'acceptera d'entrer en conflit avec le bloc France-Angleterre ». Il continue : « Depuis vingt ans, l'Europe est une marmite en ébullition. La destruction de l'Autriche

est en bonne place dans les responsables de cette situation qui, il y a un siècle, eût fait surgir infailliblement de nouvelles guerres. Mais aujourd'hui, la peur du front continu est devenue un moyen pacifique. Les causes du conflit abondent, amplifiées par la mauvaise humeur qui résulte d'une gêne économique quasi générale et d'idéologies à base de haine. Mais, finalement, tout se traduit par des paroles menaçantes. Pendant ce temps le château de cartes de Versailles s'effondre pacifiquement. Notre pays craint surtout que son voisin de l'est n'en profite pour s'agrandir. Nous avons déjà dit que si, demain, l'Allemagne commettait l'erreur de perdre son unité raciale en annexant des gens qui se battraient ultérieurement pour elle comme des chiens qu'on fouette, sa voisine de l'ouest n'aurait guère à s'en émouvoir. Le front continu arrête moins facilement dix bons soldats que quinze mauvais. Il est donc de plus en plus permis de penser que les nombreux dangers de guerre, avec lesquels on inquiète depuis dix ans notre opinion publique, n'ont pour base qu'une totale méconnaissance des possibilités militaires.»

*
* *

Dans son allocution du 10 octobre 1940, le maréchal Pétain annonce qu'il s'occupera de la « recherche des responsables de notre désastre » : de même, après sa défaite de 1918, l'Allemagne n'a pas évité sa commission d'enquête. L'ancien chancelier et les grands chefs militaires comparurent devant elle. Les dépositions furent contradictoires, comme de juste, et après avoir entendu une fois Hindenbourg et Ludendorff, la commission se sépara sans fixer une nouvelle date de réunion. Nous devons retenir cette déclaration du maréchal Hindenbourg : « S'il y avait eu unité d'action entre le peuple et l'armée, nous aurions eu le moyen de vaincre. Chez nos ennemis, plus la situation était difficile, plus s'affir-

maient l'union et la volonté de triompher, tandis que chez nous, où nous avons déjà l'infériorité du nombre, les intérêts de parti se firent jour, et les divisions s'ensuivirent. Pour toute décision d'importance, nous avons cherché concours et force auprès des partis : nous n'avons rencontré que défaillance et faiblesse.»

Dans la France de 1940, la crise semble avoir été plus grave. En face de politiciens et de militaires qui n'ont pas fait grand'chose, se groupent des individus, comme ravis de cette carence, aux fins de prendre le pouvoir à l'abri de cette défaite. Contre des gens qui n'ont pas préparé la guerre, contre ces gens qui n'ont rien su faire, se dresse une opposition qui s'applique à détruire, tout en critiquant, et qui brise finalement le ressort moral de la nation.

Ainsi une équipe d'hommes politiques et de militaires s'est constituée, les premiers hostiles à la République ou à certaines nuances républicaines, les seconds pour des motifs analogues et aussi pour pouvoir crier très fort sur l'impréparation du conflit. Ce sont eux, le *Journal* de Fabre-Luce l'établit, qui ont donné le coup de grâce à la résistance morale, normalement ébranlée à la suite du désastre militaire. Ces gens étaient et restent anglophobes : ils ne l'ont jamais caché. Leur première habileté a consisté à rallier ceux qui espéraient, en présence d'une victoire allemande sur nos alliés, « sauver ce qui pouvait être sauvé », en se désolidarisant d'avec la Grande-Bretagne. Ils ont groupé les timides et les inquiets, mal revenus de ce que l'histoire pourra nommer la « Grande Peur de 1940 ».

Mais le Gouvernement de Vichy, il faut le reconnaître, est tenace et logique. C'est donc à la lumière de cette logique qu'il convient de porter un jugement sur son entreprise de collaboration avec le vainqueur. Ici encore, on a voulu faire preuve d'habileté, en nous la présentant comme inévitable. Dans une certaine mesure, le fait est

exact, mais il était moins indispensable d'aller au devant.

La radio française, qui ne peut s'exprimer sans une censure allemande dont nous ne connaissons pas les conditions d'application, a émis le 27 octobre le message suivant : « La même unanimité qu'au sein du gouvernement doit se trouver dans le pays, où ne prévaudront ni les mensonges venus du dehors, ni les efforts de ceux qui au dedans défendent leurs odieux privilèges ou essayent, en vain, de ranimer des idéologies qui nous ont été si funestes. »

Les « mensonges venus du dehors », c'est une ancienne rengaine que se renvoyaient les clans politiques depuis longtemps et l'on a connu naguère des partis de gauche prétendant avoir le monopole de la République pour rejeter d'une façon dédaigneuse ceux qui n'étaient pas colorés de la nuance exacte. La rouerie consiste donc à traiter d'idéologues de la démocratie ceux qui n'acceptent pas la collaboration franco-allemande. De même, le danger de troubles avait été invoqué pour justifier la demande d'armistice, témoin cette réflexion du cardinal Baudrillart : « La France était près d'une révolution, d'une révolution infiniment plus terrible, peut-être, que celle de 1871, la Commune. » Autrement dit, le Gouvernement de Vichy ne fait acte que de politique intérieure.

Quoi qu'il en soit, ce Gouvernement n'a jamais caché sa façon de voir. Pendant la guerre, beaucoup de ses membres souhaitent une paix honorable. « Mais une action prématurée, écrit Fabre-Luce, qui ne s'appuierait pas sur un large mouvement d'opinion, finirait dans la honte d'un complot de trahison et laisserait le champ libre à une dictature *jusqu'au boutiste*. Pour se déclarer, l'opposition latente a besoin d'un revers, d'une lassitude, ou d'un geste de l'ennemi. » Retenons, d'après le même publiciste, que dès octobre 1939, pendant quelques jours, « on a camouflé des combinaisons pacifistes sous la gloire et les quatre-vingt-trois ans du maréchal Pétain ».

Il note aussi que « nos soldats auraient, pendant la vaine attente, mûri des buts de guerre à l'intérieur... Victoire ou Révolution? » C'est alors que la *Revue des Deux Mondes* parle des « complots des tenants du régime déchu, désespérés de leur retour au néant ».

Cette dernière remarque mérite un commentaire d'Hitler : « Toujours et partout, on trouve des particularistes qui aspirent à l'indépendance nationale, ou au pouvoir économique, ou à la domination politique. L'appétit non satisfait et l'orgueil humilié ont toujours été les auxiliaires infaillibles de l'action révolutionnaire, permettant de poignarder l'ennemi dans le dos. Il ne fallait pas non plus oublier les hommes d'affaires, pour qui le seul mot de profit s'écrit en lettres capitales. Il n'existait guère de patriotisme capable de résister à toutes les tentations. Le seul point important était de dorer la pilule et de la présenter habilement. Il était à la portée du plus médiocre propagandiste de trouver les phrases servant d'habillage pour ce genre d'entreprise, et non moins facile de recruter les hommes qui seraient heureux de s'en servir pour calmer les scrupules de leur conscience, en admettant qu'ils en aient. Cette démolition d'un pays quelconque par l'intérieur n'était qu'une question d'argent et d'organisation. »

La cristallisation s'est produite au moment de l'afflux des réfugiés, contre lequel on ne prit aucune mesure. « Pendant les derniers jours, selon Fabre-Luce, la lutte principale n'est plus entre l'armée et l'ennemi, mais entre les municipalités et les États-majors. La résistance civile sauve les ponts de Lyon, écarte de la troisième ville de France le péril des repréailles. A Châteauroux, cette lutte prend une figure pittoresque. La ville se couvre spontanément de drapeaux blancs, de draps de lit, de torchons, présentant ainsi aux aviateurs ennemis un paysage de neige. » Henry Bordeaux conte aussi des faits analogues : c'est un officier qui dispose

sa batterie pendant la retraite devant les lisières d'un village, de façon à tenir sous le feu la route d'accès. Les villageois, tremblant à l'idée des représailles allemandes, supplient l'officier d'aller remplir sa mission ailleurs.

Sans doute il y a une position mystique que l'on a mise en évidence pour répondre par avance à toute critique. « N'est-on pas fondé à espérer, écrit Fabre-Luce, que la non-violence triomphera aussi un jour de la guerre? Ces méthodes peuvent convenir à des peuples immenses et amorphes. Elles n'ont pas de sens pour nous. La France, en les adoptant, renierait ses vertus militaires et se livrerait sans honneur à un vainqueur plus nombreux. Il doit y avoir, en tout cas, au terme de cette recherche, une formule pratique permettant d'appliquer aux relations de la France et de l'Allemagne l'enseignement du Christ. Le chrétien, proclame un Jésuite, le Père Fessard, dans *Études*, « doit être prêt en face de toute agression, à devenir, au risque de sa vie, et même de l'existence de sa nation, agent de la paix ».

On voit d'ici la joie ressentie par tous les Turcaret qui préfèrent leur argent, leur petit bien-être bourgeois à leur patrie. On pense à ces hommes dont parle Flaubert dans *l'Éducation sentimentale*, qui « auraient vendu la France ou le genre humain, pour garantir leur fortune, s'épargner un malaise, un embarras, ou même par simple bassesse, adoration instinctive de la force ». Hitler le savait bien, pour avoir affirmé que « la combativité politique de la haute bourgeoisie était bien mince à notre époque ». M. Gordon Waterfield l'avait noté : « Les gens qui avaient de gros intérêts exerçaient une influence considérable. Travaillant d'accord avec le parti de la paix, ils persuadèrent de demander un armistice dans une vaine tentative de sauver quelque chose de leur compte en banque, de leurs usines, de leurs maisons et de leur vie de famille. » Il faut tout de même que cela

ait été écœurant pour que Fabre-Luce écrive : « Les 10, 11 et 12 mai, Paris se vide. Le capitalisme agonisant exerce un dernier privilège : le droit de fuir. » L'affaire réussit cette fois d'une façon sinistre, après avoir été vainement essayée au cours de l'ancienne guerre. L'*Illustration* du 22 septembre 1934 a publié en *fac-simile* l'ordre du général allemand commandant l'artillerie qui tira sur la ville de Reims. Il est ainsi conçu : « Les batteries doivent ouvrir le feu sur tout ce qui se trouve au nord de la cathédrale. On doit seulement tirer dans la ville, c'est-à-dire au centre, où habitent les gens les plus riches, afin que ceux-ci obligent l'ennemi à rendre la ville. »

L'anecdote suivante montrera l'exacerbation d'un tel état d'esprit : le héros est un jeune parlementaire opposé au Front Populaire, présenté comme suit par Fabre-Luce : « La défaite de la France coïncide pour lui avec une victoire personnelle, dont il ne peut s'empêcher de jouir. Et comme l'on disait à ce député : « Je suis content de vous voir de « si bonne humeur, je vois que l'esclavage ne vous effraie pas », il répond : « Excusez-moi, pour le moment, j'éprouve plutôt « une impression de libération. Comme mobilisé, j'échappe « à la mort. Comme homme politique, je cesse d'être le « valet de mes électeurs. Comme écrivain, je vais pouvoir « publier ce que je pensais depuis dix ans. » Et il ne faudrait pas croire que Fabre-Luce soit scandalisé, lui qui écrit froidement : « Dans quelques jours, les Allemands céderont au champagne, aux femmes, à la douceur de l'air, et recommencera la vieille histoire de la conquête du vainqueur par le vaincu. » *Graecia capta ferum victorem cepit*, oui, sans doute, mais le poète latin parlait de ses ancêtres. En somme, « on finit par détester l'ennemi intérieur plus que l'ennemi national, on triompha de la défaite qui confirmait les critiques que l'on multipliait contre le régime. A force de désespérer de la République, on en vint à douter de la France ».

*
* * *

L'exposé que nous venons de faire montre, croyons-nous, une situation claire. En présence d'un désastre sans précédent, un groupe de militaires et de politiciens rejette toutes les fautes sur ses adversaires politiques. Mais, selon eux, il y a une autre coupable, et c'est la Grande-Bretagne. Convenons dès l'abord que c'est humain. « La campagne anti-britannique répondait à un besoin de se justifier, devant le public français, d'avoir abandonné l'alliance anglaise. D'où les accusations contre la Grande-Bretagne, à laquelle on reprochait d'avoir déclenché la guerre, d'avoir insuffisamment armé. » Nous ne ferons pas ici de polémique. Si Fabre-Luce peut écrire : « Un partisan honnête du rapprochement avec l'Allemagne est suspect ; un stipendié de la Russie ou de l'Angleterre ne l'est pas », nous renvoyons à une réflexion de Maurois : « Il y avait beaucoup d'anglophobes en France et, pour certains, c'était une profession. »

Élevons le débat. « Dès le début de la guerre, écrit Maurois, en septembre 1939, la propagande allemande s'est assignée pour but principal de séparer la France de l'Angleterre. A cette tâche, elle s'est appliquée pendant huit mois, avec une adresse et une ténacité remarquables. Elle a répété chaque jour aux Français que les Anglais les avaient entraînés dans la guerre ; qu'ils ne se battaient pas eux-mêmes, et que d'ailleurs ils ne s'étaient jamais battus ; que les Anglais fourniraient les machines et les Français les poitrines. Elle a répandu des images montrant un bain de sang vers lequel un soldat anglais poussait un soldat français, et d'autres où l'on voyait des officiers anglais caresser, à Paris, des femmes nues, cependant qu'un soldat français veillait dans la ligne Maginot. Elle a fini par réussir, en juin 1940, non seulement à séparer les deux nations alliées, mais à les dresser l'une contre l'autre. »

Maurois a écrit ces lignes au moment où les Français n'étaient pas encore revenus de la stupeur de la défaite. Aujourd'hui, l'on ne peut plus dire que les Français soient dressés contre les Anglais : l'observation ne concerne plus que des politiciens sur lesquels nous reviendrons, qui préconisent la collaboration avec l'Allemagne. Mais si nous prêtons attention aux événements qui se déroulent actuellement, nous constatons que l'attitude du Gouvernement de Vichy est extrêmement logique. Il a pris le pouvoir avec des idées diamétralement opposées à celles qui avaient cours au début de la guerre, notamment sur le problème anglais. S'il affirme suivre une politique réaliste, c'est qu'il a été convaincu, il y a un an, de la défaite de la Grande Bretagne. Pour subsister aujourd'hui, le Gouvernement de Vichy croit toujours à la victoire allemande et il use logiquement de tout son pouvoir, même de ses forces armées, pour retarder sinon empêcher le succès britannique.

Nous avons exposé ci-dessus que la France et la Grande-Bretagne sont venues ensemble au secours de la Pologne. Maurois regrette, et nous le déplorons avec lui, qu'une dissociation, faisant le jeu de l'ennemi, n'ait pu être évitée. La tâche principale de l'Allemagne a toujours été de diviser, de désunir. On avait oublié en 1940 cette déclaration faite par le chancelier allemand, le comte de Brockdorff-Rantzau à un secrétaire de M. Hoover : « Nous sommes-nous trompés ? Nous croyions que la désunion était complète entre la France et ses alliés. Nous sommes surpris de voir que vous êtes toujours d'accord. » On avait oublié une déclaration moins éloignée : « La ligue de nos ennemis, écrit Hitler dans *Mein Kampf*, s'écroulera d'elle-même, cette « Entente » qui nous fut si démesurément funeste : ainsi l'ennemi mortel de notre pays, la France, tombera dans l'isolement. »

Personne n'ose plus formuler aujourd'hui, qu'au cours de la guerre la Grande-Bretagne ait manqué à ses engage-

ments. « Soyons équitables, comme nous y convia notre dernier ambassadeur à Londres. Les Britanniques ont tenu avec exactitude les engagements qu'ils avaient pris. Des dates avaient été fixées pour la formation des divisions britanniques : ces dates ont été respectées. La faute a été de ne pas exiger de nos alliés autant de divisions qu'en 1914, mais c'est un fait : nous ne leur avons demandé rien de tel... Le mythe de la défensive et celui des lignes fortifiées avaient aveuglé nos ministres. »

*
* *

Nous arrivons maintenant au problème de la collaboration et nous désirons l'exposer en toute loyauté : nous avons acquis la conviction, pour notre part, qu'on l'a voulue dès le premier jour et d'une façon nette. « Dès le soir de l'arrivée des chars allemands à Laon, écrit Fabre-Luce, il y a chez les Français un ralliement décidé, conscient, à l'hitlérisme. Ces hommes, constatant une fois de plus la stérilité de notre opposition à l'Allemagne, n'aspirent plus qu'à l'unification de l'Europe. Peu leur importe l'étiquette qui couvrira l'opération. Ce soir, ils sont sûrs que l'Europe est faite et ils osent s'en réjouir. » Évidemment cela ne va pas sans quelques hésitations et certains se posent une question terrible : « La France n'aura-t-elle pas reçu de l'étranger la doctrine de rénovation qu'on veut lui apporter? » Après l'armistice, autant en emporte le vent et l'on n'a même pas honte de la terminologie : « Oui, dit-on en parlant du maréchal Pétain, voilà notre Hindenbourg, mais où est notre Hitler? »

Il ne s'agira pas seulement de tractations plus ou moins inévitables, mais de communauté de pensée. « La notion de contrat, nous déclare encore Fabre-Luce, n'a de valeur absolue que dans les époques stagnantes. « Guillaume II, lui

aussi, avait dit à l'ambassadeur des États-Unis au cours de la dernière guerre : « La loi internationale n'existe plus », ce que Hitler reprendra : « Il n'y a pas de droit international, il n'y a pas de traité qui m'empêchera de profiter d'un avantage lorsqu'il se présentera. »

Le principe de la collaboration a été posé à l'entrevue de Montoire, le 24 octobre 1940. L'Allemagne ne s'y trompe pas et voici la déclaration qu'elle fait publier trois jours plus tard :

« L'Allemagne s'est décidée pour une politique de collaboration avec la France. L'Angleterre, dès maintenant, a perdu la guerre. Les conséquences de la défaite se montrent déjà ; la nouvelle construction du continent européen exclut l'Angleterre. Aujourd'hui, la France s'est décidée pour une collaboration avec l'Allemagne. Le maréchal Pétain a reconnu la possibilité d'une entente ; il est décidé à la réaliser. La base de la collaboration franco-allemande s'est établie aujourd'hui. »

Voyons maintenant les réflexions de Hitler avant la guerre et nous comprendrons ce qui se passe. « Les classes dirigeantes capitulent. Pourquoi ? Par défaitisme, parce qu'elles n'ont plus aucune volonté. J'entrerai chez les Français en libérateur. Nous nous présenterons au petit bourgeois français comme les champions d'un ordre social équitable et d'une paix éternelle. Je serai en relation avec des hommes qui formeront un nouveau gouvernement, un gouvernement à ma convenance. De tels hommes, nous en trouverons partout. Nous n'aurons même pas besoin de les acheter. Ils viendront nous trouver d'eux-mêmes, poussés par l'ambition, par l'aveuglement, par la discorde partisane, et par l'orgueil. La peur et l'intérêt personnel ne manqueraient jamais, en quelque pays que ce fût, de conduire à la capitulation. Dans chaque pays, on trouverait tous les concours nécessaires pour déclencher le mouvement, et cela dans tous les milieux sociaux

ou intellectuels. Une fois déclenché, le mouvement se développe tout seul, quel que soit le terrain à conquérir. Le manque de conviction s'achève toujours en défaitisme, toute résistance apparaissant comme inutile.»

Le chancelier allemand le savait bien : « Nos adversaires, dit-il encore, ont perdu toute volonté de résistance. Chaque parole qui retentit dans leur camp trahit le désir de traiter avec nous. On nous le crie sur les toits. » C'était plus prophétique encore que ne le supposait Hitler. Car voici les déclarations faites au pays par le maréchal Pétain après l'entrevue de Montoire : « Cette première rencontre entre le vainqueur et le vaincu marque le premier redressement de notre pays. C'est librement que je me suis rendu à l'invitation du Führer. Je n'ai subi de sa part aucun diktat, aucune pression. Une collaboration a été envisagée entre nos deux pays. J'en ai accepté le principe. Les modalités en seront discutées ultérieurement. » Et le lendemain, M. Pierre Laval ne manquait pas d'accentuer la gravité de ces paroles : « Le Chef de l'État, parlant de la collaboration de la France avec l'Allemagne, a proclamé qu'elle devait être sincère et exclusive de toute pensée d'agression. Nous avons envisagé et nous continuerons d'examiner dans quelle forme pratique notre collaboration peut servir les intérêts de la France, de l'Allemagne et de l'Europe. »

Que doit donner cette collaboration franco-allemande ? Que doit-elle donner aujourd'hui même ? M. Churchill l'a déclaré dans un discours prophétique le jour même de la signature de l'armistice : « Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut croire que ces conditions ou d'autres similaires eussent été acceptées par n'importe quel gouvernement français en possession de sa liberté, de son indépendance et de l'autorité constitutionnelle. Si de telles conditions étaient acceptées par tous les Français, elles placeraient non seulement la France, mais l'Empire français tout entier à la

merci et au pouvoir des dictateurs allemand et italien. Non seulement le peuple français serait tenu en sujétion et forcé de travailler contre ses alliés, non seulement le sol de la France serait employé, avec l'approbation du Gouvernement de Bordeaux, pour servir à attaquer ses alliés, mais toutes les ressources de l'Empire français et de la marine française passeraient rapidement entre les mains de l'adversaire et lui serviraient à réaliser ses buts.»

Emile Ludwig conte l'anecdote suivante. Un jeune officier, neveu de Bismarck, trouvait que les négociations de 1871 cheminaient trop lentement.

— Et toi? lui dit Bismarck, comment ferais-tu donc la paix?

— Très simplement, un seul paragraphe suffit : tous les Français vont en Allemagne, et tous les Allemands en France.

L'Allemagne, en cas de victoire, sera impitoyable, elle l'a déjà montré. L'expulsion des Alsaciens-Lorrains est une violation formelle de l'armistice et nous ne l'avons appris que par un salut étrange du maréchal Pétain, non par une protestation : « A nos populations d'Alsace et de Lorraine, déclara-t-il dans une allocution du 10 octobre, contraintes de quitter brusquement leurs villes et leurs villages, j'adresse l'expression de notre affectueuse, de notre profonde sympathie. » Nous ne sommes pas plus étonné de cette jérémiade que de la spoliation qu'elle prétend déplorer : « Pour l'Alsace et pour la Lorraine, proclamait Hitler, nous ne renoncerons jamais. Ce n'est pas parce que ces régions sont peuplées d'originaires allemands, c'est parce que nous avons besoin de ces territoires.»

Il faut donc toujours revenir à l'esprit de l'éternelle Allemagne. Rappelons-nous une image publiée dans un journal de Hambourg en octobre 1914 et nous comprendrons comment les Allemands envisagent la paix. « Aplatis à terre, dépenaillés, un Français et un Anglais écrivent en tirant

la langue les conditions de paix que formule un magnifique cavalier teuton, un Lohengrin fièrement dressé au-dessus d'eux dans une armure étincelante. Le texte ne porte que ces deux mots : *Ich diktiere*, c'est moi qui dicte. »

Que déclare pourtant le Gouvernement de Vichy? Voici un commentaire radiodiffusé le 27 octobre : « Des temps nouveaux se lèvent. Voici que le vainqueur, surmontant sa victoire, s'entretient avec l'homme qui incarne la France dans ce qu'elle a de plus haut et de plus noble. Il lui dit qu'aucun bas esprit de vengeance ne l'anime : il lui dit son désir de rendre à la France la place à laquelle elle a droit dans l'Europe de demain. »

Il y eut une double erreur : celle d'avoir signé un armistice et, après l'avoir signé, de croire ou de laisser croire qu'on était fort. Croire à sa propre fragilité eût été une chance de salut ; l'on sait que les femmes les plus faibles résistent le plus désespérément, car elles sentent que si elles cèdent quelque chose, elles céderont tout. L'Allemagne est, à juste titre, fière de cet armistice et la *Frankfurter Zeitung* du 15 octobre publiait : « De tous les pays battus par l'Allemagne, la France est le seul qui ait conservé un gouvernement avec lequel on puisse traiter au sens du droit international. »

Comment le chef de l'Allemagne envisage-t-il les négociations? Il nous l'a dit dans *Mein Kampf* : « L'histoire prouve par maint exemple que les peuples qui ont mis bas les armes, sans y être absolument contraints, aiment mieux par la suite accepter les pires humiliations et les pires exactions que tenter de changer leur sort par un nouvel appel à la force. Autant que possible, un vainqueur avisé n'imposera ses exigences aux vaincus que par étapes successives. Et il a le droit d'escompter, avec un peuple ayant perdu toute force de caractère, que le vaincu ne trouve plus dans aucun des actes d'oppression, pris à part, une raison suffisante de reprendre les armes. Plus nombreuses sont les exactions

ainsi acceptées passivement, et moins la résistance paraît justifiée aux yeux des autres hommes. quand le peuple vaincu finit par se révolter contre le dernier acte d'oppression d'une longue série, surtout quand ce peuple a déjà supporté patiemment et en silence tant de maux beaucoup plus pénibles. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'attendre à ce que les responsables d'une soumission pusillanime rentrent subitement en eux-mêmes et, se laissant guider par la raison et toute l'expérience humaine, modifient dès lors leur ligne de conduite.»

Hitler ajoute : « Les vainqueurs sont souvent assez rusés pour confier (à des nationaux) la surveillance des esclaves ; et ces êtres sans caractère exercent la plupart du temps cet office aux dépens de leur propre peuple, avec une rigueur plus impitoyable que ne le ferait n'importe quelle brute étrangère placée par l'ennemi lui-même dans le pays vaincu. Le manque de caractère qui s'est manifesté une fois s'aggravera fatalement toujours et pèsera peu à peu, comme un funeste héritage, sur toutes les décisions ultérieures. »

Et qu'offre donc Hitler ? Il va nous le dire : « Je suis prêt à signer et à parapher tout ce qu'on voudra. Je ferai toutes les concessions pour rester libre de poursuivre ma politique. Je garantirai toutes les frontières. je conclurai tous les pactes de non-agression et les pactes d'amitié que l'on me demandera. Il serait enfantin de ma part de ne pas me servir de ces moyens, sous prétexte qu'un jour peut-être je devrai violer mes engagements les plus solennels. L'homme scrupuleux qui se croit obligé de consulter sa conscience avant de donner sa signature n'est qu'un nigaud ; qu'il se tienne à l'écart de la politique ! »

Est-ce là une « paix vivante pour le vainqueur, une paix génératrice de bien-être pour tous ? » Sans doute, Hitler veut refaire l'Europe à sa manière : « Ne souffrez jamais l'existence d'une autre grande puissance continentale ! Dans toute tentative d'organiser aux frontières de l'Allemagne une

deuxième puissance militaire, voyez une attaque contre l'Allemagne. L'Allemagne ne sera véritablement l'Allemagne que lorsqu'elle sera l'Europe. Tant que nous ne dominerons pas l'Europe, nous ne ferons que végéter. L'Allemagne, c'est l'Europe.» Ce que l'Allemagne prétendait obtenir de nous en 1914, elle le désire toujours : « Une indemnité de guerre, lit-on dans un document cité par M. Chevrillon (1), non pas seulement en barres d'or, mais de plus et surtout, en propriété foncière. Le drapeau national flottant sur les pays conquis, mais aussi la charrue du paysan allemand passant sur la glèbe. La France amputée de la région côtière, de la frontière belge à la Somme, l'arrière-pays passant aussi à l'Allemagne avec le bassin de Briey, Verdun, Belfort et les contreforts occidentaux des Vosges. Les grands et moyens propriétaires français devaient être dépossédés, la France ayant à les recueillir et à les indemniser. »

D'ailleurs le correspondant berlinois de la *Neue Zuericher Zeitung* écrivait le 17 juin 1940 : « La puissance militaire de la France sur le continent doit être une fois pour toutes détruite afin d'assurer, pour un lointain avenir, la puissance du Reich allemand au centre de l'Europe. L'ordre totalement nouveau auquel songe le vainqueur ne peut reposer que sur la conception d'une victoire totale. » Et, comme de juste, le partenaire surenchérit avec une courtoisie qui lui est propre ; voyons le *Tevere* : « Que ce pays de charognes brûle une fois pour toutes à la torture de la pire des défaites ! Qu'il reste à genoux pendant des siècles ! »

Que nous sommes donc oublieux ! « Moi, criait Hitler, je veux donner à mon peuple le coup de fouet qui le redressera et le rendra capable d'écraser la France. » Enfin, ne laissons pas croire que nous abandonnons la civilisation chrétienne,

(1) *La menace allemande.*

chère à M. Henry Bordeaux, mais bafouée par les penseurs allemands. Ne collaborons pas volontairement avec un peuple où des professeurs d'histoire peuvent écrire : « La civilisation ne peut s'élever que sur des montagnes de cadavres, sur des mers de larmes, sur des râles de mourants. » Nous n'avons rien de commun, Dieu merci, avec ce pasteur allemand qui ne craignait pas de blasphémer en paraphrasant ainsi le *Pater* : « Donne la mort quotidienne à l'ennemi, et décuple tous les jours son malheur ! Pardonne-nous chaque balle, chaque coup qui ne l'atteint pas ! Ne nous induis pas dans la tentation de modérer notre fureur ! »

*
* *

Ainsi, « faute de quelques milliers de chars, écrit Maurois, de quelques milliers d'avions, les deux plus grandes civilisations du monde moderne ont été, non pas définitivement, mais gravement mises en échec. Il aurait suffi d'une vigilance plus grande, d'un effort plus constant, d'une vision plus large, pour que tant de malheurs fussent évités. » Il ne faut pas fermer les yeux sur cette terrible crise morale que traverse la France : d'une part, un gouvernement et des chefs d'État-major qui n'ont rien fait pour armer le pays ; de l'autre, des adversaires politiques, comme ravis de cette carence, pour l'exploiter à leurs fins personnelles, pour prendre les leviers de commande à l'aide de la victoire de l'ennemi. Non, nous ne voulons pas fermer les yeux, nous nous refusons à tenir pour infaillible, par foi ou raison d'État, comme aux jours de l'Affaire Dreyfus, une hiérarchie qui se dit consacrée plus qu'une autre au service du pays, et l'on conçoit qu'avec Henry Bordeaux, « nous hésitions à garder cette admiration de l'uniforme que l'autre guerre avait imposée à toute la nation ». Libres à certains de déclarer que c'est l'Europe qui se déchire elle-même, qu'il n'y a pas de res-

ponsables dans le drame qui a accablé le continent, qu'il ne faut juger personne. Le conflit résulte de la volonté allemande et « s'il est vrai que, cherchant à sauver les petits peuples écrasés par le géant germanique, elle n'a réussi qu'à s'ajouter à la liste des nations martyres, la France a lieu de maudire ceux qui n'avaient pas su lui forger des armes, mais non pas de rougir d'avoir combattu pour la liberté de l'Europe. »

On l'a dit. « trop de publicistes ont vu dans la défaite de la France une insulte à un long passé de gloire et d'honneur, une sorte d'écroulement national, la preuve que la race avait démerité. D'autres, à des fins politiques, ont élargi le procès, et, à force d'incriminer le régime aboli, oublié que la responsabilité directe des échecs et des succès militaires incombe toujours pour une large part aux militaires eux-mêmes. »

Mais, en face des fautes techniques, on doit considérer les efforts de la France, ainsi que ses lourdes pertes au cours de la dernière lutte. L'étranger, avant de juger la France actuelle, sous prétexte qu'elle n'a pas eu un véritable chef, ne doit pas oublier des données qui sont d'hier. En 1914-1918, le pourcentage des soldats tués par rapport à la population s'éleva en France à 3, 5 pour cent ; en Allemagne, à 2, 9 ; en Angleterre, à 2, 2 ; en Italie, à 1, 7 ; en Autriche, à 0, 9 ; en Russie, à 0, 7.

Il faut aussi rappeler cette belle page de Charles de Gaulle : « En 1915, nous fournissions les deux tiers du corps interallié jeté sur Gallipoli. L'expédition des Balkans est entreprise à notre initiative. Il y aura, en septembre 1918, neuf divisions françaises engagées sur le Vardar. Anglais, Serbes Italiens, Grecs, s'y trouveront fort bien d'un commandement français. Depuis Caporetto jusqu'à la fin de la campagne, nous prêterons aux Italiens 40.000 hommes et une forte artillerie. Notre flotte aura, seule, pendant près d'un an,

tenu celle de l'Autriche bloquée dans l'Adriatique, tout en concourant largement aux tentatives de franchissement des Dardanelles. Plus tard, nos croiseurs, torpilleurs, chalutiers, mouilleurs de mines, obscurément répartis sur toutes les routes maritimes, enverront au fond plus du tiers des sous-marins coulés. Nous aurons contribué à couvrir par terre et par mer le canal de Suez, à arracher Jérusalem aux Turcs. C'est nous qui, de bout en bout, assurons l'armement des Belges. C'est nous qui, en 1915, recueillerons l'armée serbe, pour la fournir de tout jusqu'à la fin de la guerre. C'est nous qui pourvoyons les troupes vénizélistes. Si loin que soient les Roumains, c'est de nous qu'ils reçoivent conseillers et spécialistes. Aux Russes, en 1916, et en 1917, notre mission militaire fait parvenir par Arkhangelsk et par Kola munitions et matériel. Pour former leurs troupes, leurs cadres, leurs États-majors, les Américains emploient nos instructeurs ; leur artillerie ne tirera que des canons fabriqués par nous ; leurs aviateurs ne voleront que sur des appareils français. Au moment de l'armistice, commencent à s'engager, sur le front occidental, une armée polonaise et un corps tchécoslovaque que nous avons, de toutes pièces, armés et organisés.»

Il ne faut pas que l'opinion étrangère accable la France sous prétexte qu'une équipe politique la précipite vers des destinées qui ne correspondent pas à son génie instinctif, et que des gens pactisent avec les Allemands. « Un vieux pays comme le nôtre, dit Henry Bordeaux, est longtemps soutenu par la puissance occulte de ses morts, de ses bonnes femmes en prières, de ses laboureurs en sueur sur leur champ, de tout un passé de foi, de patience, d'effort, qui flotte sur notre terre comme cette brume dorée du soir avant la descente des ombres. » Une autre élite surgira pour remplacer celle qui fut défaillante, en essayant de s'approcher de la définition admirable qu'en a donnée le philosophe Ortega y Gasset : « L'homme d'élite n'est pas le prétentieux qui se

croit supérieur aux autres mais bien celui qui est plus exigeant pour lui que pour les autres.»

Un récit de Maurois met en valeur notre pensée : « Ma femme fut heureuse de quitter Bordeaux, où elle avait été écœurée par l'inconscience de ceux, trop nombreux, qui dégustaient des vins anciens et illustres sous les rocailles du Chapon Fin, tandis que la France agonisait. Dans la soirée du 17 juin, au pont international Hendaye-Irun, elle trouva des douaniers français qui pleuraient : « Mais, pourquoi, « madame, pourquoi est-ce qu'on a été battu?... On pouvait donc pas la continuer, cette guerre?... Est-ce qu'ils « nous laisseront au moins une petite France?... C'est-y vrai « qu'ils vont venir jusqu'ici? » Après les scènes qu'elle venait de voir à Bordeaux, le patriotisme de ces pauvres gens lui réchauffa le cœur. »

Hitler a bien vu que les « partis bourgeois se sont tous depuis longtemps résignés à voir leur patrie démolie et n'ont plus qu'un seul souci : prendre part eux-mêmes au festin des funérailles ; c'est seulement pour cela qu'ils combattent encore ». C'est à Rauschning qu'il a dit : « La France qui, autrefois, a eu ses Fouché et ses Talleyrand, n'est plus qu'une nation de boutiquiers timides et circonspects de juristes et de bureaucrates. Ces gens-là ne veulent plus courir de risques ni jouer gros jeu. » La France prouvera pourtant à Hitler que sur un point sa psychologie se montre en défaut, car l'Allemand n'a pensé qu'au petit groupe des ambitieux avec lesquels il traite. La masse française sent la patrie plus qu'elle ne la définit, mais seule, parce qu'elle n'a pas d'arrière-pensées politiques, elle peut comprendre cette belle tirade d'un personnage de Donnay : « La patrie, c'est des victoires glorieuses, des défaites héroïques, de beaux exemples de sacrifices et de vertus, c'est des cathédrales, des palais et des tombeaux, c'est des paysages que l'on a vus tout enfant et d'autres qui, plus tard, ont encadré

des heures de joie ou de tristesse, c'est des choses intimes, des souvenirs, des traditions, des coutumes, c'est un langage qui vous paraît le plus doux, c'est une vieille chanson, un vieux proverbe plein de bon sens, c'est une rose qui s'appelle la France, c'est une assiette peinte...»

Nous voulons conclure avec Hitler, dans l'espoir que « les meilleurs éléments de la masse se feront jour ». Le chancelier allemand a d'ailleurs discerné le devoir de la France : « Si j'étais Français et si, par conséquent, la grandeur de la France m'était aussi chère que m'est sacrée celle de l'Allemagne, je ne pourrais et ne voudrais agir autrement que ne le fait, en fin de compte, un Clémenceau. »

A l'univers scandalisé, offrons à méditer cette pensée de Gœthe : « Je n'ai aucune crainte pour les Français ; ils se sont élevés à une telle hauteur dans l'histoire du monde que leur esprit ne peut plus être asservi en aucune façon. »

Gaston WIER.

UN PHILOSOPHE ENTRE DEUX DÉFAITES.

TROISIÈME ET QUATRIÈME CONVERSIONS.

L'*Évolution créatrice* est au terme du chemin qui va de l'étude de l'esprit et de la matière en nous, à l'examen de la matière et de l'esprit en soi. Bergson se doit d'esquisser une cosmologie, et, à ce propos, d'envisager de front la grande idée du *devenir* — sur le plan idéaliste ou matérialiste — qu'en apparence il n'a point encore jugé. Il lui faut attaquer le monisme dans les grands systèmes qui l'expriment. Le philosophe, dont l'idéal de connaissance est l'absolu, va-t-il se refuser alors la connaissance de l'absolu véritable, de l'inconditionné total? On ne l'a pas assez remarqué, Bergson tient sa promesse de nous faire pénétrer « jusqu'aux plus obscures régions de la métaphysique » (1), et bien qu'il se refuse à « énoncer une conclusion qui dépasse de quoi que ce soit les considérations empiriques sur lesquelles elle se fonde » (2) il semble que tel n'est point le cas pour lui de l'existence de Dieu et de son mode d'action.

Ces pensées s'élaborent durant la période de dix ans

(1) *Évolution créatrice*, p. 201. — Pour toutes les notes se rapportant à l'*Évolution créatrice* nous nous contenterons d'indiquer la page.

(2) Lettre au P. de Tonquédec (*Études*, 20 février 1912) in J. CHEVALIER, *Bergson*, p. 194.

qui sépare l'*Évolution créatrice* de *Matière et Mémoire*, et comme à la suite de ce livre il est nommé maître de conférences à l'École Normale Supérieure, puis, en 1901, date du *Rire*, professeur au Collège de France, il lui est loisible de les mûrir en abordant certaines parties dans ses cours.

Dès 1894, le problème de la mémoire l'amène à se poser le problème de la vie, qu'il expose déjà en ces termes en 1901 : « Je ne puis envisager l'évolution générale et le progrès de la vie dans l'ensemble du monde organisé, la coordination et la subordination des fonctions vitales les unes aux autres chez un même être vivant, les relations que la psychologie et la physiologie combinées semblent devoir établir entre l'activité cérébrale et la pensée chez l'homme, sans arriver à cette conclusion que la vie est un immense effort tenté par la pensée pour obtenir de la matière quelque chose que la matière ne voudrait pas lui donner. La matière est inerte, elle est le siège de la nécessité, elle procède mécaniquement. Il semble que la pensée cherche à profiter de cette aptitude mécanique de la matière, à l'utiliser pour des *actions*, à convertir ainsi en mouvements contingents dans l'espace et en imprévisibles mouvements dans le temps tout ce qu'elle porte en elle d'énergie créatrice, — du moins tout ce que cette énergie a de *jouable* et d'*extériorisable* (1). »

Telle est l'intuition de Bergson. Elle consiste, selon la méthode, à transposer dans l'univers ce qui est vrai de l'homme. Les vérités des *Données immédiates* et de *Matière et Mémoire* se retrouveront donc, avant d'être poussées dans la prolongation de leur mouvement ; il s'en dégagera alors une représentation de la vie et du monde, de Dieu même, qui n'y étaient pas nécessairement contenues, qui s'y trouvaient parmi d'autres possibles et qui, inventées

(1) *Bulletin de la Société française de Philosophie*, 2 mai 1901, p. 55.

de façon contingente, marquent une innovation, un accroissement, une hétérogénéité qualitative, bref, témoignent d'une nouvelle conversion.

*
* *

La durée irréversible, continue, qualitative, imprévisible, créatrice caractérise toute réalité vivante et non plus l'homme seul. Voilà ce que Bergson veut démontrer afin de substituer « au faux évolutionnisme de Spencer... un évolutionnisme vrai, où la réalité serait suivie dans sa génération et sa croissance » (1).

Pour cela, il est nécessaire d'accompagner la théorie de la vie d'une théorie de la connaissance, sous peine de se laisser prendre aux prestiges de l'intelligence. Pour lui assigner une fois pour toutes des limites, il est indispensable d'en retracer la genèse.

Tout ce qui est mouvement dure et la matière elle-même dure car « la succession est un fait incontestable même dans le monde matériel » (2). Tout entier, « l'univers dure » (3).

Dès lors, l'idée d'évolution s'impose. D'ailleurs, l'anatomie comparée nous révèle des relations parentales entre les organismes, d'ordre logique au moins, que les découvertes de la paléontologie viennent sans cesse confirmer ; et l'embryologie ne nous montre-t-elle pas tous les jours que « les formes les plus hautes de la vie sortent d'une forme très élémentaire » (4) ? Si même la doctrine des créations séparées venait, par extraordinaire, à être démontrée, l'essentiel de l'évolutionnisme n'en demeurerait pas moins, puisqu'on pourrait soutenir encore que « là où il y a un rapport pour ainsi dire *logique* entre les formes, il y a aussi un rapport de succession *chronologique* entre les

(1) p. VI-VII. — (2) p. 10. — (3) p. 11. — (4) p. 25.

espèces où ces formes se matérialisent» (1). *Devenir, évolution* ne sont pas termes vides, ils représentent la réalité concrète, le flux irréversible de la durée. C'est ce que méconnaissent également les partisans des philosophies mécanistes et finalistes. Mécanisme et finalisme supposent que *tout est donné* c'est-à-dire qu'il n'est pas d'évolution véritable, imprévisible donc, pas de durée créatrice, mais seulement un temps homogène dépliant dans l'espace. L'intelligence confond perpétuellement les *systèmes artificiels*, immobiles et intemporels, qu'elle isole, avec le tout de l'univers, ou bien encore, avec les *systèmes naturels*, les systèmes qui durent, avec les êtres vivants». « Le mécanisme radical implique une métaphysique où la totalité du réel est posée en bloc dans l'éternité, et où la durée apparente des choses exprime simplement l'infirmité d'un esprit qui ne peut pas tout connaître à la fois (2). » Il en est de même du finalisme radical pour qui les êtres et les choses réalisent un programme tracé de toute éternité. Dans les deux cas, le temps n'a aucune efficace, « et du moment qu'il ne fait rien, ajoute Bergson, il n'est rien ». Pourtant, alors que le moindre fait spontané suffirait à ruiner le mécanisme, l'hypothèse finaliste, souple, peut recevoir des interprétations variées : elle cadrera même avec la durée.

Pour l'intelligence l'univers est un. Elle croit fermement qu'il n'existe qu'une seule expérience possible, la sienne. Elle tend invinciblement au monisme, elle conçoit tout naturellement l'univers comme un grand système continu où se présentent seulement des différences de degrés, non de nature. Involontairement, elle s'imagine que l'évolution s'est faite le long d'une seule ligne, et qu'en cours de route rien n'a pu s'ajouter aux éléments et aux lois données dès le début.

Mais évolution pour Bergson signifie exactement le

(1) p. 27. — (2) p. 42.

contraire : qu'il y a plusieurs expériences, beaucoup de voies, que quelque chose s'ajoute sans cesse en chemin, que la durée grossit et s'enfle à mesure qu'elle avance, que de tous côtés jaillissent des hétérogénéités qualitatives, irréductibles entre elles, incommensurables à ce qui précède, imprévisibles. *Évolution peut signifier seulement évolution créatrice.*

Pour le démontrer, il n'est d'ailleurs que de se reporter à l'univers pour examiner sur les faits si les différentes théories monistes ont bâti des ponts vraiment solides entre les réalités qui paraissent de nature différente. Il s'agit d'entreprendre un travail de dichotomie à l'intérieur des unités artificielles que l'intelligence voudrait imposer au monde. Déjà nous avons distingué l'intelligence de l'intuition, et séparé la matière de l'espace que Descartes et à sa suite toute la science avaient assimilés.

Mais la plus urgente dualité à rétablir est celle qui oppose la matière et la vie. Pour cela, dit le philosophe, « il ne faut pas parler de *la vie en général* comme d'une abstraction... À un certain moment, en certains points de l'espace, un courant bien visible a pris naissance... » (1), courant de vie « qui va de germe à germe par l'intermédiaire d'un organisme développé ». Le savant qui pense la vie avec la matière ne se rend pas compte qu'il reconstitue seulement, dans ses analyses physiques ou chimiques, ce que la vie répète, c'est-à-dire ce qui précisément en elle est hors du temps, ce qui est mort. Car la vie, certes, utilise la matière, c'est par elle qu'elle s'exprime en une forme et rien n'empêche qu'on analyse ou imite cette matière. « Nous ne contestons pas, affirme Bergson, l'identité fondamentale de la matière brute et de la matière-organisée » (2). Ce n'est pas de la *matière organisée* qu'il s'agit, mais du fait qu'elle soit organisée, de l'organisation et du principe organisateur. « L'unique

(1) p. 28-29. — (2) p. 33.

question est de savoir, ajoute-t-il, si les systèmes naturels que nous appelons des êtres vivants doivent être assimilés aux systèmes artificiels que la science découpe dans la matière brute» (1). L'intelligence sépare à bon droit des systèmes artificiels, parce que la matière y tend, qu'elle se laisse faire et parce qu'il y a un *donné*, qu'elle étudie. Mais la vie, n'est pas *donnée*, il faut qu'elle s'invente, elle n'est pas l'*explication*, nécessairement postérieure, d'une réalité, mais la création de cette réalité. Il n'est rien de donné pour elle, pas de modèle ou d'archétype qu'elle imite en laboratoire. Tout ce qui a été, tout ce qui sera, tout ce qui est, la vie l'aura créé, en utilisant certes la matière, mais, en un sens, en tant que forme nouvelle, de rien que de son propre mouvement.

C'est tout cela que le monisme conteste, qui prétend expliquer la forme par la matière.

Au nom de quel critérium juger? La question est à peu près insoluble, lorsqu'on s'obstine à comparer la fonction à l'organe, comme font mécanisme et finalité. « Car organe et fonction sont deux termes hétérogènes entre eux, qui se conditionnent si bien l'un l'autre qu'il est impossible de dire *a priori* si, dans l'énoncé de leur rapport, il vaut mieux commencer par le premier, comme le veut le mécanisme, ou par le second, comme l'exigerait la thèse de la finalité» (2). Il est indispensable, pour faire opter les faits, de comparer entre elles deux fonctions analogues.

Or « l'évolution s'est faite par l'intermédiaire de millions d'individus sur des lignes divergentes, dont chacune aboutissait elle-même à un carrefour d'où rayonnaient de nouvelles voies, et ainsi de suite indéfiniment (3).» Si l'hypothèse mécaniste était vraie, il faudrait une accumulation véritablement extraordinaire de hasards pour que sur des voies divergentes l'évolution

(1) p. 33. — (2) p. 67. — (3) p. 58.

aboutit à des organes semblables. Car un organe est déjà un tout infiniment complexe, il suppose déjà une effarante accumulation de hasards tous heureux. Quelle chance ya-t-il pour qu'un organe semblable ait été réussi sur une autre voie d'une autre façon, par une addition toute différente de rencontres heureuses? Qu'un âne plongeant sa queue dans des seaux de peinture, pour, ensuite, en balayer une toile, dessine un œil dans tous ses détails et ses couleurs exactes, ce serait déjà bien extraordinaire. Mais que deux ânes, ou plus, dessinent des yeux semblables, voilà certes, qui est impossible. C'est pourtant ce que le mécanisme nous demande de croire. Par contre, « si les causes qui travaillent le long de ses divers chemins sont de nature psychologique, elles doivent conserver quelque chose de commun en dépit de la divergence de leurs effets... Et cet élément commun pourra se rendre sensible aux yeux par la présence d'organes identiques dans des organismes très différents» (1). La force de la preuve sera, d'ailleurs, d'autant plus grande que les deux séries s'écartent davantage.

Or, on trouve sans peine aucune des exemples frappants. Ainsi l'œil du Peigne, un Mollusque, présente tous les caractères de l'œil humain : rétine, cornée, cristallin à structure cellulaire, et même l'inversion des éléments rétinien, qui est si rare. Mais Mollusques et Vertébrés se sont séparés de leur tronc commun bien avant l'apparition d'un œil aussi complexe que celui du Peigne. D'où vient alors l'analogie de structure?

Deux grandes hypothèses mécanistes prétendent expliquer les formes par une *adaptation* automatique; mais l'une attribue au milieu une influence toute négative, l'autre, une efficace positive. Pour Darwin, l'adaptation s'opère par l'élimination des inadaptés : idée simple et claire. Pour Eimer, les conditions extérieures causent

(1) p. 58.

directement la transformation des organismes dans un sens défini, par les modifications physico-chimiques qu'elles opèrent : l'idée d'adaptation est ici équivoque.

La première hypothèse se subdivise, d'ailleurs, en deux : Darwin suppose les variations insensibles, alors que les expériences de Hugo de Vries révèlent des mutations brusques. Darwin a très bien compris que les variations doivent être très légères, car les changements étant accidentels, chaque nouvel apport, si même il répond correctement à la modification du milieu, aura par contre toute chance de rompre les miracles d'équilibres superposés que suppose déjà la structure antérieure de l'organe. Seulement, si la différence, étant très légère ne gêne pas la fonction, elle ne la favorise pas non plus, car elle n'a de sens que comme élément d'un tout futur. Alors, pourquoi ce premier élément se conserve-t-il puisque, même s'il ne gêne pas l'organe, il ne lui est encore d'aucune utilité ? Comment admettre qu'il attende, ce visiteur inutile, qu'il ne soit pas éliminé par sélection ? L'hypothèse des variations brusques l'expliquerait, car la variation est utile immédiatement, mais on ne comprend plus comment elle s'accorde avec l'organe sur lequel elle se greffe, comment toutes les parties de l'appareil visuel, en se modifiant soudain, restent pourtant coordonnées et continuent d'exercer leur fonction ? Objection qu'a précisément voulu éviter Darwin. On répondrait, certes, qu'une foule de mutations brusques non coordonnées se sont produites et que seule *la* mutation heureuse a subsisté ; encore faut-il qu'elle se soit produite, plusieurs fois de suite, chez le même animal, dans la même direction, afin que chaque mutation prolonge l'autre. Comment supposer alors, que par pur hasard, les mêmes variations brusques se soient accumulées dans le même ordre, sur deux lignes d'évolution totalement indépendantes ? On invoquera, il est vrai, un grand mot, celui de « corrélation ». Mais ce n'est qu'un mot, et l'explication, toute verbale. Elle consiste, à vrai dire, à le

prendre en deux sens différents et à sauter indéfiniment de l'un à l'autre. Que les chats blancs à yeux bleus soient souvent sourds ou que les chiens sans poils aient une dentition imparfaite, les variations sont corrélatives, en ce sens qu'elles sont *solidaires*, les deux effets étant dus au même manque, à la même déficience. Mais les changements de l'œil sont *complémentaires* et non point solidaires, et cette complémentarité ne s'explique pas par une même cause, puisque les modifications du milieu extérieur n'appellent, par définition, qu'une seule réponse, et non pas tous ces changements coordonnés. Or le biologiste « invoque le principe de corrélation dans les explications de détail pour rendre compte des variations complémentaires, et parle ensuite de corrélation en général, comme si elle n'était qu'un ensemble quelconque de variations, provoqué par une variation quelconque du germe » (1). Bref, note ironiquement Bergson, si dans l'hypothèse de Darwin il faut faire appel au bon génie de l'espèce future pour expliquer la *continuité de direction*, l'hypothèse des variations brusques fait encore appel aux bons offices du génie pour obtenir la *convergence* des changements.

La théorie d'Eimer semble obvier facilement à ces difficultés : la lumière étant un fait extérieur qui agit également sur les Mollusques et sur les Vertébrés, leurs yeux ont même structure, par adaptation. Mais, là encore, nous sommes en présence d'une explication toute verbale, où le mot est pris en deux sens différents, dont chacun fournit un alibi au savant, au moment où il va être pris sur le fait du paralogisme. Il y a loin de l'adaptation de différents liquides à un même vase, où la forme préexiste, à l'adaptation de l'œil à la lumière, où aucune forme n'est donnée, puisqu'il s'agit au contraire de la créer. L'œil ne ressemble en rien à la lumière, l'adapta-

(1) p. 74.

tion ici, loin d'être automatique, suppose donc un effort de réplique, de riposte à l'attaque du réel. Voilà la finalité réintroduite dans le mécanisme ! D'une façon plus précise, on pourrait distinguer trois sortes de causes : par *impulsion* (choc de deux billes), par *déclanchement* (étincelle-explosion de la poudre) et par *déroulement* (disque qui déroule une symphonie). L'œil n'a pas plus de rapport avec la lumière que la symphonie n'en a avec la matière du disque ou son mouvement. Eimer voudrait faire coïncider les deux sens du mot adaptation et faire passer le troisième pour le premier. Mais, pour cela même, il doit supposer, au moins, que « la physico-chimie de l'organisme est telle que l'influence de la lumière lui ait fait construire une série progressive d'appareils visuels, tous extrêmement complexes, tous pourtant capables de voir et voyant de mieux en mieux. Que dirait de plus, pour caractériser cette physico-chimie toute spéciale, le partisan le plus résolu de la doctrine de la finalité? » (1). Comment expliquer, d'ailleurs, que le même organe se soit constitué, alors que l'œuf d'un mollusque a une toute autre composition chimique que celui d'un Vertébré? Et que dirait Eimer des cas d'« hétéroplastie? » La rétine est constituée chez le Mollusque par l'ectoderme directement, mais chez les Vertébrés elle est produite par une expansion qu'émet l'ébauche du cerveau chez l'embryon. Bien plus, si l'on extirpe le cristallin d'un Triton, on assiste à sa régénération par l'iris, alors que le cristallin originaire était formé par l'ectoderme ; enfin, chez la Salamandra Maculata, c'est la partie supérieure de l'iris qui régénère le cristallin la première fois, mais la seconde, et cette partie de l'iris enlevée elle aussi, c'est la couche intérieure de la région restante qui ébauche le travail.

(1) p. 81.

Ainsi le monisme matérialiste ne sait imaginer d'hypothèse qui ne contienne de contradiction interne, il attribue toujours à la matière « la mystérieuse puissance de monter des machines très compliquées pour tirer parti de l'excitation simple dont il subit l'influence » (1). Pour expliquer la forme, il faut bien qu'il se la donne d'une façon ou d'une autre, et comme il ne le fait pas ouvertement, à la façon du finalisme, il se la donne en attribuant à la matière la capacité de la créer, tout en niant expressément, d'ailleurs, cette hypothèse. L'ontologie est celle même dénoncée dans *Matière et Mémoire*. Seuls les néo-lamarckiens, qui admettent franchement un effort de l'être vivant pour s'adapter, et même avec Cope un effort d'ordre psychologique, pourraient rendre compte de cette identité d'organes, obtenus de diverses façons sur des lignes divergentes de l'évolution. Mais leur explication reste bien insuffisante car, si un effort peut développer un organe, on n'en a jamais vu qui soit par là transformé, encore moins créé. L'hypothèse implique aussi que les caractères acquis se transmettent. Or, le moins qu'on puisse dire, c'est que la transmission des caractères acquis est l'exception, non la règle (2). Ce n'est d'ailleurs pas le caractère qui se transmet, mais plutôt l'écart, la tendance à s'écarter n'importe comment. Va-t-on attendre de ces faits précaires l'explication d'un organe aussi complexe que l'œil et fonder sur des exceptions l'avenir de l'espèce? Si l'effort qui est cause de l'évolution est bien d'ordre psychologique, ce ne saurait être un effort individuel, qui n'a ni l'étendue, ni la constance, ni surtout l'efficace qu'il faut supposer pour rendre compte de la continuité de réussite et des correspondances étonnantes de l'évolution.

Bref, le monisme échoue et son échec rétablit la dualité de la matière et de la forme : la matière organisée

(1) p. 78. — (2) p. 91.

s'explique chimiquement, mais n'explique pas la forme d'organisation qu'elle possède.

Cette dualité, d'ailleurs, saute aux yeux, pour qui n'est pas aveuglé par la passion d'identité de l'intelligence.

La matière retombe, la vie s'élève. La pesanteur entraîne tous les corps vers le bas. La chute perpétuelle est la loi de ce qui est mort. Mais la vie désobéit à cette loi : la plante monte, les animaux se tiennent debout. Mais que la plante se dessèche un peu, et déjà elle s'affaisse. La fatigue, la maladie, nous font aussitôt sentir le poids de notre matérialité, que nous avons moins de vie pour élever. Quoi de plus révélateur, et de moins aperçu que la chute brusque de l'être vivant frappé à mort d'une balle. Serait-ce la matière elle-même qui saurait s'aider à vaincre sa propre loi ? Si l'on refuse de se laisser convaincre par ces images, parce qu'elles sont trop frappantes, qu'on songe à la loi de dégradation de l'énergie, dont la signification métaphysique est singulièrement troublante.

L'énergie de la matière se dégrade sans cesse, elle descend une pente qu'il lui est interdit de remonter ; chaque transformation qui se passe dans le monde, si minime soit-elle, rapproche un peu plus l'univers de l'état d'immobilité absolue, qui est l'essence véritable de la matière. Car si la matière est douée de mouvement, ne fût-ce que de descente, et, en conséquence, de durée, — encore que cette durée soit inefficace, une durée pour rire, — ce n'est pas la matière qui pourrait l'expliquer. La matière peut tout au plus recevoir et transmettre du mouvement, non en créer. Elle est capable seulement de *dépenser* l'énergie dont elle est douée. D'où vient, alors, cette énergie initiale ? comment la matière a-t-elle d'abord été hissée, projetée en l'air, pour pouvoir retomber ? D'où tient-elle ce trésor qu'elle a charge de dilapider jusqu'à ruine complète ? L'opposition des deux mouvements se joue, d'ailleurs, perpétuellement dans la vie opaque des corps : « un des plus remarquables natu-

ralistes de notre temps, rapporte Bergson, a insisté sur l'opposition des deux ordres de phénomènes que l'on constate dans les tissus vivants. *anagenèse* d'un côté, *catagenèse* de l'autre. Le rôle des énergies anagénétiques est d'élever les énergies inférieures à leur propre niveau. Au contraire, le fonctionnement de la vie (à l'exception toutefois de l'assimilation, de la croissance et de la reproduction), est d'ordre catagénétique, descente d'énergie et non plus montée. C'est sur ces faits d'ordre catagénétique seulement que la physico-chimie aurait prise, c'est-à-dire, en somme, sur du mort et non plus sur du vivant» (1).

Si nous avons insisté sur l'opposition de la matière et de la vie, c'est parce qu'elle étend au plan cosmologique les conclusions de *Matière et Mémoire*, mais surtout, pour donner une idée de la rigueur et de la précision des preuves tirées d'un patient travail de dépouillement des œuvres des principaux naturalistes. Cet exemple nous dispensera, d'ailleurs, d'insister sur les démonstrations des autres hétérogénéités qualitatives que Bergson rétablit.

Successivement, au lieu des différences de degré que les monismes voudraient partout introduire, on voit des divergences d'orientation et de sens surgir entre la plante et l'animal, le réflexe et l'instinct, le réflexe et l'intelligence, l'instinct et l'intelligence, l'intelligence animale et humaine.

Il est difficile de donner une définition absolument nette de la plante ou de l'animal, mais l'important est d'observer les tendances qui dominant et se développent pour établir *le sens* de l'évolution. Or les végétaux se caractérisent par le pouvoir de créer de la matière organique aux dépens d'éléments minéraux qu'ils tirent directement de l'atmosphère, de la terre et de l'eau.

(1) p. 37.

D'où l'immobilité de la plante, apte à se nourrir sur place et caractère plus essentiel encore : l'inconscience. Car la conscience naît avec le mouvement et la nécessité du choix « l'organisme le plus humble est conscient, dit Bergson, dans la mesure où il se meut librement ». Les animaux, contraints de rechercher leur nourriture dans les végétaux, se meuvent ; aussi sont-ils conscients dans la mesure même de leur mobilité. Darwin a pourtant voulu jeter un pont entre les deux règnes : dans un beau livre il étudie les mouvements des plantes. On pourrait ajouter qu'il existe des végétaux qui se nourrissent de matières organiques, tels les champignons, et, inversement, des cas de parasitisme et de torpeur dans le monde animal. Pourtant loin de marquer des étapes de transition, ces cas indiquent plutôt la divergence de direction des deux séries : les champignons sont les avortons du monde végétal, la mobilité, chez la plante, toujours exceptionnelle : on ne l'observe à l'état normal que chez des organismes unicellulaires, tels les zoospores des algues. Ainsi, pour trouver le mouvement et la conscience « il faut *descendre* aussi bas que possible dans l'échelle des plantes », alors que « pour trouver les meilleurs spécimens de la conscience chez l'animal, il faut *monter* jusqu'aux représentants les plus élevés de la série » (1). Ce qui correspond en réalité au système nerveux chez la plante, c'est la sensibilité chlorophyllienne, et la production de l'amidon, non les mouvements. Pour obtenir une vérité approximative rappelons-nous que l'énergie de la matière descend et qu'elle provient presque tout entière du Soleil. Il fallait donc, d'une part accumuler l'énergie solaire sous forme très condensée, explosive même, et tel a été le rôle des végétaux, d'autre part des moteurs à explosion qui canalisent cette énergie sur des voies diverses, les animaux. Ce n'est d'ailleurs pas là signe d'une

(1) p. 122.

convergence d'efforts, mais d'une *dissociation* des tendances impliquées dans l'élan originel de la vie, « deux façons différentes de comprendre le travail ou, si l'on aime mieux, la paresse » (1).

A l'intérieur du règne animal il est aisé de déceler les différences de nature qui séparent le réflexe, l'instinct et l'intelligence, d'où l'occasion de suivre la genèse de l'intelligence et de lui assigner définitivement sa place.

Le réflexe est pur présent, il n'a donc rien à voir avec l'intelligence qui implique mémoire. S'il y a confusion, si l'on croit noter des différences de degré, c'est que le réflexe s'accompagne toujours d'intelligence. Tel est aussi le cas de l'instinct. Seulement, pense Bergson, « ils ne s'accompagnent que parce qu'ils se complètent, et ils ne se complètent que parce qu'ils sont différents, ce qu'il y a d'instinctif dans l'instinct étant de sens opposé à ce qu'il y a d'intelligent dans l'intelligence » (2). Aussi, pour mieux les différencier, opposera-t-on les cas extrêmes — instinct chez les arthropodes et intelligence chez l'homme, — en les poussant même vers leurs limites idéales.

L'intelligence est essentiellement la faculté de fabriquer des outils. L'instinct n'a pas besoin d'outils, parce qu'ils font corps avec l'animal. L'avantage de l'instinct est qu'il peut s'exercer immédiatement et de façon parfaite, car l'outil a été porté au creux de la même vague de vie que son objet. Il connaît aveuglément ses secrets, comme Montaigne connaissait La Boétie, avec cette différence qu'il est inconscient, sa connaissance étant *jouée* plutôt que pensée et s'épuisant dans la perfection même de son adaptation. Le sphex ou le Sitaris ne pourraient donner d'autre explication de l'aveugle prophétie de leurs actes, qu'en répétant : parce que c'est lui,

(1) p. 124. — (2) p. 148.

parce que c'est moi. L'essence de l'instinct est dans la *sympathie*. Il est sûr de toute la puissance de la vie qui le porte, il est infailible et s'il arrive qu'il se trompe c'est que, par excès de précision, il s'adapte difficilement aux circonstances nouvelles. Pareil à une argile poreuse, il est tout pénétré d'une connaissance dont la compréhension est à la fois illimitée et simple, mais dont l'extension se réduit à un seul cas.

La fonction essentielle de l'intelligence est au contraire « de démêler dans des circonstances quelconques le moyen de se tirer d'affaire » (1). Elle n'a que faire de la profonde mais aveugle connaissance de l'instinct. Cette amitié l'attacherait à jamais à l'objet singulier qu'elle n'aurait plus le courage de quitter. Elle veut une connaissance qui porte sur tous les cas, elle est éprise de liberté, elle est volage, elle aspire à dominer la matière et sait qu'elle obtiendra la maîtrise, pourvu qu'elle ait le temps de fabriquer l'instrument voulu. L'instrument n'est pas parfait ? Certes ; mais c'est précisément pour cela qu'il s'applique à tous les cas. L'intelligence ne pénètre pas à l'intérieur de l'objet, elle n'en saisit pas la compréhension singulière. Aussi n'y demeure-t-elle pas attachée et donc, en un sens, asservie. Elle recherche partout ce qui se répète, ce qui est identique, parce que c'est ce qui se prévoit.

La science d'Aristote conçoit l'univers comme un développement unilinéaire, mais pourtant avec des discontinuités génériques, car le concept, qualitatif, ne permet pas de ramener tout à l'identité. Le progrès décisif est intervenu lorsque l'intelligence se détacha des choses, pour ne s'occuper que de leurs relations, des « proportions générales », comme dit Descartes. La qualité est dès lors abolie pour la quantité. On conçoit l'univers idéal sur le modèle d'un système de géométrie. Progrès qu'a entrevu Platon, lorsque dans sa vieillesse il remplaça la

(1) p. 163.

dichotomie des concepts par les « nombres idéaux », *mathesis universalis* de Descartes.

L'intelligence, dit Bergson, « portera essentiellement sur les relations entre la situation donnée et les moyens de l'utiliser. Ce qu'elle aura d'innée, c'est la tendance à établir des rapports et cette tendance implique la connaissance naturelle de certaines relations très générales... » (1). Aucune connaissance particulière n'est innée dans la raison. L'intelligence ne connaît *a priori* aucune chose. En ce sens toutes les connaissances lui viennent du dehors, comme le prétendent les empiristes. Mais le *nisi intellectus* de Leibniz, Bergson l'interprète, comme Kant, la faculté de saisir des rapports, l'aptitude à concevoir la *forme*, sans se préoccuper de la matière. L'intelligence reprend ainsi sur l'instinct « un incalculable avantage. Une forme, justement parce qu'elle est vide, peut être remplie tour à tour, à volonté, par un nombre indéfini de choses... » (2). Tous les défauts de l'intelligence, son extériorité, sa postériorité, son amour de l'identité, des rapports, de l'universel, présentent seulement le revers de sa qualité essentielle : l'adaptation parfaite à la matière. Ces erreurs ne sont des erreurs, que pour ce qui a trait au monde du vivant. Mais la connaissance qu'a l'intelligence de la matière est aussi parfaite que celle que l'instinct possède de la vie : elle est absolue, soutient Bergson, bien que limitée, et non point relative, comme l'affirme, avec une modestie vraiment exagérée, le savant. Poussée par un obscur besoin de liberté, l'intelligence l'a cherchée dans la domination de la matière. Elle a dû, pour ainsi dire, battre la matière à son propre jeu. Se coller à elle, essayer d'en recevoir l'empreinte, suivre son mouvement. Pour vaincre, il a fallu d'abord obéir aveuglément, acquérir, par sa docilité, les bonnes grâces de la matière, entrer dans son intimité, voler le

(1) p. 163. — (2) p. 164.

secret de son but, apprendre où elle compte aller, pour y être avant elle, la gagner de vitesse, se lancer plus loin encore dans la même direction ! On l'aura conquise parce qu'on sera au delà d'elle et dans le même sens. On l'aura prévenue, on pourra prévoir. D'en haut, on apercevra son passé, son présent, son avenir étalés, on aura la Science, on sera comme des Dieux. Mais on ne sera des dieux, qu'à force d'être esclaves. On sera des dieux de la matière, des dieux que la matière adorerait, si elle prenait un instant conscience, mais que le vivant refuse de reconnaître. Tout le mal, toutes les erreurs de la théorie de la connaissance, comme de la philosophie en général, viennent de l'orgueil inspiré par son triomphe à l'intelligence : de là ses ambitions de conquêtes illimitées, le désir passionné d'obtenir l'asservissement de la vie. Elle l'obtiendrait peut-être, d'ailleurs, si elle employait la méthode qui lui a si bien réussi pour la matière, si pour dominer elle se faisait d'abord esclave, si elle tentait de suivre docilement le mouvement de la vie pour lui voler à son tour son secret. Seulement elle ne le fait pas et, trop orgueilleuse pour s'abaisser, prétend imposer ses lois, c'est-à-dire les lois de la matière. Mais la vie refuse de se soumettre vivante, et l'intelligence ne la conquiert que morte. Et pourtant, en un autre sens, l'intelligence apparaît comme le plus grand instrument de libération de la vie. Car son activité fabricante réagit sur elle-même et cette réaction est bien plus importante que l'outil ou la machine par elle fabriqués. Tout nouvel outil, « pour chaque besoin qu'il satisfait crée un besoin nouveau, et, ainsi, au lieu de fermer, comme l'instinct, le cercle d'action où l'animal va se mouvoir automatiquement, il ouvre à cette activité un champ indéfini où il la pousse de plus en plus loin et la fait de plus en plus libre » (1). On dirait que le but essentiel de l'intelligence

(1) p. 153.

c'est moins de créer des outils, que de *laisser passer quelque chose* que la matière arrête et que l'instinct comprime (1). Toute son adresse en ce sens, consiste à fabriquer des mécanismes pour les opposer aux mécanismes de la nature et nous donner ainsi le temps du choix. L'intelligence introduit ainsi de plus en plus d'indétermination dans la vie, et son mécanisme est la condition de cette tâche; seulement, ce qui n'était que moyen tend à devenir fin et, après avoir libéré la vie en se mécanisant, l'intelligence voudrait mécaniser la vie.

Bref, intelligence et instinct sont de natures différentes, et même opposées. Loin d'être placée sur la même ligne d'évolution, ce sont deux solutions divergentes trouvées par la vie pour résoudre le même problème. Au début, suppose Bergson, « la nature a dû hésiter entre deux modes d'activité psychique, l'un assuré d'un succès immédiat, mais limité dans ses effets, l'autre aléatoire, mais dont les conquêtes, s'il arrivait à l'indépendance, pouvaient s'étendre indéfiniment. Le plus grand succès fut d'ailleurs remporté du côté du plus gros risque » (2).

On ne confondra plus instinct avec réflexe, mais, à l'intérieur de l'intelligence, il faut encore séparer l'intelligence animale de l'humaine. Les animaux sont à la *recherche* de l'intelligence plutôt qu'ils ne la possèdent. Le cerveau de l'animal sait bien monter des mécanismes, mais chez lui ils « n'ont d'autre objet et d'autre effet que d'accomplir les mouvements dessinés par l'habitude » (3). Le cerveau humain, lui, oppose le mécanisme au mécanisme et par là nous libère : tel est surtout le rôle du langage. Le cerveau de l'animal est dans un cercle fermé; tous ses efforts n'arrivent qu'à allonger un peu la chaîne qui le lie. L'homme rompt le cercle, brise la chaîne. Différence du limité à l'illimité, du fermé à l'ouvert, hétérogénéité qualitative et non de degré.

(1) p. 199. — (2) p. 155. — (3) p. 199.

Voilà les dualités séparées. Elles indiquent du doigt les erreurs des philosophies de la nature échafaudées par l'intelligence, elles expliquent le pourquoi de ces illusions.

L'évolution de la vie s'est faite en des mouvements divergents. L'intelligence se trouve seulement sur l'un des mouvements. On ne saurait trop insister sur l'importance de ces faits : il apparaît qu'il n'y a pas qu'une expérience, mais plusieurs et que ces expériences se déroulent en des mondes, s'expriment en des langages, se saisissent par des méthodes de connaissance qui n'ont rien de commun avec l'univers et le langage et les méthodes de l'intelligence. Ils sont irréductibles à ses cadres. Toute la philosophie l'a méconnu, pourtant, faute d'avoir suivi l'intelligence dans sa genèse. Il est des choses que l'intelligence, telle qu'elle s'est constituée ne saurait connaître. Tout effort pour les expliquer d'après ses connaissances, consiste à les traduire en langage de la matière, à les transformer complètement. L'intelligence n'est qu'une partie de l'évolution, elle ne saurait s'égaliser au tout. Ses prétentions auraient été légitimes si l'évolution s'était faite le long d'une seule ligne, si elle était au sommet. Elle aurait eu le droit de supposer, alors, qu'elle englobe en compréhension tout ce qui est au-dessous d'elle. Mais l'instinct n'est pas au-dessous d'elle, il est *ailleurs*, la plante n'est pas sous l'instinct, elle est ailleurs encore, le réflexe est sur une ligne tout à fait divergente et la matière n'est pas en bas, elle est sur un mouvement, qui n'a rien à voir avec les précédents. Il faut que l'intelligence s'entraîne à concevoir la pluralité des univers, la pluralité de leurs mouvements, de leurs directions, de leurs langages et des connaissances qui s'adaptent à eux. Lorsqu'elle traduit ces manifestations divergentes dans son langage, elle les transpose sur le plan de la matière, comme ferait un aveugle, sourd et muet, qui voudrait transposer l'univers en sensations tactiles. ou des êtres plats, qui s'essaieraient à concevoir des mondes à trois ou quatre profondeurs. « L'erreur capitale. celle qui, se transmettant

depuis Aristote, a vicié la plupart des philosophies de la nature, est de voir dans la vie végétative, dans la vie instinctive et dans la vie raisonnable trois degrés successifs d'une même tendance qui se développe, alors que ce sont trois directions divergentes d'une activité qui s'est scindée en grandissant »(1). C'est par exemple « à l'extrémité de deux de ces lignes... que nous trouvons l'intelligence et l'instinct sous leurs formes à peu près pures. Pourquoi l'instinct se résoudrait-il alors en éléments intelligents ? Pourquoi même en termes tout à fait intelligibles ? Ne voit-on pas que penser ici à de l'intelligence ou à de l'absolument intelligible, est revenir à la théorie aristotélicienne de la nature ? »(2). Il en est de même de toutes les autres directions de l'évolution. Il faut que l'intelligence s'en pénètre : hors de la matière, il y a pour elle beaucoup d'inconnaissable et tout d'abord la vie.

L'intelligence inévitablement ramène le mouvement vivant au mort et à l'immobile car elle le transpose dans la vérité de la matière. Elle est persuadée qu'elle est plus vaste que l'expérience ; dès lors, pense-t-elle, le réel ne saurait rien inventer qu'elle ne contienne déjà, qu'elle n'ait contenu de toute éternité, sinon à l'état actuel, du moins virtuellement. Aussi ne saurait-il y avoir, d'après elle, d'évolution radicale. Mais l'évolution est duré véritable, irréversible, imprévisible, l'évolution est créatrice, ou elle n'est qu'un mot.

Spécialement, deux grandes idoles emplissent les hommes de terreur, deux statues grimaçantes et noires que craignent même les dieux des philosophes et qui déforment, de la peur qu'elles inspirent, toutes les théories de la connaissance et toutes les métaphysiques. Pourtant Désordre et Néant, ne sont peut-être que des

(1) p. 146. — (2) p. 190.

épouvantails que l'intelligence a fabriqué, et dont maintenant elle s'effraie (1).

Toute science suppose une harmonie entre le sujet et l'objet. La connaissance postule donc l'existence d'un ordre que le sujet peut saisir ou bien qu'il crée. Mais, et c'est le signe révélateur, *l'ordre ne nous paraît pas dû*. Il ne nous apparaît pas de lui-même nécessaire, il semble contingent. D'où le besoin d'expliquer comment, avant ou après notre connaissance, un ordre s'est imposé aux choses : la première solution est celle de l'antiquité, la seconde, celle de Kant et des idéalistes. Dans les deux cas on conçoit qu'*avant* il n'y avait pas d'ordre du tout, dans les deux cas on ne voit rien de choquant à ce que le désordre, l'incohérent, le non-sens pur existent positivement. Pour Platon la matière indéterminée, le chaos, est antérieur à l'ordre qu'établit le démiurge et pour Kant l'intuition sensible nous révèle une incohérence à laquelle l'esprit devra imposer ses formes. Mais n'y a-t-il pas contradiction dans les termes à concevoir le désordre existant ? Il en est bien ainsi, et, ce qui est plus intéressant encore, l'idée de désordre nous montre du doigt que le monisme est certainement faux. Car, s'il n'y avait qu'un seul ordre dans l'univers, par exemple celui de la matière, aussitôt la géométrie inventée il nous apparaîtrait parfaitement continu et partout nécessaire. L'idée de désordre ne naîtrait point. Si pourtant elle existe, c'est qu'il y a deux ordres dans la nature, pour le moins, et l'idée de désordre manifeste seulement la *déception* de l'intelligence moniste devant une réalité qui lui résiste. *Le désordre n'est pas quelque chose, c'est une attente trompée*. Les idées de désordre, de hasard, de chaos, ne sont pas de pures représentations, mais, toutes chargées d'affectivité, elles marquent notre décep-

(1) Nous avons déjà montré dans notre premier chapitre comment le désordre et le néant sont au fond du monisme mécaniste.

tion. Lorsque j'affirme que ma chambre est en désordre, j'exprime simplement qu'elle n'a pas l'ordre que je lui aurais voulu. Non seulement l'idée de désordre ne représente aucune réalité existante, mais elle suppose toujours un ordre, elle en suppose même deux : elle représente la position de l'esprit rebondissant d'un ordre à l'autre et saisi au vol. Le désordre n'est qu'un mot, une entité réalisée par l'intelligence. S'il existe du désordre ce n'est pas *avant* l'ordre, mais entre les deux ordres. Ainsi, l'idée qu'il aurait pu ne pas y avoir d'ordre du tout, l'idée que l'ordre est une espèce de grâce s'évanouit. L'ordre n'est pas contingent : un des deux ordres existe nécessairement et l'absence de l'un n'est pas autre chose que la présence positive de l'autre. Seulement le monisme est la tendance incoercible de l'intelligence. Le monisme antique, parti avec Aristote de l'étude du vivant, y avait remarqué des *genres*, avec leurs définitions : il a aussitôt étendu à la physique et à la chimie l'ordre du vital. D'où une physique animiste, qui voudrait retrouver des genres dans le monde inorganisé. La science moderne, à la suite de Galilée et de Kepler s'est au contraire fondée sur la notion de *loi*, puisée à l'astronomie et à la physique, et le monisme contemporain veut étendre les lois à l'ordre du vivant. Les sciences de la vie moderne seront donc aussi fausses que la physique ou l'astronomie du moyen âge. Et comme dans les deux cas l'intelligence, est souvent déçue par l'expérience, elle parle de désordre. Le chaos est un épouvantail de l'esprit simplificateur. Mais si cette chimère existe et nous épouvante, c'est que le réel obéit effectivement à deux ordres, incommensurables l'un à l'autre.

Alexandre PAPADOPOULO.

(à suivre.)

Éditions de la REVUE DU CAIRE

Étienne DRIOTON :

Ce que l'on sait du Théâtre Égyptien

Princesse KADRIA HUSSEIN :

L'âge d'or de l'Égypte Ancienne

La Reine Teti-Sheri

Abulfida, le Prince géographe

Marie GAVADIA :

Printemps...

TEWFIK EL HAKIM :

Journal d'un Substitut de Campagne

La Caverne des Songes

Gaston WIET :

Le Sultan Baibars

TAHA HUSSEIN :

Le Livre des Jours

J. ASCAR-NAHAS :

Les Réflexions d'Ebn Goha

Georges DUMANI :

La Paix du soir

Pierre JOUGUET :

L'Athènes de Périclès et les Destinées de la Grèce

Deux mémoires inédits sur l'Expédition d'Égypte,
préfacés et annotés par Gaston WIET.

REVUE DU CAIRE

Organe mensuel de l'Association Internationale
des Écrivains de Langue Française

(Section d'Égypte)

COMITÉ DE LECTURE :

MOHAMMED ZULFICAR BEY, TAHA HUSSEIN BEY,
GASTON WIET.

Abonnements pour l'Égypte P. T. 75
pour l'Étranger le port en plus.

On est prié de s'adresser à M. GASTON WIET, pour tout ce qui
concerne la rédaction (5, Rue Adel Abou Bakr — Zamalek —
Le Caire), et à M. ALEXANDRE PAPADOPOULO, pour tout ce
qui concerne l'administration (3, Rue Nemr — Le Caire).

LE NUMÉRO : 7 PIASTRES.